

Décrispation au Sénégal

Agissant en conscience ou obéissant aux consignes du pouvoir, la Cour de sûreté de l'Etat a rendu, le mercredi 11 mai, un verdict de nature à décrisper les rapports dangereusement tendus existant entre le président Abdou Diouf et l'opposition légale au Sénégal. Accusé d'avoir joué un rôle dans les violents incidents survenus au lendemain des élections du 28 février, M. Abdoulaye Wade, chef du Parti démocratique sénégalais (PDS), a été libéré après sa condamnation à un an de prison avec sursis. Sauf un député de la ville de Thiès, M. Boubacar Sall, impliqué dans des troubles antérieurs au scrutin, les autres prévenus sont relaxés ou condamnés à des peines symboliques avec sursis.

M. Wade a immédiatement affirmé que son procès avait été de bout en bout « une affaire purement politique », et il a fait état de tractations qui auraient eu lieu entre des représentants du pouvoir et plusieurs « bonnes volontés », sénégalaises et américaines, pour tenter de trouver une solution à son différend avec le président de la République. Ces tentatives de solution amiable ont échoué, a-t-il souligné, puisque M. Sall, numéro deux du PDS, devra purger deux ans de prison fermes.

Il est assez adroit de la part de M. Wade d'évoquer des initiatives étrangères, quelle que soit la réalité des faits. En cas de verdict trop sévère, les Américains, qui avaient suivi avec beaucoup d'intérêt les élections présidentielles, de législatives dans le cadre d'un multipartisme exceptionnel en Afrique francophone, auraient pu réviser leur jugement positif sur le président Diouf. Celui-ci est également crédité par les Français d'une réelle volonté d'ouverture démocratique malgré des erreurs et des abus de pouvoir peut-être considérés un peu trop vite comme inhérents au contexte africain.

Chef d'un parti qui est membre de l'Internationale socialiste, le successeur de M. Senghor entretient de bonnes relations, en France, aussi bien avec la gauche qu'avec la droite. La formation à Paris d'un gouvernement peut-être plus sourcilieux sur la question des droits de l'homme aurait pu cependant lui compliquer la tâche.

Se peine interdire à M. Wade d'occuper son siège de député et le rend inéluctable à l'avenir, sauf vote d'une loi d'amnistie. Il est probable que les élus de son parti ne renonceraient pas à exercer leur mandat par solidarité avec lui comme cela aurait pu se produire en cas de trop lourdes condamnations, mais l'attitude du chef incontesté de l'opposition sera déterminante dans la suite des événements.

Malgré l'état d'urgence, des grèves ont affecté récemment la distribution de l'eau et de l'électricité à Dakar. Des mystérieux attentats à la voiture piégée n'ont provoqué jusqu'à présent que des dégâts matériels, mais contribuent à alourdir un climat sur lequel pèse déjà l'agitation des lycéens et des étudiants.

M. Wade peut être tenté de profiter de tous les mécontentements pour durcir son action. Il peut aussi trouver son profit dans une attitude égalitaire d'opposition sorti presque vainqueur d'une épreuve judiciaire avec les autorités. Reste le risque, à Dakar comme dans les autres capitales africaines, une population de déshérités grossie par l'exode rural obéisse à des pulsions de colère difficiles à contrôler par qui que ce soit.

M 0147 - 05130 - 4,50 F



3790147004500 05130

Les hésitations de l'UDF et la crainte d'une dissolution

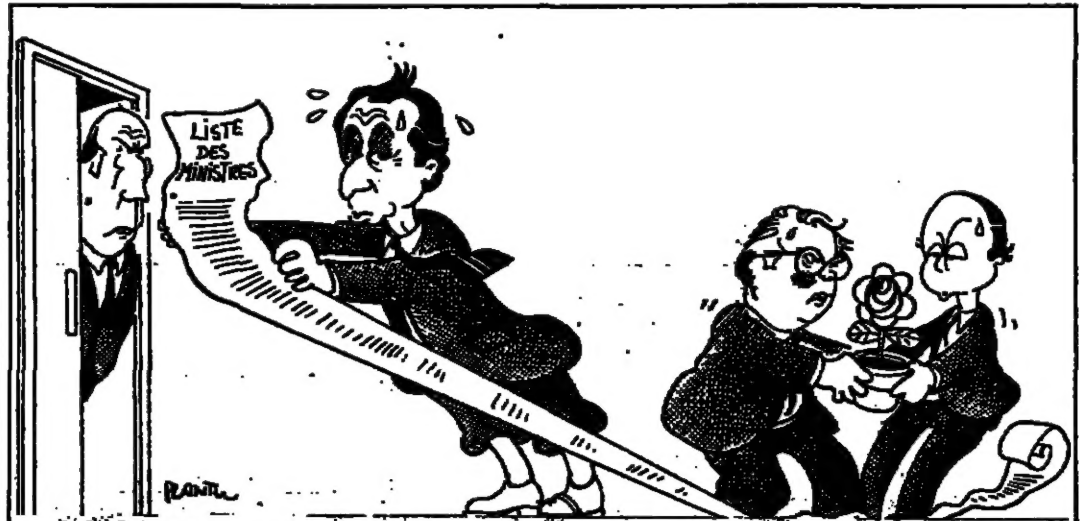
Les tentatives d'ouverture vers le centre ont retardé la formation du gouvernement

M. Michel Rocard a rencontré, le jeudi 12 mai en fin de matinée, à l'Elysée, le président de la République pour évoquer avec lui la composition du gouvernement. Celui-ci, selon la Constitution, doit être nommé par le chef de l'Etat sur proposition du premier ministre.

Ce gouvernement devait refléter les contours de la majorité présidentielle telle qu'elle s'est dégagée du scrutin du 8 mai. Il était prévu que la moitié des membres de cette équipe seraient des responsables socialistes, tandis que l'autre moitié serait composée, pour partie, de représentants

du monde syndical et de l'économie, pour une autre partie, de personnalités symbolisant l'ouverture. Les tentatives faites pour associer des centristes ont retardé la formation du gouvernement.

D'autre part, les dirigeants socialistes, dont beaucoup ont été reçus, mercredi, par M. Mitterrand, étaient toujours en désaccord sur le nom du successeur de M. Lionel Jospin. MM. Laurent Fabius et Pierre Mauroy sont officiellement candidats, mais il n'est pas exclu qu'un « troisième homme » devienne premier secrétaire du PS.



Le gouvernement formé par M. Michel Rocard paraît être celui des élections législatives anticipées, comme celui composé en mai 1981 par M. Mauroy, qui n'avait vécu que le temps d'une campagne électorale, jusqu'à la fin du mois de juin. Le deuxième gouvernement Mauroy, élargi aux communistes, avait été celui de l'action. Tout le problème est de savoir si, dans l'hypothèse aujourd'hui probable d'une dissolution rapide de l'Assemblée nationale, le deuxième gouvernement Rocard serait celui de l'ouverture, à l'autre bord, vers une fraction significative des centristes.

Déjà M. Rocard a travaillé en termes d'ouverture, conformément à son image, et à la mission que lui a confiée M. Mitterrand. Le schéma espéré était le suivant : une moitié de socialistes au gouvernement et, dans l'autre moitié, des personnalités non politiques choisies pour leurs compétences ainsi que des « ralliés » symbolisant les contours de la nouvelle majorité présidentielle.

Il n'était pas question pour M. Mitterrand de former le gouvernement de ses 34 du premier tour, mais celui de ses 54 du second. Mais ce schéma était difficile à mettre en œuvre, tant il y avait de malentendus ou de méfiances entre socialistes et centristes.

Manifestement, M. Mitterrand était à la recherche de ralliements individuels, tandis que les personnalités sollicitées préféraient adopter une démarche collective. Cette démarche était fondée sur la constitution préalable d'un parti barriste, libre de ses mouvements, qui négocierait ensuite sa participation à une coalition gouvernementale sur la base d'un contrat de programme. Il est vrai que les intérêts individuels contradictoires, les ambitions personnelles et les rivalités pour le contrôle de l'UDF ou d'une partie de cette confédération ne clarifiaient pas le débat.

Cette difficulté devait se traduire par le retour au gouvernement des détenteurs des postes

clés du gouvernement Fabius. C'est ainsi que MM. Bérégovoy (économie), Joxe (intérieur), Lang, Dumas et Delebarre devaient de nouveau former l'ossature de l'équipe Rocard, en compagnie de M. Jospin, premier secrétaire démissionnaire (dont la succession provoque de rudes affrontements au sein du PS), et de personnalités qui avaient rejoint le président de la République entre les deux tours du scrutin, tel M. Durafour, sénateur (UDF) de la Loire.

Ces retours s'expliquent également par le souci du président de la République de ne pas « faire de la formation permanente », alors que les socialistes disposent désormais — ce qui n'était pas le cas en 1981 — d'hommes d'expérience. Ils répondent — enfin — à la nécessité de ne pas troubler outre mesure, avant une bataille électorale décisive, des militants et des électeurs socialistes qui sont en pleine digestion du centrisme.

(Lire nos informations pages 5 et 6.)

La controverse sur l'assaut d'Ouvéa

L'Elysée favorable à une enquête administrative

PAGE 7

La mort de « Kim » Philby

Le plus célèbre des traîtres britanniques contemporains

PAGE 2

Les entretiens Shultz-Chevardnadze

Clarifier certaines clauses du traité sur les missiles intermédiaires

PAGE 4

Festival de Cannes

« Le Grand Bleu », de Luc Besson : la tentation de l'abîme

PAGE 18

Le Monde

LIVRES

■ Le bonheur et l'infortune de voyager : Antoine Blondin ; Edith Wharton ; Stig Dagerman. ■ Une visite à Max Frisch. ■ L'histoire, par Jean-Pierre Rieux : deux printemps à Paris : mai 1968 et février 1848. ■ La chronique de Nicole Zand : Mary McCarthy et Mavis Gallant. ■ Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : à propos de Pirandello. Pages 11 à 16

Le sommaire complet se trouve en page 24

Hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis

Washington redoute une surchauffe de l'économie

Le mercredi 11 avril, les banques américaines ont relevé d'un demi-point leur taux de base, porté de 8 1/2 % à 9 % en raison d'une hausse du taux d'intérêt à court terme aux Etats-Unis provoquée par la Réserve fédérale, soucieuse de lutter préventivement contre l'inflation.

Est-on à la veille d'une hausse générale des taux d'intérêt dans le monde ? C'est, désormais, dans le domaine du possible, puisque la Réserve fédérale des Etats-Unis, banque centrale du pays, a entrepris de

faire monter le taux d'intérêt américain depuis deux mois.

Son objectif est de calmer une surchauffe qui pourrait se révéler dangereuse, en provoquant une hausse des prix intérieurs, favorisée par celle des prix des produits importés à la suite de la baisse du dollar.

Dans certains pays, les banques centrales se hâteraient de suivre l'exemple américain, en Grande-Bretagne pour les mêmes raisons qu'aux Etats-Unis, en Allemagne fédérale parce que la Bundesbank estime avoir trop baissé son taux d'intervention, opinion partagée par la Banque du Japon.

(Lire page 24 l'article de FRANÇOIS RENARD.)

Le troisième « maxi-procès » de la Mafia

Le « ras-le-bol » des Siciliens

Le troisième « maxi-procès » de la Mafia s'est ouvert, le mercredi 11 mai, à Palerme, avec la comparution de cent vingt-sept prévenus. Une certaine lassitude se manifeste dans la population sicilienne, soucieuse de ne pas se voir assimilée dans son ensemble à l'« Honorable Société ».

PALERME de notre envoyé spécial

« La Mafia ? ça n'existe plus ! » Artilio Bolzoni préfère l'ironie cinglante plutôt que ruminer son amertume. Le jeune correspondant en Sicile de la Repubblica, le prestigieux journal romain, sort à peine de prison « pour violation de secrets de l'instruction », une accusation

également portée contre Saverico Lodato, son collègue de l'Unità, le quotidien du PC.

Ce délit n'est pas en Italie de ceux qui peuvent valoir l'incarcération. Il est puni d'une forte amende tout au plus. A la grande indignation de la presse de la péninsule, la justice avait, de façon tout à fait inédite, jeté dans sa propre balance le glaive de Brennus : un autre chef d'accusation qui réprime le peculato, l'abusif usage de biens publics. Il s'agissait, en la circonstance, de l'usage illicite à fin de publication, d'éléments de la confession d'un « repent », Antonio Caldorone, pilier de l'accusation du « maxi-ter », le dernier grand procès contre la Mafia. Nul besoin d'être grand juriste pour observer qu'il s'agissait d'une imputation uniquement destinée à permettre la détention des deux journalistes. A quelle fin ?

A première vue, la Mafia est dans les cordes. Le « maxi-ter », troisième procès géant intenté au clan sicilien, a commencé le mercredi 11 mai à Palerme après un retard de huit jours dû à une grève des personnels judiciaires, qui ont été réquisitionnés. 127 présumés membres des clans sont accusés de divers homicides et de trafic de drogue à grande échelle.

« U maxi », la première comparution massive de représentants de « la piovra » devant la cour d'assises de Palerme, s'était conclue le 11 décembre dernier par un verdict d'une exemplaire sévérité : 342 inculpés (sur 456) avaient été condamnés à un total de 26 siècles de prison avec, parmi eux, tous les présumés « grands chefs ».

JEAN-PIERRE CLERC. (Lire la suite page 2.)

François Truffaut

Correspondance

« Une certaine stature d'homme se dessine, faite d'une sorte d'attention à ce qui risque de blesser, aux tendresses minuscules dont dépend la réussite d'un instant, d'une vie, d'une œuvre. »
B. Poirot-Delpech, Le Monde

« Un livre unique, irremplaçable. »
A. André, L'Evénement du Jeudi

« Le livre de cinéma le plus important depuis le "Hi book" de François Truffaut. »
F. Vitor, Le Nouvel Observateur

HATIER

Etranger

POLOGNE

Le gouvernement est invité à tenir compte dans ses réformes du mécontentement social

L'ombre du mouvement de grève que vient de connaître la Pologne n'a cessé de planer sur les débats de la diète polonaise, qui a approuvé, mercredi 11 mai, les « pouvoirs extraordinaires » demandés par le gouvernement pour conduire à bien ses réformes économiques.

De nombreux députés ont intervenus pour demander qu'il soit davantage tenu compte dans l'application des réformes des difficultés de la population. L'un des représentants du parti ouvrier a proposé de suggérer l'ouverture d'un dialogue avec les membres de l'opposition qui se sont tenus à l'écart des grèves, une référence apparente aux anciens conseillers de Solidarité intervenus à la demande de l'Eglise catholique pour calmer les esprits. Cherchant à dédramatiser la situation, le premier ministre, M. Zbigniew Messner, a lui-même affirmé que le « mécontentement » et les « conflits » étaient « quelque chose de tout à

fait normal » dans cette période de transformation.

Les pouvoirs votés par la diète vont permettre au gouvernement, jusqu'à la fin de l'année, d'imposer des mises à pied, de bloquer les prix et les salaires, de révoquer les dirigeants des entreprises et des coopératives d'Etat, de déclarer des mises en faillite et des fusions, de créer de nouveaux impôts.

Les ouvriers ne pourront, aux termes du texte, procéder à des manifestations que moyennant une procédure officielle, avec l'aval exprès de la fédération des syndicats officiels (OPZZ). Le projet initial du gouvernement prévoyait l'interdiction pure et simple des grèves, mais les autorités ont dû tenir compte des réserves formulées par l'OPZZ, dont les dirigeants ont menacé de retirer leur soutien aux réformes si ces dispositions étaient maintenues. — (AFP, Reuter.)

DANEMARK : après les élections

La reine nomme un médiateur

COPENHAGUE
de notre correspondante

La situation politique est plutôt confuse au Danemark au lendemain des élections législatives du 10 mai, qui n'ont guère modifié les rapports de force au Parlement. Le Folketing, M. Poul Schlüter, chef du gouvernement de coalition de centre-droit au pouvoir depuis 1982, a remis, dans la matinée de mercredi 11 mai, sa démission à la reine Margrethe. « Pour la forme », pensait-on. Les partis non socialistes « bourgeois » étant, en effet, majoritaires à la Chambre (90 sièges sur 179), M. Schlüter était sûr, ou presque, d'être désigné rapidement comme formateur du futur gouvernement.

Mais les sociaux-démocrates ont bouleversé ses plans et causé la surprise en proposant en début d'après-midi de confier au président de la précédente Assemblée, M. Svend Jakobsen, la mission de tenter d'éta-

blir « un programme de travail à long terme, détaillé et concret, susceptible de rallier la base politique parlementaire la plus large possible ».

M. Poul Schlüter n'a pas semblé apprécier l'initiative de la gauche, dans laquelle il voyait une ruse de ses adversaires. Mais il a dû s'incliner, ces propositions ayant obtenu le soutien de plusieurs partis, notamment celui du parti radical. M. Svend Jakobsen, social-démocrate et ancien ministre, va donc remplir le rôle provisoire de médiateur, et il a entamé ses consultations politiques, le jeudi 12 mai. En attendant les résultats de sa mission, le cabinet Schlüter assurera l'expédition des affaires courantes. Plusieurs grands syndicats ont fait savoir que la constitution d'un gouvernement minoritaire social-démocrate n'était pas totalement exclue.

CAMILLE OLSEN.

La mort de « Kim » Philby

Le plus célèbre des traîtres britanniques

LONDRES
de notre correspondant

L'ambassade d'Union soviétique à Londres a fait savoir, mercredi 11 mai au Foreign Office, que « Kim » Philby était mort et demandait, en conséquence, qu'on préviene sa famille. Ainsi se termine dans les bonnes manières diplomatiques et avec une aura de « glorieux » qui ne va pas cependant jusqu'à révéler la date exacte de sa mort, la vie du traître le plus célèbre de l'histoire contemporaine de la Grande-Bretagne.

Harold Adrian Russell Philby était né en 1912 en Inde où son père était haut fonctionnaire. La personnalité de ce dernier explique peut-être une partie de la suite : arabisant passionné, officier de renseignements au Proche-Orient pendant la première guerre mondiale, ce père très original fut emprisonné quelque temps pendant la seconde pour avoir tenu publiquement des propos « antibritanniques ».

« Kim » Philby entre en 1929 à Cambridge où il étudie les sciences sociales. C'est l'époque de la montée du fascisme en Allemagne, de la dépression en Grande-Bretagne. Philby perd assez vite tout intérêt dans le socialisme légal et parlementaire. Il est le mentor d'un petit groupe d'amis originaires du monde arabe, qui se réunissent et s'appellent entre eux les « apôtres », sans qu'on sache très bien si la religion secrète qui les lie est le marxisme ou l'homosexualité.

A sa sortie de Cambridge, Philby s'installe pour une année à Vienne en 1934. L'écrasement des socialistes autrichiens le convainc que seule l'URSS peut empêcher le triomphe d'Hitler. Il épouse une communiste autrichienne, Lizi Friedman, qui appartient à l'« Internationale communiste », le Komintern. La stratégie de Staline est alors de former dans tous les pays européens des fronts antifascistes où les intellectuels sont les bienvenus. Aux plus motivés d'entre eux, le Komintern propose de travailler pour les services secrets soviétiques, le NKVD.

Philby est donc recruté à Vienne par un agent du NKVD, Teodor Malin. Ce dernier l'incite à retourner à Cambridge pour y « convertir » ses anciens amis à la religion de l'espionnage au profit de l'URSS. Philby y en tête — à moins que son « officier traitant » ne lui ait suggéré — l'idée d'un « cercle de cinq », à l'image de ceux qui sont alors formés dans les usines allemandes pour lutter contre les nazis.

Il y a toutes les raisons de penser que les « espions de Cambridge » ont été cinq et que Philby a emporté dans la tombe le nom du cinquième. Philby lui-même a été le plus « productif » puisqu'il a fait une brillante carrière dans le contre-espionnage britannique, au point qu'il fut question un moment de lui en confier la direction. Ses deux recrues, deux diplomates du Foreign Office, Guy Burgess et Donald Lean, ont également rendu des services importants jusqu'à leur départ spectaculaire pour

Moscou en 1951. Le quatrième, Anthony Blunt, est resté un personnage mystérieux et n'a été inquiété pratiquement qu'à la veille de sa mort, il y a quelques années, alors qu'il venait de prendre sa retraite de critique d'art et de conservateur des tableaux de la Couronne.

Les années les plus « fructueuses »

En septembre 1941, Philby est chargé de suivre de Londres les activités du contre-espionnage britannique en Espagne. L'ampleur des informations qu'il fournit alors au NKVD n'a jamais été évaluée. En 1944, il devient le chef de la section de contre-espionnage britannique chargée de l'URSS... En 1949 enfin, il est responsable, sous une couverture diplomatique à Washington, de la liaison entre le Secret Intelligence Service (SIS) et le CIA. Il peut donner à l'avance aux Soviétiques le détail de toutes les opérations montées par les services occidentaux. Il envoie ainsi à une mort certaine des centaines d'Allemands anticomunistes recrutés pour tenter de renverser le nouveau régime installé à Tirane.

Les années 49-51 sont sans doute les plus « fructueuses » pour les Soviétiques. Mais en 1951, Mac Lean, chef du département américain au Foreign Office, sur le point d'être démasqué par le contre-espionnage, s'enfuit à Moscou, de même que Burgess.

La solidarité des anciens élèves de Cambridge, très forte dans la haute administration britannique, protège alors Philby pourtant en

première ligne. Il doit quitter le Foreign Office, sa « couverture » officielle, mais il garde des liens avec le SIS. Sa pugnacité fait le reste. A la différence de Burgess ou de Mac Lean, il ne « craque » pas. Plusieurs de ses supérieurs sont convaincus de sa culpabilité mais craignent un procès public.

Le SIS trouve une solution originale. Philby est « recommandé » par les services secrets britanniques, qui ont leurs contacts dans la presse, pour devenir correspondant de l'Observer et de l'Economist à Beyrouth. Il continuera en fait à travailler à temps partiel au SIS pour le SIS de 1956 à 1963.

Les langues se délient peu à peu, et le scandale devient inévitable. Philby a affirmé peu avant sa mort que le SIS, avait tout fait pour qu'il s'échappe lui-même de Beyrouth, le 23 janvier 1963, alors qu'il était sur le point de se rendre à une réception à l'ambassade de Grande-Bretagne. Il réapparaît six mois plus tard à Moscou.

Philby a demandé à être enterré en URSS, pays qu'il considérait comme sa vraie patrie. Ses visiteurs occasionnels tels que Graham Greene, l'ont décrit comme un homme tranquille, menant l'existence paisible d'un retraité du KGB. C'est aussi l'image que les Soviétiques ont cherché à donner de lui, ces derniers mois, en le montrant à la télévision ou en le laissant accorder une longue interview au Sunday Times. La réalité était peut-être différente mais Philby s'est montré, là encore, d'une fidélité sans faille envers le KGB.

DOMINIQUE DHOMBRES.

ITALIE : le troisième « maxi-procès » de la Mafia

Le « ras-le-bol » des Siciliens

(Suite de la première page.)

Le « maxi-bis » intenté à la « Mafia de province » — c'est-à-dire hors de Palerme — s'est achevé le 17 avril par 153 condamnations. Le fameux « 30 ans » ne semble plus intenable. Le procès contre M. Vito Ciancimino, ancien maire démocrate-chrétien de Palerme, réputé le principal correspondant de l'« Honorable Société » dans « le palais », va débiter cette année.

Parmi les autres affaires judiciaires en cours, la plus révélatrice est sans doute celle concernant M. Arturo Cassina, un important homme d'affaires de Palerme, accusé, en compagnie de quatre anciens maires démocrate-chrétiens de la capitale sicilienne, « d'enrichissement illicite » et « d'usage de faux ». Le comte Cassina, comme on appelle ici cet ingénieur piémontais arrivé en Sicile en 1938, était le principal bénéficiaire, par le truchement d'une de ses sociétés, des renouvellements automatiques — et abusifs, a jugé le parquet — des contrats de régie municipale pour l'entretien de la voirie et des égouts. Ce vieillard tonique, à la barbe blanche et à l'œil vif, règne sur un empire immobilier et bancaire, menant un train de vie fastueux. Jusqu'à sa démission précipitée en février dernier, M. Cassina était le lien entre la région des chevaliers du Saint-Sépulcre, une organisation où l'aurait fait entrer le gotha politique, militaire, judiciaire, policier, religieux, administratif et patronal de l'île. Il adoubaient lui-même chaque année les nouveaux membres lors d'une cérémonie haute en couleur sous les superbes mosaïques de la basilique de Monreale. Plus d'un ici se demande si l'institution honorifique n'est pas devenue une sorte de « chambre des compensations » d'intérêt rien moins que charitable.

De même que l'Italie a toujours cherché un « grand vicillard » derrière le terrorisme des années de plomb, Palerme croit dur comme fer à l'existence derrière la Mafia d'un « comité des affaires », associé au monde de la politique et de la finance. Les chevaliers du Saint-Sépulcre auraient-ils servi de couverture à ce fameux « comité » ? Le procès du comte Cassina devrait permettre, entre autres, de répondre à cette inquiétante interrogation.

Ce « bruit »

venait du Nord

Cette série de procès retentissants a cependant un aspect trompeur. Le visiteur de la capitale sicilienne peut voir, ici et là, encore mal recouvertes, des affiches anonymes apparues en grand nombre peu avant l'arrestation des journalistes Bolzoni et Lodato : « Basta con i giornali » (les journaux, y en a marre). Il y

a quelques semaines, le procureur général de Palerme a interdit aux magistrats de la place tout contact avec la presse. C'est mesure a considérablement fait baisser la « pression anti-Mafia ». Une demi-douzaine de journalistes constituent, en effet, avec autant de juges, policiers, ecclésiastiques, syndicalistes, militants communistes, et l'actuel maire de Palerme, le démocrate-chrétien M. Leoluca Orlando, le fer de lance de la lutte contre « la piovra ». Indimider la presse n'est donc pas seulement, en la circonstance, une manière légitime de rappeler que nul n'est au-dessus des lois. C'est une décision politique aux conséquences précises.

Non qu'on doive imaginer on ne sait quelle complicité inavouable. Les responsables de la justice à Palerme se sont contentés de répercuter un sentiment de « ras-le-bol » ici fort répandu. C'est le grand écrivain sicilien Leonardo Sciascia, depuis toujours à la pointe du combat contre l'« Honorable Société », qui, l'an dernier, avait jeté le premier pavé contre « les professionnels de l'anti-Mafia ». En son temps, on avait cru à une provocation d'un esprit volontiers paradoxal. En réalité, Sciascia, en intellectuel sensible à l'air du temps, ne faisait qu'anticiper un sentiment qui aujourd'hui ose s'avouer : ça suffit ! Le président de la région sicilienne, le démocrate-chrétien rénovateur M. Nicolosi, a déclaré à son tour tout récemment : « On ne tient pas la Mafia avec l'anti-Mafia ou en dramatisant à tout instant le problème ».

La crainte était de longue date tapie dans « la Sicile des gens honnêtes » que tout ce « bruit venu du Nord » (nécessaire-

ment !) n'accrédite la légende d'une île tout entière mafieuse. « Ne pas jeter le bébé sicilien avec l'eau sale du bain », avait ainsi écrit M. Nicolosi, encore lui. Désormais, ce sentiment se déclare à voix haute. Cela réjouit bien évidemment tous ceux qui sont liés, eux, à Cosa Nostra, laquelle, de toute évidence, pousse à la roue. N'avait-on pas vu, il y a quelques semaines, le tout-Palerme se montrer à une exposition — dans une des meilleures galeries de la ville — de peintures de Luciano Leggio, réputé l'un des plus grands chefs mafieux, détenu depuis des lustres ?

400 000 chômeurs

Tout cela invite à une relecture prudente de l'acte d'accusation des juges du maxi-procès. Fortement réductrice était leur description de la Mafia comme « une organisation hiérarchique rigide dont l'épicentre est Palerme, substantiellement unie en dépit de crises périodiques ». Les besoins de la lutte ont conduit à occulter l'autre versant du problème ainsi décrit par le Père Barolomeo Sorge, ancien directeur de la revue des jésuites italiens envoyé il y a trois ans sur cette « terre des confins » : « Une culture, un mode de voir les choses, une manière de vivre exaltante, l'amitié, la fidélité, le sens du service inconditionnel, la famille. Toutes ces valeurs remontent à la Sicile féodale et opèrent, mais elles n'ont pas été dépassées en profondeur dans une région qui n'a pas connu de modernisation, même si elle a déjà abordé, la mondialisation aidant, une phase post-moderne ».

Afrique

AFRIQUE DU SUD

Arrestation de « terroristes » blancs

Le Cap. — Le ministre sud-africain de la loi et de l'ordre, M. Adriaan Vlok, a déclaré, le mercredi 11 mai, que quatre « terroristes » blancs arrêtés dimanche et soupçonnés d'appartenir au Congrès national africain (ANC, interdit) ont déjà livré à la police des renseignements « très importants ».

Le groupe, qui se cachait dans une ferme de la province du Transvaal, est constitué de trois hommes sud-africains et d'une femme de nationalité étrangère. L'un des hommes est un ancien journaliste et les deux autres sont des déportés de l'armée. Agés de vingt à trente ans, leurs noms ainsi que la nationalité de la femme n'ont pas été révélés par le ministre qui a assuré

qu'ils faisaient partie d'« une unité terroriste très spécialisée » entraînée à Moscou, à Cuba et en Angola.

La police a découvert une cache d'armes de fabrication soviétique dont un missile sol-air SAM-7, ainsi que des mines, des mitrailleurs, des fusils d'assaut, des pistolets, des grenades et des détonateurs d'explosifs, a poursuivi le ministre. Un puissant émetteur destiné à contacter quotidiennement le siège de l'ANC à Lusaka a été également découvert.

M. Vlok a estimé qu'il s'agissait de la plus importante saisie d'armes opérée par la police. Il a également déclaré que le groupe était en possession d'une liste d'officiers de police à abattre. — (AFP.)

avec laquelle les plus seuls sont aujourd'hui naturellement en symbiose. La Mafia survit désormais grâce à la persistance de cette vieille mentalité. Et le Père Sorge de conclure : « Les procès, c'est bien ; il faut continuer. Leur impact moral est très important. Mais le principal problème, c'est de trouver du travail pour les quelque quatre cent mille chômeurs, de moins de vingt-cinq ans pour nombre d'entre eux, que connaît aujourd'hui l'île ».

Sans doute est-ce au demeurant la permanence de cette culture qui explique ce fait confirmé par la plupart des spécialistes du phénomène : tous les dix ans environ, on constate une poussée de fièvre anti-Mafia provoquée par une recrudescence des activités de « la piovra ». Une guerre des clans ou (et) des assassinats retentissants de personnalités. Et puis, après deux ou trois ans, tout retombe. Au début des années 80, la Mafia s'est ainsi surpassée, décapitant pratiquement l'appareil de l'ordre public et de la classe politique insulaire, tout en tuant plusieurs centaines de siens dans une guerre acharnée. La réaction très vive du pays a été à la mesure de cette attaque. Ce qui vit aujourd'hui Palerme, ce serait donc la classique retombée des énergies. « Si la Mafia a l'intelligence de ne pas ouvrir le feu contre l'Etat, elle a un certain avenir pour elle », prédit, morose, Antonio Bolzoni.

En ce sens, l'état d'esprit actuel est bien différent de l'émotion qu'avait suscitée l'assassinat en janvier dernier d'un ancien maire démocrate-chrétien de Palerme, Giuseppe Insalaco (le Monde du 15 janvier). On insiste davantage aujourd'hui sur les zones d'ombre de cette personnalité devenue à quarante-deux ans (c'était en avril 1984) le premier magistrat de la sixième île d'Italie. Il n'était pas alors de ceux qui s'indignaient des « contingents » de son parti avec la Mafia. Lui-même n'était pas toujours regardant : en 1978, il avait surestimé le prix de vente d'un bien immobilier public, dont il avait la charge, et la différence lui était revenue. Puis, devenu maire, il s'était apparemment piqué de jeu, tenant tête au tout-puissant Vito Ciancimino.

Contraint de démissionner au bout de cent jours, il avait alors vidé son sac « devant la commission parlementaire anti-Mafia, avant d'être lui-même inculpé pour son indécision. Bref, quelqu'un dont la parole ne peut pas être crue sans examen, pas plus que ses écrits accusateurs, dont la publication par les journaux en début de l'année, après son assassinat, avait mis Palerme dans un véritable état de fronde.

JEAN-PIERRE CLERC.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDPAR 650672 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Savary (1969-1982)
André Lemaire (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozia.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde

5, rue de Montigny, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-52 ou 45-55-91-71
Téléx MONDPUB 206 136 F

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Taper LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE TUNISIE	AUTRES PAYS tarif régulier
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné
de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Amériques

ÉQUATEUR : l'élection de M. Borja à la présidence

Contre la tentation du populisme, un « démocrate pragmatique »

En contribuant à renforcer la démocratie, la victoire à l'élection présidentielle du candidat de la gauche modérée, le 8 mai dernier en Equateur (le Monde du 10 mai), pourrait sonner le glas du populisme, qui a souvent servi de prétexte aux militaires pour s'ingérer dans les affaires publiques. En tout cas, avec un parti devenu la première formation du pays, le nouveau président (qui prendra ses fonctions en août) devrait disposer, contrairement à ses prédécesseurs, d'une majorité stable au Parlement, ce qui ne sera pas de trop pour affronter les défis qui l'attendent.



SZLAKMANN

Pour le dirigeant social-démocrate équatorien, la troisième tentative aura été la bonne. A cinquante-deux ans, M. Rodrigo Borja voit enfin le couronnement d'une carrière politique déjà bien remplie. En 1979, il s'était lancé, pour la première fois, dans la course à la présidence lors des élections qui devaient marquer la fin de soixante-dix ans de régime militaire et d'euphorie pétrolière. Arrivé en quatrième position, ce n'avait été pour lui qu'un galop d'essai. En 1984, il avait réussi à se placer en tête au premier tour, mais avait finalement dû s'incliner devant le candidat conservateur, M. Leon Febres Cordero, la traditionnelle rivalité entre la sierra et la côte ayant joué en faveur de ce dernier.

Tirant la leçon de ses précédents déboires, M. Borja s'est bien gardé, cette fois-ci, de vendre la peau du ours avant de l'avoir tué. Face aux outrances et à la versatilité de son rival populiste, M. Abdala Bucaram (le Monde du 7 mai), il a su dépasser les clivages régionaux et s'imposer comme l'homme de la situation. Echauffé par les méthodes autoritaires et les promesses sans lendemain du président sortant, les Équatoriens ont préféré la modération aux sirènes du populisme. A défaut de véritable programme, M. Bucaram s'était contenté de quelques slogans à l'emporte-pièces promettant, pêle-mêle, d'« acheter des chaussures à ceux qui ne peuvent pas s'en payer » ou « de prendre l'argent dans la poche de droite pour le mettre dans celle de gauche, c'est-à-dire celle du peuple ».

Pratiquement tout oppose le nouveau président à son rival malheureux. Issu d'une famille aisée de Quito, M. Rodrigo Borja arbore la réserve caractéristique des gens de la sierra qui tranchent d'autant sur l'exubérance tropicale de ses compatriotes de la côte. Dans un pays à prédominance indienne et métisse,

son teint clair et ses cheveux châtains trahissent sans ambiguïté son ascendance européenne. En veine de confidences, il nous a même confié un jour qu'il aurait une lointaine parenté avec la célèbre famille des Borja.

A la fois avocat, professeur d'université et sportif accompli, c'est un homme à multiples facettes. D'ailleurs, il dit lui-même pratiquer la politique comme un sport et à tous moments de sa vie il se livre à une activité sportive. Du volley-ball à l'aviron en passant par le tennis, la boxe ou la course automobile, aucun sport ne lui est étranger. Il a même pratiqué la compétition dans plusieurs équipes nationales équatoriennes. « Le sport, dit-il, m'a appris que la victoire est fille de la préparation et de la persévérance ».

« Un socialisme démocratique »

Après des études en sciences politiques et en droit, M. Borja est pour la première fois élu député en 1962, puis en 1970 et à nouveau à partir de 1979. Comme l'ancien président, Jaime Roldos (mort dans un accident d'avion en 1981), et le successeur de ce dernier, Ovaldo Hurtado, de tendance démocrate-chrétienne, M. Borja appartient à une nouvelle génération d'hommes politiques. Ils souhaitent sortir l'Équateur du carcan des partis traditionnels (libéral et conservateur) et le libérer des

séqueles du populisme qui s'est aguerri signalé par ses incessantes dévotions aux militaires. Ainsi a-t-on vu naître, à partir des années 70, de nouvelles formations liées à la démocratie-chrétienne ou à l'Internationale socialiste. Avec d'autres jeunes intellectuels venant du vieux parti libéral, M. Borja a fondé la Gauche démocratique (ID), revendiquant plus de 250 000 adhérents, l'ID est aujourd'hui l'une des formations les plus dynamiques et les mieux organisées du pays. Mais, bien que son pays soit affilié à l'Internationale socialiste, M. Borja se garde de vouloir briller les étapes et même de parler publiquement de socialisme dans un pays encore peu politisé.

Pragmatique et modéré, il se propose, nous a-t-il précisé, de « frayer la voie à un socialisme démocratique pour combler, à la gauche du centre, le vide idéologique qui existe en Equateur entre la droite et l'extrême gauche ».

Avec la présence d'un candidat populiste préférent l'investiture à la discussion, la campagne électorale n'avait cependant guère laissé de place à un véritable débat d'idées. Alors que l'économie équatorienne se ressent durement de la baisse du revenu pétrolier et de la suspension des exportations pendant six mois (à la suite du tremblement de terre de mars 1987), la plupart des grands problèmes du moment ont été escamotés. M. Borja s'est sans doute démarqué de la politique économique néolibérale menée sans succès par le président sortant, mais il est resté dans l'ensemble assez vague sur ses propres intentions.

Tout au plus a-t-il annoncé des mesures « contre la corruption et pour la production ». Il a aussi déclaré qu'il n'entreprendrait pas de nationalisation et qu'il laisserait faire le secteur privé, même si l'entend établir des règles pour stimuler son développement. A propos d'une dette extérieure de 9 milliards de dollars qui hypothèque lourdement l'avenir du pays, il s'est engagé à négocier un nouveau rééchelonnement. Enfin, sous le slogan « Paix et harmonie », il s'est prononcé pour un gouvernement de « concertation nationale » qui comprendrait des représentants des milieux d'affaires et des travailleurs.

JEAN-CLAUDE BUIRER.

NICARAGUA : désaccords et incidents

La Contra en crise

MANAGUA
de notre correspondant
en Amérique centrale

La crise au sein de la guérilla sandiniste est sérieuse, mais elle ne serait pas aussi grave qu'on le dit. C'est ce qu'affirme en substance M. Alfonso Robelo, qui était jusqu'en janvier — il a démissionné pour des raisons personnelles — un des six membres du directoire de la Contra. « Contrairement aux rumeurs, Enrique Bermudez (le chef de l'aile militaire de la Contra) contrôle bien ses troupes et n'a pas été mis en minorité », assure M. Robelo, joint au téléphone, mercredi 11 mai, au Costa-Rica, où il vit en exil.

Sur le terrain, la tension semble être légèrement retombée après les incidents qui ont opposé, au cours des derniers jours, les partisans de l'ex-colonel Bermudez et les hommes du commandant « Fernando », un des principaux chefs militaires de la Contra. Ces derniers — environ deux mille hommes — sont encadrés dans le camp de Yamales, localité située au Honduras, près de la frontière avec le Nicaragua.

Le commandant « Fernando » (de son vrai nom Diogenes Hernandez) était un des signataires de l'accord conclu à Sapoa en

mars. Son chef, l'ex-colonel Bermudez, qui n'était pas présent à la négociation, allait, par la suite, lui reprocher d'avoir signé un texte faisant la part trop belle aux sandinistes. « Il ne s'agit pas seulement de Bermudez, puisque des secteurs importants de la branche militaire ont manifesté leur mécontentement », affirme M. Robelo.

Les désaccords portent sur quatre points : insuffisance de l'armistice accordé aux prisonniers politiques (entre quatre mille et neuf mille, selon les sources), car elle exclut les anciens membres de la garde nationale de Sonoma (exception inacceptable pour Bermudez qui fut colonel dans l'armée de la dictature) ; aucun progrès sur la remise en question du service militaire ; recul sur le choix de l'organisme chargé de fournir l'aide humanitaire accordée par les États-Unis aux rebelles jusqu'à la signature du cessez-le-feu définitif (les sandinistes ont obtenu que ce soit un organisme « neutre » non lié aux États-Unis) et reconnaissance du « gouvernement constitutionnel » sandiniste, sans contrepartie en faveur de la Résistance nationale — le nom officiel de la Contra, — qui n'a pas obtenu le qualificatif de « légitime » qu'elle souhaitait.

Les commandants Fernando et Tosti — ce dernier a lui aussi signé le document — furent sanctionnés à leur retour au Honduras, ce qui allait provoquer la division du mouvement rebelle en deux camps, l'un favorable à la poursuite de la négociation selon les termes de l'accord de Sapoa, et l'autre voulant remettre le tout en question. Les discussions se sont étendues à la direction politique de la Contra qui, depuis la démission de M. Robelo, est réduite à cinq membres.

Le principal dirigeant de l'aile politique, M. Adolfo Calero, souhaite continuer la négociation. Dans l'autre camp, on retrouve le social-démocrate Alfredo Cesar et l'homme d'affaires Aristides Sanchez, alliés à l'ex-colonel Bermudez. Malgré les apparences qui laissent croire à un isolement de M. Bermudez, dont plusieurs chefs militaires demandent la démission, ce dernier groupe serait sur le point d'être gagnant. « Quoi qu'il en soit, estime M. Robelo, il ne faudrait pas chercher à reprendre le dialogue avec les sandinistes tant que nous n'aurons pas remis de l'ordre dans la maison et tant que nous n'aurons pas défini une position homogène pour la négociation ».

B. DE LA GRANGE.

GUATEMALA

Echec d'une tentative de soulèvement militaire

L'état-major de l'armée a annoncé, mercredi 11 mai, qu'une tentative de coup d'État, préparée par des officiers opposés au gouvernement civil du président Cerezo, avait été déjouée. Toutefois le ministre de la Défense, le général Hector Alejandro Gramajo, a refusé de confirmer formellement cette tentative de putsch. Il a seulement indiqué, au cours d'une conférence de presse, que deux officiers avaient été mis aux arrêts pour « indiscipline ». Il a souligné que le « mouvement » ne s'était produit que dans deux bases militaires « sur soixante-quatorze » et qu'il n'y avait pas eu d'effusion de sang.

Le président Vicio Cerezo a lui aussi minimisé l'importance du soulèvement qui aurait quand même réuni plus d'un millier de militaires. M. Cerezo a déclaré que l'objectif des insurgés était simplement

« d'ouvrir des discussions » avec le gouvernement sur des thèmes « que certains officiers considéraient comme dangereux pour la démocratie, tels que les relations avec Cuba » (les relations diplomatiques entre les deux pays ont été rompues le 28 avril 1986).

Malgré l'attitude du président et du ministre de la Défense, l'ensemble de la presse présente les incidents comme une véritable tentative de renverser le gouvernement démocrate-chrétien en place depuis 1986. L'arrivée au pouvoir de M. Cerezo avait marqué la fin de deux décennies de gouvernement militaire.

Il y a dix jours, un quotidien avait publié un manifeste signé par des « commandants de la montagne » qui se présentaient comme étant des officiers de l'armée régulière com-

battant la guérilla au nord-ouest du pays. Le texte critiquait vivement le gouvernement et le ministre de la Défense, le général Hector Alejandro Gramajo, accusés de montrer trop de « faiblesse » envers la gauche et l'extrême gauche.

Un mouvement de guérilla tentait de renverser le gouvernement depuis le début des années 60. Les militaires au pouvoir avaient pris une position très dure à son égard, tandis que M. Cerezo, lui, a dit vouloir entamer des négociations à la condition que les rebelles abandonnent la lutte armée. Des pourparlers doivent avoir lieu prochainement entre gouvernement et rebelles à San-José, au Costa-Rica, sous les auspices du président Oscar Arias, dans le cadre du plan de paix conçu par ce dernier pour l'ensemble de l'Amérique centrale. — (AFP, Reuter.)

CHILI : l'opposition affaiblie

Une grève générale annulée pour cause de dissensions

SANTIAGO
de notre correspondant

Prévue pour le mercredi 11 mai, la grève générale à laquelle appelait la Coordination nationale des travailleurs (CNT) a finalement été annulée par ses organisateurs. Raison invoquée par la direction de la CNT (à majorité démocrate-chrétienne et socialiste modérée) : les incidents qui ont marqué la célébration du 1^{er} mai à Santiago.

Ce jour-là, le président du mouvement syndical d'opposition, M. Manuel Bustos, avait lancé le mot d'ordre de grève devant 30 000 manifestants enthousiastes. Mais, à la fin du rassemblement, des bagarres opposèrent le service d'ordre syndical à quelques militants de la fraction dure du MIR (gauche révolutionnaire), qui désiraient monter sur l'estrade pour y brûler un drapeau américain. Un peu plus tard, de violentes échauffourées se produisirent entre de jeunes opposants et les forces de l'ordre.

Les frictions entre la démocratie-chrétienne et l'extrême-gauche ne datent pas d'hier, mais les dirigeants syndicaux ont craint une transformation de la grève en confrontation violente avec le pouvoir, recherchée par les groupes les plus radicaux. Car les partis d'opposition redoutent de voir le régime jouer « la montée des extrêmes » avant le plébiscite, afin de justifier l'alternative « moi ou le chaos » exprimée à longueur de discours par le général Pinochet.

Le pas en arrière de la CNT n'aura pas la vertu de rapprocher l'opposition modérée et les communistes, qui font pleuvoir les plus dures épithètes sur les « briseurs de grève » démocrates-chrétiens et leur reprochent, en outre, d'avoir « brisé » la grève des cheminots (le Monde du 21 avril). Ceux-ci ont mis fin à leur mouvement après la désignation d'une commission chargée de se prononcer, cas par cas, sur les mesures de mise à pied affectant une centaine d'entre eux.

Ces querelles intersyndicales annoncent des jours difficiles pour la centrale unique, dissoute par les généraux après le coup d'État de 1973 et qui, à l'appel de la CNT, devrait être recréée dans les prochains mois. La coexistence de courants politiques rivaux sera-t-elle durable ? Affaibli par les conflits internes de l'opposition, le mouvement ouvrier chilien a de plus en plus de difficultés à combler : alors que 18 % des salariés étaient syndiqués en 1973, seuls 9 % le sont actuellement. Ce qui explique aussi le peu d'empressement des dirigeants à lancer leurs troupes dans une action de grande envergure.

GILLES BAUDIN.

L'ACTUALITÉ EN DIRECT

LE TITRE DU JOUR

Suivre les événements heure par heure

ACTUALITÉ

36.15 LE MONDE

Asie

JAPON : après plusieurs années de sommeil

Le réveil de l'Armée rouge

TOKYO
de notre correspondant

Le groupe terroriste japonais Armée rouge est-il en train de refaire surface ? Deux de ses membres avaient été arrêtés ces derniers mois au Japon et aux États-Unis, et la police japonaise envisageait l'hypothèse d'une résurgence de l'organisation, qui est liée aux groupes extrémistes arabes. L'arrestation la semaine dernière, à Tokyo, d'un autre membre de l'Armée rouge, révéla le mardi 10 mai par la police, ouvre une nouvelle piste : l'éventuelle connexion de l'organisation avec la Corée du Nord.

Le terroriste arrêté, M. Yasuhiro Shibata, faisait en effet partie du groupe de neuf activistes qui, en mars 1970, détournèrent un appareil de la JAL sur Pyongyang et depuis lors vivaient en Corée du Nord. Pour le gouvernement japonais, il paraît hors de doute que M. Shibata n'a pu quitter Pyongyang qu'avec l'approbation des autorités. En outre, il a été pris en charge au Japon par des membres de la communauté nord-coréenne. Il est possible, estiment certaines sources, que son objectif ait été les Jeux olympiques de Séoul. La police cherche, en outre, à savoir si les autres membres (sept car l'un des neuf est mort à Pyongyang) ne sont pas entrés eux aussi au Japon.

M. Shibata avait seize ans, et était encore lycéen à Kobe, lorsqu'il participa au détournement de l'appareil de la JAL. C'était pour l'Armée rouge, fille d'un mouvement étudiant paralysé par ses

divisions internes après les grandes luttes de 1968-1969, la première opération spectaculaire. Par la suite, pourchassée au Japon, une trentaine de ses membres, menés par la jeune terroriste Fusako Shigenobu, se réfugièrent au Proche-Orient où ils se lièrent avec les organisations extrémistes palestiniennes. L'Armée rouge fut notamment responsable, en mai 1972, du massacre de vingt-huit personnes à l'aéroport de Lod en Israël. Elle mit par la suite d'autres opérations à son actif (contre l'ambassade de France à La Haye en 1974, puis contre celle des États-Unis à Kuala-Lumpur l'année suivante).

L'aide de la Corée du Nord

Les auteurs du premier détournement entendaient à l'époque constituer une « base de lutte armée » en Corée du Nord. Les autorités de Pyongyang, lorsqu'on les interrogeait sur le sort des terroristes japonais, répondaient invariablement qu'ils avaient été « résolués » et formés à la pensée Kim Il-sung. Pyongyang a évidemment toujours ignoré les demandes d'extradition du Japon. Certains des membres de l'Armée rouge vivant en Corée du Nord n'en sortaient pas moins du pays. Selon la police japonaise, plusieurs d'entre eux participèrent en mai 1987 à Tripoli à une rencontre avec d'autres membres de groupes terroristes internationaux.

M. Shibata, pour sa part, est entré clandestinement au Japon

(vraisemblablement par bateau) en 1985. Il fut pris en charge par un couple de Coréens du Nord vivant à Kobe, qui l'aideront à obtenir l'année suivante des pièces d'identité et un passeport au nom du frère du mari, retourné définitivement dans son pays d'origine en 1982. Le complice de M. Shibata, qui a été arrêté ainsi que sa femme, travaillait pour une petite société commerçant avec la Corée du Nord. Muni de son faux passeport, M. Shibata se rendit à deux reprises à l'étranger, en particulier en Europe. Le 13 mars, il passa par Paris via Londres, retournant à Tokyo le 24 par Amsterdam. Après avoir changé plusieurs fois de résidence, il habitait un petit appartement dans le quartier de Shinjuku à Tokyo, où il a été arrêté, vendredi dernier, alors qu'il s'apprêtait à partir avec ses bagages. L'Association des Coréens du Nord au Japon (Chosen soren) dément être mêlée en quoi que ce soit à cette affaire.

Depuis plusieurs mois, la police japonaise est en alerte et surveille de près les activités des membres du réseau de soutien de l'Armée rouge. Les journaux ont reçu des documents émanant de l'organisation qui menacent les JO d'actes terroristes et dénoncent la Corée du Sud. Selon la police japonaise, M. Takamaro Tamiya, chef du groupe qui détourna l'avion de JAL vers la Corée du Nord, aurait notamment envoyé en mars une lettre aux médias dans laquelle il affirmait que les membres de l'Armée rouge vivant en Corée du Nord étaient « prêts à aller n'importe où s'ils en recevaient l'ordre », pour mener des opérations terroristes.

Les membres de l'Armée rouge en Corée du Nord, que l'on a longtemps cru « hors jeu », ont-ils repris contact avec leurs compagnons qui se trouvent au Proche-Orient ? La Corée du Nord entend-elle se servir du groupe pour menacer la sécurité des Jeux olympiques « sans se salir les mains » ? Telles sont les questions auxquelles s'efforce aujourd'hui de répondre la police japonaise.

Sans qu'il soit encore possible d'établir s'ils étaient en train de monter des opérations concertées, le fait est qu'en quelques mois des membres de la « fraction de l'Armée rouge du Proche-Orient » ont été arrêtés au Japon et aux États-Unis. M. Osamu Muraoka, qui passait pour le numéro deux de l'organisation après M. Shigenobu, a été appréhendé à Tokyo en novembre 1987, à son arrivée de Hongkong. Il était en possession d'un billet d'avion pour Séoul.

En avril, un autre membre de l'Armée rouge, M. Yu Kikumura, était arrêté avec des explosifs dans le New-Jersey. Enfin, la police italienne pense que M. Junzo Okudaira, également membre de l'organisation, serait responsable de l'attentat à la bombe du 14 avril contre l'American Club de Naples, qui fit cinq morts. Dans un communiqué, envoyé aux agences de presse à Beyrouth, l'Armée rouge a démenti peu après l'attentat être à l'origine de celui-ci. Après l'arrestation de M. Shibata, il semble en tout cas que la « fraction nord-coréenne » de l'Armée rouge ne soit plus en sommeil.

PHILIPPE PONS.

Proche-Orient

Le récit d'un « otage professionnel »

Jean-Paul Kauffmann ou l'ombre du cauchemar

Un homme entre deux univers, en équilibre sur l'étrange et fragile passerelle qui mène du monde des ombres, qu'il n'a pas encore totalement quitté, à celui des vivants, dans lequel il reprend difficilement pied, par à-coups, pas à pas. Un pétilllement d'humour dans le regard vient soudain contraindre le raideur de l'attitude, mais est bientôt assombri, puis éteint par l'évocation d'une épreuve particulièrement dure. Une gaieté esquissée est immédiatement tuée par le souvenir de Michel Seurat et des otages encore détenus au Liban.

« Je ne me sentais jamais tout à fait libre tant que ces amis, ces frères de souffrance ne seront pas libres », Jean-Paul Kauffmann était particulièrement épuisé lorsqu'il parut à la conférence de presse qu'il s'était fait un devoir de tenir — « c'est très dur pour moi, mais je me devais de venir » pour remercier tout le monde, — mercredi 11 mai, à deux pas de son journal, l'Événement du jeudi.

« Je suis bouleversé car je viens de voir Mary Seurat. » Il a dit au mal à trouver ses mots pour parler du jeune chercheur français mort dans une cellule voisine de la sienne. Enlevé en même temps, en mai 1985, alors qu'ils venaient d'arriver à Beyrouth, ils ont été détenus ensemble de longs mois, se souvenant l'un l'autre dans les rares moments. « C'était un homme d'une très, très grande dignité. » Dans les derniers temps de sa maladie, avant qu'il ne quitte la place qu'il partageait avec Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann, « on sentait la mort rôder comme un chien qui renifle. Il n'avait plus envie de parler. Il regardait tout ça avec hauteur et mépris ».

Puis, le journaliste parle de son « amertume » que l'on « n'ait pas

trouvé le moyen de ramener Seurat ». « Je regrette que le gouvernement de l'époque (Michel Seurat est décédé en février ou au tout début mars 1986) n'ait pas senti l'urgence malgré les appels du Jihad faisant état de la maladie de l'un des otages ». « C'était un homme de poudoir. Par respect pour sa mémoire, je vous demandais de ne plus poser de questions sur Michel Seurat. » Malgré cela, Jean-Paul Kauffmann n'échappe pas à sa mémoire et revient à une ou deux reprises, de lui-même, au détour d'un souvenir, sur le sort de l'universitaire.

« Je suis déconnecté »

Jean-Paul Kauffmann est ainsi constamment écartelé entre deux sentiments, entre deux nécessités, à la frontière de l'actuel et du cauchemar passé, tout proche encore. Comme lorsqu'il parle de ses « frères de souffrance », compagnons de chaînes britanniques ou américaines. Hanté par eux, il ne cesse de presser Londres et Washington d'agir pour les tirer de leurs cellules, mais il ne veut pas en parler de façon précise, de peur que ses propos ne leur portent préjudice. « Je suis journaliste, d'accord, mais je suis d'abord un ex-otage », dit-il, comme s'il ne pouvait toujours pas couper ces chaînes qu'il porta jour après jour.

Et d'expliquer longuement, afin que l'on ne se méprenne pas sur le sens de sa réserve, qu'un otage, pour ne pas sombrer, doit « organiser sa vie pour survivre », qu'un poste de radio, une cigarette, un livre, sont autant de biens inestimables, dont il ne veut pas que ses anciens compagnons soient privés par la faute de l'une de ses déclarations.

Mais si Jean-Paul Kauffmann a absolument voulu tenir cette conférence de presse en dépit de sa fragilité actuelle — « Je suis déconnecté. Je n'arrive pas à dormir depuis ma libération. Je vous parle mais je suis dans le brouillard. J'ai l'impression que c'est un autre qui parle » — c'est d'abord pour remercier tous ceux qui ont œuvré à sa libération, au premier rang desquels M. Chirac, ainsi que M. Pasqua et surtout M. Marchais, proche collaborateur de l'ancien ministre de l'Intérieur, « première voix de Français libre que j'ai entendue. Je ne l'oublierai jamais ».

Un coup de chapeau à la cohabitation qui « a bien fonctionné », a démenté M. Pasqua ne lui a jamais demandé d'appeler à voter Chirac, comme le Canard Enchaîné l'a écrit, puis l'angoisse : « Je suis pris de panique car je ne peux remercier tout le monde individuellement. J'ai peur de paraître ingrat. S'il n'y avait pas eu un tel élan de solidarité, je ne serais pas ici ».

Un élan qu'il ne soupçonnait pas lorsqu'il croupissait dans sa cellule de Beyrouth, pas plus que Marcel Carton et Marcel Fontaine. « On faisait tout le temps une psychanalyse de l'abandon. On ricane, à la fin : bon, ils nous ont laissés tomber. » Isolés, coupés de tout, les trois otages étaient au point de ne voir après l'enlèvement de l'équipe d'Antenne 2 qu'après celle-ci fut libérée. « Ce fut la stupeur quand Marcel Carton, qui parle arabe, a entendu à la radio que Jacques Chirac remerciait l'Iran. Nous nous sommes demandés pourquoi il envoyait des remerciements avant notre libération. » Ce n'est

que plus tard qu'ils compriront à quel point ils se réjouissaient de la libération de M. Chirac.

Dans cet isolement permanent, seuls se mettront à compter les quelques livres qu'il lira et relira pendant trois ans, les souvenirs auxquels il s'accrochait et « les signes », devenus sujet de plaisanterie — grincante — au fil des espoirs déçus. « Au moindre changement, on se disait : « Tiens, c'est bon signe. » Et puis, de signes en signes qui ne débouchaient sur rien, c'était devenu un rituel : « c'est bon signe ».

Soudain, chez Jean-Paul Kauffmann, s'ébauchent, un très bref instant, des signes de colère, immédiatement rentrés, lorsqu'il évoque les cassettes vidéo enregistrées par les ravisseurs et dont il déplorait amèrement qu'elles n'aient pas été diffusées intégralement en France. « On négociait (chaque phrase). Il y avait des choses que je ne pensais pas. D'autres étaient totalement de moi. La parole était notre seule bouée de sauvetage. Je ne comprends pas pourquoi on nous l'enlevait ».

Tombent enfin ces quelques paroles résumant trois ans de vie qui resteront à jamais entre parenthèses : « J'ai mis un an avant de réaliser que j'étais prisonnier, séquestré. Au début, j'avais des réactions d'homme libre, je protestais. J'ai plus souffert les huit premières semaines. Et, quand on est sorti, on était devenu des otages professionnels. On a tout connu : la faim, le froid, la chaleur. On ne s'habitue pas, mais il fallait organiser sa vie pour survivre. Affronter la réalité (d'aujourd'hui), c'est dur. » Puis, comme pour atténuer la brutalité de ces mots simples, comme pour s'en excuser : « Mais il ne faut pas exagérer : ça va très bien. »

YVES HELLER.

Diplomatie

La rencontre Shultz-Chevardnadze à Genève

Les états d'âme du Sénat américain ne devraient pas compromettre le prochain sommet de Moscou

GENÈVE de notre envoyé spécial

C'est une impression de routine que donne finalement cette vingt-sixième rencontre entre MM. Shultz et Chevardnadze, les chefs des diplomatie américaine et soviétique. Les entretiens commencent, le mercredi 11 mai, ne devant certes se terminer que jeudi soir, mais on ne s'attendait pas que leur seconde journée réserve de grandes surprises. Tout au plus commençait-on à évoquer l'annonce d'une nouvelle rencontre Shultz-Chevardnadze avant que MM. Gorbatchev et Reagan ne se retrouvent, le 29 mai, à Moscou pour leur quatrième sommet, et la reconnaissance officielle que le traité sur la réduction de 50 % des armes stratégiques Start ne sera jamais prêt pour cette date, tant la matière est complexe.

Ce ne sont pas les mésaventures que connaît, depuis lundi dernier, devant le Sénat américain, le traité sur l'élimination des armes intermédiaires (FNI) qui conviendront les négociateurs de mettre les bouchées doubles : le traité FNI paraissait bien « bouclé » en décembre dernier au sommet de Washington, et voilà pourtant que son examen par le Sénat vient d'en révéler certaines imprécisions sur plusieurs points, ce qui a entraîné les dirigeants, démocrates comme républicains, à en suspendre sine die le processus de ratification. Or, de l'avis de tous les experts, l'élaboration d'un texte sur les Start est de loin beaucoup plus délicate que celle du traité FNI. Il est infiniment plus difficile de vérifier la réduction dans une certaine proportion d'un type d'armes (les missiles intercontinentaux, en l'occurrence) que l'élimination totale d'un autre genre d'armes (les armes chimiques dans le cas du traité FNI). Et ne dit-on pas que le brouillon du traité Start imposé par les experts américains et soviétiques comprend encore plus d'un million de « parenthèses », c'est-à-dire de points de désaccord ?

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que le problème de la clarification de certaines clauses du traité FNI ait pas mal occupé, mercredi, non seulement MM. Shultz et Chevardnadze, mais aussi deux des pères de l'enfant litigieux, les experts Gitzmann (pour les États-Unis) et Tchervov (pour l'Union soviétique). « Certains progrès ont été réalisés », a bien voulu concéder, mercredi soir, M. Charles Redman, le porte-parole du département d'État. Une dépêche de l'agence Tass nous l'indiquait plus qu'inspirée par M. Chevardnadze, tant il est vrai que la « glasnost » n'a pas encore atteint le domaine de la politique étrangère, allant dans le même sens. Tout cela suffit-il à satisfaire les nombreux sénateurs américains ? Personne ne sait rien. En tout cas, à en croire M. Redman, les casques tatillonnés du Congrès ne sont pas tenus au courant de l'évolution au fur et à mesure des discussions. Ils seront simplement informés du nouvel état de la situation au retour de M. Shultz à Washington.

EN BREF

● **YUGOSLAVIE** : plan d'assainissement retardé. — L'entrée en vigueur du plan d'assainissement économique et financier de la Yougoslavie, prévue pour le 15 mai, a été reportée d'une dizaine de jours (le Monde du 9-10 mai). Selon M. Milos Milosavljevic, vice-président du gouvernement, ce report est dû au fait que l'accord portant sur une aide financière du Fonds monétaire international n'est pas encore au point. — (Corresp.)

● **CENTRAFRICAINE** : deux prêtres français expulsés pour « manipulation » de la jeunesse. — Les autorités centrafricaines ont ordonné l'expulsion de deux missionnaires français accusés d'avoir organisé des actes de désobéissance civile et de subversion et d'avoir « manipulé » la jeunesse locale, a rapporté, le mardi 10 mai, Radio-Bangui. Les deux prêtres — Adrien Mercier, trente-six ans, originaire de Pontarlier, et Jean-Paul Hoch, quarante-trois ans, né à Mulhouse — vivaient à Bangui depuis plusieurs années. — (Reuters)

● **PHILIPPINES** : les partisans de M. Marcos manifestent à Manille. — Entre huit et dix mille partisans de l'ancien dictateur Marcos ont manifesté, mercredi 11 mai, dans les rues de Manille, non loin du palais présidentiel. Les manifestants ont demandé le retour de l'ex-président, afin qu'il puisse assister aux obsèques de sa mère, décédée il y a quelques jours. « Nous voulons Marcos, nous ne voulons pas un pays communiste », a Ramenez Marcos », a Cory à la porte », ont-ils crié. D'importantes forces de police étaient présentes, mais ne sont pas intervenues. Pour sa part, M. Cory

Contrairement à ce qu'on pourrait croire, les Soviétiques présents à Genève ne montent pas en épingle les états d'âme des sénateurs et traitent l'épisode comme une affaire purement américano-américaine. « Nous ne comprenons pas bien où est le problème avec le Sénat américain », a dit, dès mardi, à son arrivée au bord du lac, M. Chevardnadze, avant d'ajouter benoîtement, je connais presque tous les négociateurs américains, ce sont de très bons experts qui connaissent leur affaire et je ne pense pas qu'ils pourraient proposer au Sénat un traité qui ne serait pas acceptable pour les États-Unis. »

An cours d'une conversation avec la presse à bord de l'avion qui l'amenait des États-Unis, M. Shultz s'était également attaché à dédramatiser le dossier. Ce n'est manifestement pas cette attitude, même si elle n'est pas rigide, qui pourrait compromettre le prochain sommet de Moscou. Le programme de cette rencontre a d'ailleurs occupé longtemps MM. Shultz et Chevardnadze qui ont eu, mercredi, deux longs entretiens — l'un à l'ambassade américaine, l'autre à l'ambassade soviétique, pour respecter la tradition. Ils devaient récidiver jeudi avant de donner en fin d'après-midi des conférences de presse. Personne n'attend de grandes révélations à cette occasion ; ce n'est pas le genre des deux hommes, mais on aura très certainement confirmation de la volonté des deux Super Grands de poursuivre, malgré toutes les difficultés et les avatars, sur la voie de la réduction des armements et du désengagement, sinon de la solution des conflits régionaux (il aurait été beaucoup question de l'Afrique australe, mercredi).

La soif de M. Reagan de passer à l'histoire comme homme de paix fait fermer les yeux aux Soviétiques sur pas mal de choses. Ils savent qu'ils auront un nouvel interlocuteur à la Maison Blanche dans quelques mois et ne voient pas quel intérêt ils pourraient avoir aujourd'hui à bloquer le processus sous prétexte de « guerre des étoiles » ou de missiles de croisière lancés à partir de la mer. Bref, ils jouent déjà l'après-novembre 1988.

JACQUES AMALRIC.

● **ÉTATS-UNIS** : le Sénat approuve un budget de 4,5 milliards pour l'IDS. — Le Sénat américain a voté, le mercredi 11 mai, un budget du Pentagone pour l'année fiscale 1989 qui prévoit une enveloppe de 4,55 milliards de dollars pour l'initiative de défense stratégique (IDS ou « guerre des étoiles »). Le projet de budget de l'exécutif prévoyait des crédits de 4,9 milliards de dollars pour l'IDS, la Chambre des représentants avait voté, la semaine dernière, un budget de seulement 3,5 milliards. Le secrétaire à la défense et le conseiller du président Reagan pour les affaires de sécurité nationale ont averti, ces derniers jours, que M. Reagan opposerait son veto au projet de loi de finances du Pentagone si l'IDS n'obtenait pas suffisamment de crédits. — (AFP)

Aquino a déclaré : « J'ai déjà dit que nous n'autoriserons pas Marcos à rentrer. » — (UPI, AP.)

● **AFGHANISTAN** : Le prince Sadruddin Agha Khan nommé coordinateur de l'ONU pour la reconstruction. — Le prince Sadruddin Agha Khan, ancien haut commissaire à l'HCR (Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés), a été nommé, mercredi 11 mai, coordinateur de l'ONU pour la reconstruction de l'Afghanistan. Il aura rang de secrétaire général adjoint de l'ONU. Sa mission s'inscrit dans le cadre de la réinsertion des quelque cinq millions de réfugiés afghans à la suite du retrait des troupes soviétiques, qui doit commencer le 15 mai. — (AFP)

● **SRI-LANKA** : le JVP dément avoir conclu un cessez-le-feu. — Le chef du mouvement extrémiste cinghalais JVP, M. Rohan Wijeweera, a démenti, mercredi 11 mai, avoir conclu un accord de paix avec le gouvernement de Colombo (le Monde du 12 mai). Dans une lettre à la presse, il a affirmé que le JVP ne négocierait jamais avec « le régime illégal et assassin » du président Jayewardene. Mardi, le ministre de la sécurité nationale, M. Lalith Athulathududhi, avait annoncé publiquement la signature de cet accord, qui prévoyait un cessez-le-feu immédiat. Apprenant la réaction du JVP, il a déclaré que « les portes sont toujours ouvertes » et que « la cause de la paix est semée de nombreuses embûches, mais nous ne devons jamais abandonner ». Toutefois, pour montrer leur détermination, les militants du JVP ont poursuivi leurs attentats, assaillant un fonctionnaire et blessant deux gardes de sécurité. — (UPI, AFP)

LIBAN : les combats dans la banlieue sud de Beyrouth

L'Iran et la Syrie interviennent pour calmer le jeu

BEYROUTH

de notre correspondant

Les vrais duellistes de la guerre inter-chiite, dans la banlieue sud de Beyrouth-Ouest, l'Iran et la Syrie, sont entrés en lice. Pour tenter de calmer le jeu. Le président iranien, M. Khamenei, a téléphoné au président syrien, M. Assad ; et les deux parrains des milices combattantes, l'Iran pour le Hezbollah et la Syrie pour Amal, sont convenus d'arrêter les frais pour le moment.

Il apparaît clairement que Damas ne veut pas remettre en cause son « alliance organique » avec Téhéran et qu'il a, en conséquence, mis en œuvre ses velléités de faire pénétrer son armée dans la banlieue sud pour y imposer son pouvoir. La Syrie, pour ne pas entrer en conflit direct avec son allié, a opposé une fin de non-recevoir aux sollicitations dont elle était l'objet à ce propos de la part d'Amal, du Conseil supérieur chiite et des Assises islamiques sunnites. Son homme des missions difficiles, le général Ghazi Kanaan, a d'ailleurs regagné son pays.

Quant aux Iraniens, ils peuvent s'estimer satisfaits des succès, incontestables, du Hezbollah sur le terrain, même s'ils doivent l'être moins de sa perte de popularité parmi les chiites libanais : certes pas parmi ses adhérents, au contraire réconfortés par leurs victoires, mais parmi les sympathisants qui avaient estimé et admiration pour le mouvement intégriste. Le Hezbollah a en effet pris le risque de l'initiative dans une bataille d'une violence rarement atteinte dans les combats de rue interlibanais : 148 morts et 573 blessés dénombrés en six jours. Le véritable bilan risque d'être beaucoup plus lourd, compte tenu des victimes enterrées sur place ou directement évacuées vers leurs villages du sud et de la Bekaa. Partout, des quartiers dévastés et des ruines fumantes. Une population dont la moitié a dû choisir une fois de plus le chemin de l'exode.

Quoi qu'il en soit, la Syrie et l'Iran ont constitué un comité, où l'un a délégué en général, Ali Hamoud, et l'autre un vice-ministre, Hussein Cheikh Ol Islam, auquel sont associées les deux milices belligères et qui a élaboré un accord en sept points allant du cessez-le-feu au retrait des combattants et à l'échange de prisonniers. Les deux

parties s'engagent à sévir conjointement, ce cas échéant, contre les récalcitrants. La Syrie admet, ce faisant, la parité, même sur le terrain, avec l'Iran.

Apparemment, cet accord devrait être appliqué. Les précédentes quarante-huit heures, relativement calmes la plupart du temps, avaient été marquées par des flambées de violence, brèves mais extrêmement dures. La seconde, surtout, a été particulièrement meurtrière, faisant, en quelques heures, 31 morts et 162 blessés.

LUCIEN GEORGE.

● Des compagnies d'assurances envisagent de poursuivre l'Iran et l'Irak. — Les compagnies britanniques d'assurances envisagent de joindre leurs forces pour poursuivre en justice l'Irak et l'Iran en raison des millions de dollars de pertes occasionnées par leurs attaques répétées contre la navigation dans le Golfe, a annoncé mercredi 11 mai le responsable d'une société affiliée aux Lloyd's. Cinq cent trente navires marchands ont été attaqués dans le Golfe depuis le début du conflit en 1980, occasionnant pour près de

La situation sanitaire dans les territoires occupés

L'OMS condamne Israël

L'Organisation mondiale de la santé (OMS), dont l'assemblée générale annuelle est actuellement réunie à Genève, a condamné, mercredi 11 mai, Israël pour la dégradation, selon elle, de la situation sanitaire dans les territoires occupés. Dans une résolution adoptée par 69 voix contre 23, les autres pays membres s'abstiennent ou étant absents, l'OMS a exprimé sa « profonde préoccupation et inquiétude pour les mesures et les pratiques actuellement adoptées par Israël » en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Sur place, la « direction unifiée du soulèvement » a appelé la population palestinienne des territoires occupés à durcir le mouvement de désobéissance civile et lui a recommandé de stocker des vivres pour au moins un mois. — (AFP, Reuters.)

Après l'attentat de Nicosie

Polémique à Chypre sur la sécurité dans l'île

NICOSIE

De notre correspondant

An lendemain de l'explosion d'une voiture piégée près du centre de Nicosie, qui a fait trois morts — le conducteur du véhicule et deux passagers, — six blessés graves et une trentaine d'autres plus légèrement atteints, — la presse chypriote de droite réclame, jeudi 12 mai, des « mesures concrètes » au gouvernement pour mieux contrôler les entrées aux frontières des « résidents arabes et israéliens ». Une nouvelle polémique est ainsi engagée sur la façon de contenir les débordements du conflit israélo-arabe à Chypre.

deux milliards de pertes aux compagnies d'assurances. — (Reuters.)

● Fermeture d'un internet coranique à Cologne (RFA). — La ville de Cologne a procédé mercredi 11 mai à la fermeture d'un internet coranique dirigé par un prédicateur turc intégriste, M. Cemaladdin Kaplan. L'établissement stricte quatre-vingts adolescents turcs de quatorze et à dix-huit ans, dont les parents résident en RFA. Selon l'Office de la jeunesse de Rhénanie ses méthodes pédagogiques n'étaient pas conformes à la loi allemande. — (AFP)

Le président Vassiliou, qui s'est rendu mercredi sur les lieux de l'explosion, devait tenir, jeudi, une réunion avec tous les responsables de la sécurité pour étudier les mesures à prendre. Celles-ci sont d'autant plus délicates que Chypre vit essentiellement du tourisme et qu'il est, dans ces conditions, difficile de contrôler toutes les entrées.

La police chypriote a confirmé que la charge d'environ 100 à 150 kilos d'explosif était bien destinée à l'ambassade d'Israël puisque le conducteur du véhicule avait tenté par deux fois de garer celui-ci devant la chancellerie israélienne. L'OLP, pour sa part, a « vivement déploré ce crime odieux », estimant que « cet incident vise à nuire aux solides relations de l'OLP avec le gouvernement chypriote ».

Pour l'instant, l'enquête a abouti à l'arrestation d'un Libanais de vingt-huit ans, M. Omar Hassan Hassillo, arrivé à Chypre le 28 mars, contre lequel aucune charge n'a toutefois été encore retenue.

La seule revendication de l'attentat a été faite, auprès de la chaîne américaine NBC, par un interlocuteur anonyme qui se réclame du groupe d'Abou Nidal, et affirme que cet acte est le premier d'une série contre les intérêts israéliens dans le monde.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Un anniversaire en musique

C'est un violoniste israélien. Dans le train qui roule vers Auschwitz, il se souvient. Il avait neuf ans et faisait partie de l'orchestre du camp de la mort qui rythmait l'ultime marche des détenus vers les fours crématoires. En leur mémoire, il joue le Kaddish de Reuel, pièce de musique pure. Mais l'émotion est trop forte, l'arche n'obéit plus. La mélodie cède aux sanglots. Filmmé il y a quelques semaines, lors d'une tournée polonoise en Pologne de l'Orchestre national d'Israël, cette séquence poignante fut l'un des temps forts du « Grand Échiquier » consacré, mercredi 11 mai, par Antenne 2, au quarantième anniversaire de l'État hébreu.

Pour fil d'Ariane de ces trois heures d'émission, Jacques Chancel avait judicieusement choisi la musique dans un pays où celle-ci est reine. Ainsi réunit-il un splendide plateau d'interprètes et de chefs juifs et israéliens — Isaac Stern, Itzhak Perlman, Zubin Mehta entre

autres. Et les chœurs de l'Hymne à la joie éclatèrent au pied des murailles de Jérusalem.

Le volet « politique » de l'émission fut moins réussi. Histoires de Chancel, MM. Stancu et Périé n'avaient pas grand-chose de neuf à dire. Le premier a toujours autant de mal à prononcer le mot même de « Palestinien » et le second répète qu'il ne « voulait pas dominer un autre peuple ». Commentant la fameuse phrase gaullienne sur le « peuple d'élite... », M. Périé observa que l'ignorance du général envers le judaïsme trahissait l'insulte.

On regrettera que Chancel ait si peu donné la parole aux Palestiniens, si souvent un seul mot des Arabes d'Israël (un citoyen sur dix), son erreur aura sans doute été d'associer, dans une même émission, musique et politique. Le conflit israélo-arabe, à cause de sa complexité même, se prête mal au mélange des genres.

J.-P. L.

صكنا من الأصل

Après la nomination de M. Rocard à Matignon

A Pâques ou à la Trinité

Le président de la République et le premier ministre, l'un élève des bons pères, l'autre dévot unioniste, donc protestant, confondent l'Ascension et la Pentecôte. Ils pensent qu'en ce 12 mai ils recevront l'Esprit Saint pour les aider à composer leur gouvernement.

Vingt-quatre heures de retard, ce n'est pas dramatique pour la République, même si les journalistes en sont pour leurs frais. Les voilà plantés dans la cour de Matignon, comme les oranges des grands jours : ils n'ont rien vu. Ou presque. Presque car il serait quand même mal élevé de qualifier de « rien » Pierre Bérégovoy, venu passer quarante-cinq minutes avec Michel Rocard à l'heure du petit déjeuner, ou Jean Daniel, dont il est difficile de savoir s'il est venu en journaliste ou en ami fidèle, François Douhin, qui espère peut-être que la tradition qui fait du président du Parti radical, qu'il soit de droite ou de gauche, un secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, sera respectée, et M^{me} Elisabeth Guigou, ex-rocrodienne, qui réussit la plus belle des performances cohabitationnistes en étant à la fois un conseiller de François Mitterrand et le secrétaire général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européennes, donc sous les ordres de Jacques Chirac.

Quatre personnes pour composer un gouvernement, même ramassé, c'est peu, même si on y ajoute Michel Delebarre, qui pousse la laisser-aller jusqu'à venir à Matignon, à l'heure où le premier ministre l'avait abandonné, le temps de rendre compte, entre 16 h 30 et 18 heures, de son travail au président de la République. Michel Rocard juge-t-il « archaïque » le ballet des postulants dans le bureau du chef du gouvernement et plus « moderne » l'utilisation du téléphone ?

Petites faims

Peut-être François Mitterrand, oublieux de ses promesses de campagne, a-t-il décidé de recevoir lui-même les « ministres » ? Même pas. La cour de l'Élysée fut presque aussi désertée que celle de Matignon. On y aperçut bien Pierre Bérégovoy, mais cet homme-là est partout. La table du déjeuner y fut bien garnie de socialistes bon teint. Mais c'est simplement que le président avait invité nombre de ses fidèles, les anciens de la Convention des institutions républicaines, les Pierre Joux, André Laignel, Henri Ennassouli, auxquels s'ajouta Michel Vauzelle, qui bien qu'entré au Palais-

Bourbon en avril 1986, n'arrive pas à oublier qu'il a passé cinq ans dans un bureau élyséen. Jean Poperen pousse la tête, mais il n'eût droit qu'à l'apéritif.

De toute façon, pour tous les convives, le choix du patron du PS paraissait plus important que la composition du gouvernement de la France. Le menu devait être délicieux : ils furent tellement occupés par le contenu de leur assiette que leurs oreilles en furent distraites au point de ne pas entendre les mêmes oracles sortis de la bouche céleste.

Les journalistes, eux, restèrent décidément sur leur faim. L'arrivée de Robert Badinter ne leur permit même pas de fantasmer : le président du Conseil constitutionnel venait simplement apporter la confirmation de la proclamation des résultats de l'élection présidentielle.

A propos, qu'est devenu le vaincu ? Il n'est pas parti prendre un repas bien mérité. Il a trouvé avec une telle joie son vaste bureau de l'Hôtel de Ville (le plus grand de Paris) qu'il y convoque réunion sur réunion, histoire de remettre de l'ordre dans la maison. Au point d'oublier, lui aussi, aux désespoirs de ses collaborateurs, que le jeudi de l'Ascension est théoriquement un jour férié.

THÉRIER BRÉHER.

A l'PUDF : les aléas de l'ouverture

Depuis dimanche, la menace de la dissolution de l'Assemblée nationale se balance comme une épée de Damoclès au-dessus de l'opposition. Bien conscients de n'avoir plus aucune prise sur le cours des événements, ses responsables commencent à trouver ce suspense de mauvais goût et les nerfs de certains craquent.

Dès la réflexion de M. Mitterrand, la consigne avait été pourtant donnée, notamment par M. Valéry Giscard d'Estaing : juger le président « à ses actes », ne pas décider par avance de le censurer. Bref, ne pas se lancer dans une opération suicidaire qui, fatalement, vu l'état de déliquescence des troupes, reviendrait à se mettre l'arme de la dissolution sur le ventre.

Dans le numéro de Paris-Match de cette semaine, M. Giscard d'Estaing, lancé — c'est de plus en plus évident — dans un processus de reconquête du pouvoir s'appuyant dans un premier temps sur une reprise en main de l'opposition, a développé à nouveau son argumentation : « Le pire, écrit-il, serait de pratiquer la politique du pire, en jouant au jeu de quilles consistant à renverser d'entrée de jeu le gouvernement et à proposer les élections générales. Nous mettrions en contradiction avec les enjeux dont nous n'avons pas cessé de souligner l'importance et l'immensité et qui

rendent nécessaires une action continue et un comportement mesuré ».

A l'appui de sa démonstration, l'ancien président cite l'exemple américain : depuis 1986 un président républicain doit s'accommoder d'une majorité démocrate au Congrès. Partant de considérations sans doute plus terre à terre, les responsables de l'PUDF se sont pliés facilement à cette logique quasi arithmétique. M. François Léotard, pour le PR, avait souhaité entre les deux tours une dissolution immédiate de l'Assemblée, jugeant que, « s'il y avait malheur pour la France, il valait mieux que ce malheur soit complet ». D'ailleurs, avec ses amis ex-ministres, il avait un intérêt matériel à revenir au plus vite au Palais-Bourbon. M. Léotard a néanmoins fait aussitôt machine arrière.

Bombe à retardement

Les centristes ont suivi d'autant plus facilement qu'ils ont toujours considéré qu'une non-dissolution serait pour eux le sas de décompression nécessaire pour ripier en douceur de la droite vers la gauche. Le secrétaire général du CDS, M. Jacques Barrot, s'est d'ailleurs empressé de répéter, le mercredi 10 mai, qu'une dissolution immédiate lui semblait inopportune : « Une nouvelle élection recréerait instantanément l'obligation d'une partition des Français bloc contre bloc et rendrait plus difficile la traduction de la volonté d'ouverture du premier ministre ».

M. André Rossinot, le président du Parti radical valoisien, a le même jour, exprimé le même avis : « S'il n'y a pas dissolution immédiate, nous vérifierons le contenu de

la promesse d'ouverture de M. Mitterrand [...] Nous poserons des questions concrètes et de leurs réponses dépendra la possibilité de constituer une coalition ».

A cheval sur la Constitution de la V^e République, farouche adversaire de la cohabitation, M. Raymond Barre a été contraint lui aussi d'abdiquer devant les événements, conscient que revendiquer maintenant à cor et à cri la dissolution reviendrait à mener l'opposition « au désastre ». Mercredi matin, l'ancien premier ministre a réuni une fois de plus son état-major pour tenter de cerner la situation, sans en tirer de conclusions définitives. M. Barre estime aujourd'hui cette dissolution inévitable et redoute que M. Rocard ne réussisse finalement à concrétiser dans la bataille législative l'effet mitterrandiste « France unie » de la campagne présidentielle.

Mais les baristres semblent plutôt divisés sur la question et expriment de façon imprudente leurs divergences. Mercredi encore M. Charles Millon a estimé que cette dissolution ne devait pas intervenir à un « moment trop tardif ». Son ami, M. Philippe de Villiers, s'est déclaré partisan de cette dissolution « parce que c'est une question de logique ». « Sinon, a-t-il suracheté, nous allons continuer à donner ce spectacle navrant, indécent, de ces collages, de ces appels de pied, de ces risettes. Ce n'est pas par une compromission des uns et des autres qu'on gouverne un pays ».

Ces deux réactions confirment que M. Mitterrand aura réussi une nouvelle fois à placer sous le signe de l'opposition une de ses bombes à retardement capable de la miner un peu plus encore de l'intérieur...

DANIEL CARTON.

Les urgences du ministère des affaires étrangères

Il y a deux ans, le Quai d'Orsay, blessé dans son esprit de corps par les nominations extérieures du précédent gouvernement socialiste, s'était réjoui de voir arriver à sa tête, en la personne de M. Jean-Bernard Raimond, un technicien de la diplomatie, un homme du sérail qui saurait — espérait-on — redonner à la « maison » un peu de son lustre passé. En fait de restauration, le ministère des affaires étrangères n'aura vécu depuis et jusqu'au bout — jusqu'au retour des otages, jusqu'au rapatriement du capitaine Prieur — que l'expérience de la dépression. Cette dernière semaine de gouvernement chirurgical a libéré le nouveau ministre des affaires étrangères de l'inextricable et douloureux dossier des Français séquestrés au Liban. Elle lui a légué aussi en héritage les soupçons des uns, à l'étranger, et les rancœurs des autres, bref une image pour le moins troublée de la France hors de France. Cette série d'événements pré-électorales a aussi ouvert des dossiers auxquels le nouveau ministre devra s'atteler en priorité : ceux des relations avec l'Iran et avec les États du Pacifique sud.

français avant de relancer la question de la Nouvelle-Calédonie, la Nouvelle-Zélande en revanche n'a pas perdu de temps pour réclamer, dès le lundi 9 mai, des explications de Paris concernant le départ pour la France du capitaine Prieur et pour exiger le retour sur l'atoll de Hao des deux « faux époux Turenge » (le capitaine Prieur et le commandant Maftart, rapatrié pour raisons de santé), impliqués dans l'attentat contre le Rainbow Warrior en 1985.

Autre contentieux bilatéral : celui qui oppose la France au Canada à propos de la pêche. L'affaire a pris une forte dimension passionnelle dans ce pays, et les conversations devront être reprises au plus vite. Enfin, si Pierre-André Albertini est sorti de sa prison sud-africaine, si les otages du Liban ont regagné la France, le journaliste Alain Guillo reste détenu en Afghanistan, où il a été condamné à dix ans de prison, et alors que la grâce présidentielle vient de lui être refusée.

défense nationale. A noter que la France sera directement partie prenante à la prochaine étape du processus de désarmement, si, comme il est vraisemblable, une nouvelle négociation sur les armes conventionnelles s'ouvre avant la fin cette année entre les vingt-trois pays membres du pacte de Varsovie et de l'OTAN. Il serait temps, d'autre part, si les circonstances internationales, continuent de s'y prêter, de mettre en œuvre en direction des pays de l'Europe de l'Est, trop longtemps négligés par la diplomatie française, une politique plus dynamique.

Le « malaise du Quai »

Enfin un dossier purement administratif attend le nouveau chef de la diplomatie, celui de l'organisation de son ministère même, auquel il n'est cependant concevable de s'attaquer que si l'on a le temps devant soi. Le « malaise du Quai », perceptible depuis plusieurs années, s'est accru depuis 1986 non seulement parce que le ministère s'est trouvé amputé de certains de ses domaines propres d'intervention, puis délaissé de quelques dossiers

brûlants, non seulement parce qu'il a souffert pendant la période de cohabitation d'une concertation entre l'Élysée et Matignon à laquelle il n'était pas toujours invité à prendre une part active, mais aussi parce qu'il a subi plus douloureusement que d'autres ministères la politique de rigueur et de gel des emplois dans la fonction publique, et qu'aucune réforme d'envergure n'a à ce jour été entreprise pour moderniser dans ses structures un outil diplomatique vieillissant.

Pas étonnant dès lors que certains, au Quai d'Orsay, aient pu rêver à haute voix ces derniers jours de voir arriver à leur tête, toute considération partisane ravalée, un ministre qui soit un « poids lourd politique », qui ait l'oreille du président, qui puisse se faire entendre face au ministre des finances et, le cas échéant, « taper du poing sur la table » à l'Élysée ou à Matignon : pas étonnant qu'ils aient rêvé de la reconstruction d'un grand ministère des affaires étrangères qui reprendrait véritablement en main la coordination de l'action extérieure de la France.

C. T.

Agenda chargé

L'agenda que le nouveau ministre va trouver sur son bureau pour les deux mois qui viennent est fort chargé dans des domaines qui touchent aux lignes de force de la politique extérieure française (construction européenne, définition de la place de la France dans les rapports Est-Ouest), où l'on ne pourra se contenter d'expédier les affaires courantes. Ce sont aussi des domaines où la continuité est, il est vrai, garantie par la part très active qu'y prend le président de la République.

Deux réunions des ministres des affaires étrangères des Douze doivent avoir lieu fin mai et à la mi-juin pour préparer le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE, qui se tiendra à Hanovre les 27 et 28 juin. Ce dernier se concentrera, plutôt que sur les questions monétaires, sur les premières étapes de la réalisation du grand marché de 1993, thème qui devrait dominer non seulement la politique extérieure mais aussi la politique économique du début de ce septennat.

Le sommet de Moscou (29-31 mai) et le compte rendu qu'en fera vraisemblablement M. Georges Shultz, à Bruxelles, pour les alliés des États-Unis, le conseil atlantique qui devrait se tenir les 9 et 10 juin, la session de l'ONU sur le désarmement où il était prévu que le ministre français des affaires étrangères s'exprime le 2 juin, ainsi que le sommet des pays industrialisés à Toronto du 19 au 21 juin, seront autant de forums pour évoquer notamment entre alliés occidentaux les questions stratégiques et de désarmement. Ces questions induisent toute la problématique liée à l'idée d'une défense européenne, ainsi que celle du statut particulier de la France dans l'OTAN et de sa

Agenda chargé

L'agenda que le nouveau ministre va trouver sur son bureau pour les deux mois qui viennent est fort chargé dans des domaines qui touchent aux lignes de force de la politique extérieure française (construction européenne, définition de la place de la France dans les rapports Est-Ouest), où l'on ne pourra se contenter d'expédier les affaires courantes. Ce sont aussi des domaines où la continuité est, il est vrai, garantie par la part très active qu'y prend le président de la République.

Deux réunions des ministres des affaires étrangères des Douze doivent avoir lieu fin mai et à la mi-juin pour préparer le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la CEE, qui se tiendra à Hanovre les 27 et 28 juin. Ce dernier se concentrera, plutôt que sur les questions monétaires, sur les premières étapes de la réalisation du grand marché de 1993, thème qui devrait dominer non seulement la politique extérieure mais aussi la politique économique du début de ce septennat.

Le sommet de Moscou (29-31 mai) et le compte rendu qu'en fera vraisemblablement M. Georges Shultz, à Bruxelles, pour les alliés des États-Unis, le conseil atlantique qui devrait se tenir les 9 et 10 juin, la session de l'ONU sur le désarmement où il était prévu que le ministre français des affaires étrangères s'exprime le 2 juin, ainsi que le sommet des pays industrialisés à Toronto du 19 au 21 juin, seront autant de forums pour évoquer notamment entre alliés occidentaux les questions stratégiques et de désarmement. Ces questions induisent toute la problématique liée à l'idée d'une défense européenne, ainsi que celle du statut particulier de la France dans l'OTAN et de sa

L'œuvre scientifique d'Yves Rocard

Aux alentours de 1950, un jeune homme en culottes courtes et chemise à carreaux se penche sur une table de laboratoire. C'est Yves Rocard, directeur du laboratoire de physique.

L'œuvre scientifique d'Yves Rocard a commencé dans les années 20 par une double thèse, en physique et en mathématique. Dans le plus parfait mépris des chiffres, il jonglait avec des approximations pour toujours aboutir au résultat exact. Il trouvait ainsi le moyen de masquer les détails pour mettre l'essentiel en lumière.

Même s'ils se rattachent en général à la mécanique, les travaux d'Yves Rocard sont d'abord caractérisés par une extrême diversité. L'homme a toujours été un touche à tout. Il fut parmi les premiers en France à étudier les semi-conducteurs ou la radio-astronomie. Avant la guerre, il travailla d'ars dans l'industrie électronique. Ensuite, il fut nommé maître de conférences à Clermont-Ferrand, puis à Paris. En 1945, après avoir combattu sur le sol national puis à Londres, il devint directeur du laboratoire de physique de l'ENS.

Jonglant tout autant avec les règles administratives qu'avec les chiffres, il sut équiper rapidement ce laboratoire dévasté par la guerre, prélevant en Allemagne occupée de nombreux instruments. Il fit aussi venir au laboratoire plusieurs brillants

chercheurs : Pierre Aigrain, plus tard secrétaire d'Etat à la recherche de 1978 à 1981 ; Maurice Levy, qui fut le concepteur de la Cité des Sciences de La Villette, et, surtout, Alfred Kastler. A ce dernier, le conseiller scientifique de la marine Yves Rocard fournit des lots de batteries, théoriquement d'une fiabilité insuffisante pour équiper les sous-marins — du moins le disait-on à l'époque — mais qui suffirent largement pour les expériences qui valurent à Alfred Kastler le prix Nobel.

A ce rôle public, Yves Rocard en ajouta un autre, nécessairement plus discret : il fut la caution scientifique de Pierre Guillaumat quand, dans les années 50, cet administrateur général du CEA mit en place sans le dire les moyens qui permettraient la fabrication d'une bombe atomique. Il en a raconté l'histoire (1), restant discret sur son rôle propre et rendant à des ingénieurs des poudres l'idée de base, qu'on lui avait prêtée, qui conduisit au détonateur de la bombe. Et, le 13 février 1960, lors de la première explosion à Reggane, son sens des approximations lui permit, à l'aide d'un clou et d'un double décimètre, d'évaluer le premier la puissance de l'engin.

Ces dernières années, à plus de quatre-vingt ans, Yves Rocard continuait des études sur des phénomènes complexes que la physique ne sait pas expliquer.

MAURICE ARVONNY.

(1) La Recherche, février 1983.



LES ÉTRANGES SILENCES DES SOIXANTE-HUITARDS

Les « anciens » de mai 68 ne parviennent pas à raconter à leurs enfants ce que furent les « événements », mouvement politique, social et profondément culturel à la fois. Ils s'adressent à leurs enfants, en somme, avec un pavé sur la langue. Hervé Hamon, coauteur avec Patrick Rotman de Génération (Seuil) et de la série d'émissions que diffuse ce mois-ci la cinquième du mouvement de mai, explique pourquoi dans « Le Monde de l'éducation » de mai.

NUMÉRO DE MAI EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le Monde de l'Éducation

Politique

La succession de M. Jospin au Parti socialiste

POINT DE VUE

Solferino, mode d'emploi

par Jean-François Trans

Pseudonyme des animateurs des « transcourants » du PS, MM. Jean-Yves Le Drian, Jean-Michel Gallard, François Hollande et Jean-Pierre Mignard.

TOUTE victoire à ses exigences. C'est en démocratie une règle contraignante et juste. Celle de François Mitterrand et, au-delà, de tous ceux qui se sont reconstruits en lui, ne fera pas exception. Candidat du cœur et de la raison, le pays l'a choisi pour surmonter les difficultés qui l'assaillent. Notre devoir est de les analyser et d'y apporter rapidement des solutions durables et concrètes. Telle est la rançon du 8 mai.

La France n'est pas bien avec elle-même. Qui de nous ne ressent ce mélange fait d'amertume, de peur ou de ressentiment mais aussi d'espérance, de curiosité et de tolérance ? Les échéances de cette fin de siècle la bouleversent. Elle cherche sa voie. Or, nonobstant le vote du 8 mai, ce mal d'être demeure. C'est le sens du premier tour, expression d'une exaspération mais aussi d'une demande sociale. Le vote du 8 mai a fait pencher la balance : la demande sociale l'emporte encore sur l'exaspération politique.

Un parti garde du corps

C'est pourquoi nous n'avons pas besoin d'un gouvernement de salut public ou d'une ligne Maginot des républicains, mais d'un gouvernement qui sache écouter la société civile et lui parler. La nomination de Michel Rocard va dans ce sens et conduit à la formation d'une large majorité autour du président de la République. Elle se fera sur quelques grandes orientations, sur des réponses pratiques et positives et non par la simple coalition des efforts, encore moins celle des intérêts. Il faut une nouvelle donne. Elle passe moins par une alliance, improbable, que par une évolution des socialistes eux-mêmes.

Le PS n'a pas à revendiquer toutes les places, mais il a mainte-

nant pour vocation de représenter dans toute sa diversité l'ensemble de l'électorat de François Mitterrand. Parti de la France unie, il doit être le parti du rassemblement, autour de ses valeurs, le lieu de toutes les confiances.

Le Parti socialiste peut jouer un rôle essentiel dans l'évolution politique et sociale. Il doit d'abord être autonome du gouvernement, être à ses côtés, quand c'est nécessaire, sans être son garde du corps appointé. Il doit surtout, comme nous l'avons dit dès 1985, être lui-même : parti de société et parti dans la société, à la fois pédagogique, éclairé, mobilisateur, interlocuteur et agissant. C'est la définition même du mouvement. Il lui revient de prendre pied plus fermement, là où il est présent, et de gagner une influence déterminante dans les secteurs de la population les plus désemparés. Son implantation populaire est aujourd'hui capitale. Quoi de plus conforme d'ailleurs à son histoire ! Rien ne serait pire en effet qu'un parti réduit à son plus simple appareil : de grands élus, des comités électoraux corvéables à volonté, une machine au profit d'un présidentiable. Le scrutin du 24 avril interdit une pareille perspective.

Cette mutation passe par un nombre croissant d'adhérents, l'invention de nouveaux rapports avec les citoyens, les syndicats, les associations, les mouvements culturels. Ce parti doit enfin savoir épouser des rythmes militants divers, des degrés d'engagement variables, comme des apports multiples mais différents. Le succès du gouvernement dépendra bien sûr de la pertinence et de la vigueur de ses réponses aux problèmes de la société française, mais aussi de la capacité du PS à exprimer la diversité de la majorité présidentielle.

Il nous faut donc vouloir et surtout préférer la souplesse, les valeurs, le débat d'idées et l'unité, à la rigidité, la confusion, le dogmatisme ou la froideur. Le futur du premier secrétaire sera le point de convergence de ces exigences, là, sans quoi le parti socialiste risque d'être l'ombre de ses ambitions.

Les résultats officiels du second tour de l'élection présidentielle

Inscrits	38 168 869
Votants	32 085 071
Suffrages exprimés	30 923 249
Majorité absolue	15 461 625
François Mitterrand	16 704 279 (54,01 %)
Jacques Chirac	14 218 970 (45,98 %)

Le Conseil constitutionnel a proclamé le mercredi 11 mai les résultats définitifs officiels du second tour de scrutin de l'élection présidentielle ainsi que l'élection de M. François Mitterrand pour un deuxième mandat de chef de l'Etat qui « prendra effet le 21 mai 1988 à 0 heure ».

Le Conseil constitutionnel a annulé les résultats d'un certain nombre de bureaux de vote : 1^{er} bureau de Quimper (Finistère), 1^{er} bureau de Tarare (Rhône), 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e et 5^e bureaux de vote de Loudéac (Côtes-d'Armor), 35^e bureau de Montreuil-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), 27^e bureau de Villejuif (Val-de-Marne).

Le vote des Français de l'étranger

M. Mitterrand a gagné du terrain

Voici les résultats du scrutin du 8 mai pour le vote des Français résidant à l'étranger :
Inscrits : 162 496 ; votants : 105 481.
Abst. : 57 015 (35,08 %).
Suffr. expr. : 103 986.
Chirac : 62 262 (59,02 %).
Mitterrand : 41 725 (40,97 %).

Bien que toujours minoritaire, M. Mitterrand réalise une percée au second tour de l'élection présidentielle au sein de la communauté des Français de l'étranger. En recueillant 40,97 % des voix, le chef de l'Etat sortant de 10 points le résultat qu'il avait obtenu, face à M. Valéry Giscard d'Estaing, en 1981. Une progression qui s'explique notamment par la réflexion législative traditionnelle qui a cette fois, bénéficié au président sortant.

La participation électorale reste faible puisque 35,08 % des électeurs inscrits (au lieu de 37,22 % au premier tour) ne se sont pas rendus aux urnes, des différences apparaissant selon les pays. Seuls 49,42 % des électeurs vivant aux Etats-Unis sont allés voter, s'alignant ainsi sur la tradition abstentionniste américaine, alors que 78,10 % des expatriés en Afrique noire francophone ont participé au scrutin. Ce chiffre n'est sans doute pas étranger à la campagne intensive réalisée à par le RPR et

qui a, d'ailleurs, porté ses fruits puisque 67,63 % des électeurs résidant dans ces pays se sont prononcés en faveur de M. Chirac.

Le candidat du RPR enregistre également d'excellents scores en Afrique noire non francophone (86,94 % des voix en Afrique du Sud) et en Europe occidentale hors CEE (81,58 % à Monaco). M. Mitterrand obtient, pour sa part, la majorité des suffrages auprès des expatriés en Europe de l'Est (70,51 % en RDA), en Amérique centrale (81,54 % en Costa Rica) et au Moyen-Orient (81,54 % en Israël). Le comportement électoral des Français de l'étranger apparaît ainsi en osmose avec le régime politique du pays dans lequel ils résident.

Un phénomène qu'on peut également confirmer au premier tour les résultats de M. Jean-Marie Le Pen. Recueillant 9,56 % des suffrages en moyenne, le président du Front national a obtenu 22,44 % des voix en Afrique du Sud (contre 5,99 % à M. Mitterrand), et même 38,46 % à Afrique, en Espagne (un score lié aux séquelles de la guerre d'Algérie). En revanche, aucun électeur inscrit au Salvador ne s'est prononcé en faveur de M. Le Pen, qui n'a, d'ailleurs, enregistré, sur le continent sud-américain, que des résultats dérisoires. — V.D.J.

Les partisans de M. Mauroy cherchent à décourager M. Fabius

MM. Laurent Fabius et Pierre Mauroy ont fait publiquement, le mercredi 11 mai, acte de candidature à la succession de M. Lionel Jospin comme premier secrétaire du PS. Le comité directeur, réuni samedi, devrait élire ce successeur. Les efforts des dirigeants du PS (dont plusieurs ont été reçus par M. Mitterrand) ont été déçus avec lui mercredi) vont tendre, d'ici là, à ce qu'un des deux candidats renonce, pour éviter la division du parti.

Les dirigeants socialistes ont décidé le génie de la division. Il est vrai qu'ils montrent aussi un sens du suspense qui s'affine... de septennat en septennat. M. Mitterrand a peine réagi, avec une avance qui aurait dû susciter dans les rangs du PS, un bel élan unitaire, les « éléphants » du parti se préparent peut-être à se déchirer publiquement pour la succession de M. Jospin si, d'ici à samedi, ils ne parviennent pas à trouver une solution négociée pour une happy end à un feuilleton qui, d'heure en heure, s'enrichit de nouveaux rebondissements.

La course à la succession de M. Jospin a connu une brusque accélération à partir du moment où, le vendredi 6 mai à Portet-sur-Garonne, lors de son dernier meeting électoral, M. François Mitterrand a annoncé, de fait, qu'il abandonnait la dernière ligne droite en précisant que M. Jospin quitterait son poste dans « peu de jours ».

Dès le lendemain, puis de façon plus précise le lundi, on découvre que M. Fabius est en train de composer son nouveau scénario national. La nouvelle fait l'effet d'une petite bombe dans les milieux socialistes : pour départager les deux principaux candidats, qui menaient une lutte serrée, on attendait un geste du président réélu. Si M. Fabius se prépare déjà à remanier la direction du PS, c'est donc, de fait, que ce geste a lieu.

De fait, il semble bien que M. Fabius ait reçu, sans doute à la fin de la semaine dernière, un encouragement plus ou moins net venant peut-être d'autres — de M. Mitterrand, qui jugerait que, en termes d'image, M. Fabius serait

préférable à M. Mauroy. Dans la matinée de mardi, M. Fabius semble devoir empêcher la mise et M. Mauroy paraît prêt à renoncer. Il voit le président, et ne semble pas sortir de cet entretien dans un autre état d'esprit.

Rebondissement et aparté

Rebondissement l'après-midi : M. Mauroy reçoit des soutiens formels, qui débordent largement les frontières de son propre courant. Parmi ces soutiens, ceux des amis de M. Jospin, sans doute celui de M. Jospin lui-même. Ragallardi, le maire de Lille rend publique, le lendemain dans la matinée, une lettre de candidature adressée au premier secrétaire démissionnaire (qui, le mardi, a confirmé son départ). Dans sa lettre, M. Mauroy annonce son intention de « porter plus haut encore [les] valeurs de justice et de solidarité », se situe dans la continuité de M. Jospin et souligne qu'il serait « particulièrement heureux » d'obtenir son appui.

Le même jour, un certain nombre d'anciens conventionnels ont déjeuné avec M. Mitterrand. Des convives, notamment M. Henri Emmanuelli (proche de M. Jospin) font valoir que le PS doit mener lui-même ses propres affaires. M. Emmanuelli précise même qu'il est contre un système « monarcal ». Que répond M. Mitterrand ? Comme d'habitude, les versions sont contradictoires. Selon les uns, il déclare en substance : « Je ne me mêlerai pas de tout cela ». Selon d'autres, le président est moins net.

L'après-midi, bureau exécutif. M. Mauroy confirme sa lettre. M. Fabius, à son tour, annonce sa candidature. Lui aussi se situe dans « la continuité » de M. Jospin et de M. Mitterrand et affirme son grand souci de l'unité. Avant le bureau exécutif, les deux anciens premiers ministres désolés mais concurrents ont fait, en discutant ensemble près d'une demi-heure plusieurs fois le tour de la cour qui jouxte la salle de réunion. M. Jospin s'est joint à eux quelques instants.

Une réunion des membres A-B (mitterrandistes-mauroyistes) du bureau exécutif succède à la réunion

du bureau lui-même. Une réunion des membres A-B du comité directeur aura lieu vendredi. M. Fabius demande, sans l'obtenir, que cette instance soit élargie aux parlementaires et aux premiers secrétaires fédéraux.

Dès lors, plusieurs hypothèses peuvent être envisagées. Les dirigeants socialistes jugent que le pire, pour l'image du PS, serait que les deux candidats se maintiennent jusqu'au comité directeur. Si, néanmoins, il fallait en arriver à un vote du « parlement » du PS, M. Mauroy devrait y être majoritaire.

Autre solution : c'est le courant A-B qui, lors de sa réunion de vendredi, désignerait son candidat. Dès lors, le comité directeur ne ferait qu'entériner ce choix, les rocardiens et l'ex-CERES, pouvant, au choix, ne pas participer au vote ou se rallier au candidat unique. Dans ce cas de figure, un vote (à bulletin secret) aurait lieu, vendredi, parmi les membres du courant A-B. Les partisans de M. Mauroy jugent que, là aussi, le maire de Lille devrait obtenir la majorité. Les amis de M. Fabius rétorquaient, jeudi, que les pointages sont en leur faveur et qu'il est totalement exclu que M. Fabius se retire.

Quoi qu'il en soit, ce vote au sein du courant A-B créerait des divi-

sions et laisserait des traces. C'est pourquoi les dirigeants socialistes vont s'employer à obtenir qu'un seul candidat se présente devant le vote du courant A-B.

Dans l'esprit des amis de M. Jospin et Mauroy, M. Fabius, après avoir fait les comptes, pourrait renoncer. Ce n'est évidemment pas, pour le moment, la position des partisans du député de Seine-Maritime. M. Fabius et Mauroy paraissent, hier, aussi déterminés l'un que l'autre.

M. Fabius peut aussi — s'il prévoit, finalement, que les chiffres lui seront effectivement défavorables — accepter, par exemple, une solution de type Mermaz (l'ancien président de l'Assemblée nationale se verrait bien comme candidat de compromis : il est soutenu par certains de ses compagnons anciens conventionnels), en attendant un congrès éventuellement avancé. M. Pierre Joxe (qui est favorable à M. Fabius), M. Jean Poperen (qui hésite) ont tous les deux, lors de la réunion de mercredi soir, évoqué le congrès, tandis que M. Daniel Percheron (très hostile à M. Mauroy) reprochait à M. Jospin d'avoir créé cette situation par sa décision de retrait rapide.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

Au Sénat

M. Pasqua est de retour

Il y a un mode de scrutin et mode de scrutin. On peut être contre la proportionnelle au point de faire rétablir par le Parlement le système majoritaire... et profiter des avantages bien compris de la première.

M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, est sans nul doute le seul ministre du gouvernement démissionnaire à retrouver sans difficulté un siège de parlementaire. Le département des Hauts-de-Seine, où il avait été élu en 1977 sénateur, mandat auquel il avait renoncé en s'installant place Beauvau en mars 1986, lui a permis de la série renouvelable en septembre 1986. Modestement, M. Pasqua se place en quatrième position sur la liste RPR. Les trois premières places réputées éligibles étaient occupées par MM. Michel Maurice-Bokanowski, Paul Graziani et Emile Tricom.

Pour ce dernier, âgé aujourd'hui de quatre-vingts ans, la médaille couronnant une sage carrière d'élus gaullistes a son revers : il s'engage à se démettre de son mandat dès que son suivant de liste, en l'occurrence M. Pasqua, le lui demandera. L'affaire a connu son dénouement le mardi 10 mai : le président du Sénat a pris acte de la démission de M. Tricom.

Sans avoir à passer devant les électeurs, M. Pasqua va pouvoir se réinstaller au palais du Luxembourg.

M. Le Pen met en garde le RPR et l'UDF

« Nous considérons toute candidature unique RPR-UDF comme un casus belli », estime M. Jean-Marie Le Pen au sujet d'éventuelles élections législatives anticipées. Si cette UDF était maintenue, le président du FN, dans un entretien publié le mardi 12 mai dans le *Quotidien de Paris*, pronostique « une déroute de l'ex-majorité. Une déroute qu'elle aura portée elle-même par son aveuglement, son égoïsme et sa servilité à l'égard des lobbies. » Nous déconseillons donc formellement à l'ex-majorité d'employer ce genre de tactique », prévient M. Le Pen.

S'agissant des prochaines élections municipales de 1989, M. Le Pen estime qu'un accord est possible entre la droite classique et le FN « s'il y a un accord de conquête sur la gauche des majorités et non de respecter le pacte de partage qui a gouverné jusqu'à présent ». Quant à l'arrivée de M. Michel Rocard à l'hôtel Matignon, M. Le Pen la « considère avec beaucoup de sérénité. M. Rocard va agir comme un multiplicateur de voix du FN [...] ».

« M. François Mitterrand dispose d'un compte en banque au Crédit lyonnais à Paris pour les dépenses courantes, d'un livret A de Caisse d'épargne et de soixante-quatre actions acquises récemment de sociétés d'investissement à capital variable (Crédit lyonnais) d'un montant global de 9 000 F.

« M. François Mitterrand possède en indivision avec ses frères et sœur une maison héritée de ses parents en 1971, à Chigny (Savoie-et-Loire).

« M. François Mitterrand a contracté un emprunt pour le financement de sa résidence principale dont le solde actuel venant en diminution de son patrimoine se monte à 280 000 F. Les revenus de M. Mitterrand proviennent essentiellement de son indemnité parlementaire et de ses droits d'auteur. »

et compter sur M. Roger Romani, sénateur de Paris, pour lui rendre le fauteuil de président du premier groupe du Sénat qu'il lui avait confié.

Le retour du « terrible M. Pasqua » est diversement accueilli. Certains craignent qu'il ne conduise à des excès de zèle oppositionnels. Même le ton somme toute modéré dont il a usé devant ses nouveaux collègues en réunion de groupe mardi après-midi n'a pas levé toute crainte : si la nouvelle opposition, majoritaire au Sénat, se déclare prête à ne juger le gouvernement que sur ses actes, élus RPR mais aussi UDF sont enclins à ne juger M. Pasqua que sur les siens.

A. Ch.

(1) M. Emile Tricom n'est plus maire de Bois-Colombes, contrairement à ce que le *Monde* daté du 11 mai indiquait. C'est M. Jean-François Probst qui lui a succédé en novembre 1986.

Philippe Rochot répond à M. Marchiani

« Dans la minute qui a suivi mon retour à Paris, après ma libération, j'ai remercié, au nom de l'équipe d'Antenne 2, le gouvernement et toutes les personnalités qui étaient intervenues : Philippe Rochot, ancien otage au Liban, a peu apprécié les propos tenus au *Monde* par M. Marchiani, émissaire personnel de M. Pasqua dans les négociations sur les otages, qui se plaignait de son peu de reconnaissance (le *Monde* du 10 mai). »

Interrogé par notre correspondant à Bonn, Luc Rosenzweig, Philippe Rochot, aujourd'hui correspondant d'Antenne 2 dans la capitale fédérale, a précisé : « A l'époque, le nom de M. Marchiani n'apparaissait pas dans la négociation. Quelques jours après [ma libération] j'ai remercié personnellement le directeur de cabinet du premier ministre, M. Maurice Ulrich. J'ai toujours été stupéfait de lire dans l'ouvrage de François-Olivier Giesbert que M. Jacques Chirac se plaignait de ne pas avoir été remercié. Ayant été envoyé au Liban par une chaîne de télévision nationale pour tenter d'expliquer à l'opinion les circonstances de la mort de Michel Serrati, j'estime qu'il était du devoir de mon pays de nous sortir du piège, mais j'ai su dire également merci. »

Restant compte de la soirée électorale au ministère, le *Monde* avait rapporté les propos de M. Marchiani, qui, apercevant à la télévision Philippe Rochot en train de commenter l'actualité vue de Bonn, avait dit : « Celui-là non plus, il n'a jamais dit merci. »

10 HEURES : LE MINI-JOURNAL

L'ACTUALITÉ DU MONDE

Toute l'actualité en direct sur minitel

ACTUALITÉ

36.15 LEMONDE

Politique

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie, première urgence pour le nouveau gouvernement

L'Elysée souhaite la création d'une commission d'enquête sur l'assaut d'Ouvéa

L'une des premières décisions du gouvernement de M. Michel Rocard pourrait être la création d'une commission d'enquête administrative sur les circonstances de l'assaut mené, le jeudi 5 mai, sur l'île d'Ouvéa, en Nouvelle-Calédonie.

Tel est, en tout cas, le souhait de la présidence de la République où l'on continue de l'interroger sur la transformation d'une « opération d'ordre public » destinée à sauver vingt-quatre otages, avec le moins de pertes humaines possible, en une « opération de guerre » soldée par vingt et un morts, dont dix-neuf Canaques membres du FLNKS. Certaines personnes de l'entourage de M. Mitterrand n'hésitent pas à juger « douteuse » la version officielle des décès. « Au moins » trois Canaques déclarés morts au combat ont été recueillis à Ouvéa affirmant qu'ils auraient été exécutés après s'être rendus.

La reconstitution de cet épisode dramatique risque d'être d'autant plus complexe qu'il apparaît aujourd'hui que l'homme-clé de l'opération, le capitaine — promu, depuis, commandant — Philippe Legorjus, chef du GIGN, était, durant ses allées et venues hors de la grotte de Gossana,

en contact téléphonique régulier, depuis Nouméa, avec M. Christian Prouteau, son prédécesseur à la tête du GIGN, aujourd'hui conseiller technique à l'Elysée.

L'Elysée assure avoir donné son accord à une opération de sauvetage des otages après avoir reçu l'assurance qu'elle était « sans risques graves » s'agissant des vies humaines. Des rapports écrits auraient été demandés, et reçus par télécopie, aux autorités, militaires et civiles, de Nouméa. Les responsables locaux de la gendarmerie, qui se seraient plaints d'être quelque peu tenus à l'écart dans un climat de « multi-ethnicité » et de « macrocephalie du commandement » (le Monde du 3 mai), auraient confirmé ces garanties par écrit.

En Nouvelle-Calédonie, le FLNKS s'emploie à donner un retentissement maximal aux témoignages fournis par ses sympathisants locaux. Les récits filmés des jeunes « livreurs de thé » d'Ouvéa, qui mettent en cause la gendarmerie et les forces spéciales dans la mort d'Alphonse Dianou, Wenceslas Lavello et Waïna Amossa, ont été présentés, le mercredi 11 mai, à la presse. Ces

témoignages corroborent ceux déjà publiés. Ils précisent, en réponse au démenti du capitaine Legorjus à propos des circonstances de la mort d'Alphonse Dianou, que, au moment où plusieurs membres des forces de l'ordre auraient frappé le militant indépendantiste « à coups de crosse et de botte » en arrachant « le fil du sérum », le chef du GIGN n'était plus sur les lieux « mais dans la grotte ».

Le général Vidal, chef des forces armées en Nouvelle-Calédonie, a jugé « irréaliste » que des hommes d'élite exécutent un homme en lui tirant dans la jambe.

Il a souligné qu'à midi, ce jour-là, Alphonse Dianou refusait toujours de se rendre, après avoir déclaré qu'il mourrait dans la grotte.

Concernant Wenceslas Lavello, un des lieutenants de Dianou, le général Vidal a affirmé qu'il était mort à l'entrée de la grotte « en tentant de sortir ou de s'opposer » à ceux qui donnaient l'assaut. Il a rappelé qu'un grand nombre de grenades lacrymogènes et fumigènes avaient été tirées par les forces de l'ordre et que les ravisseurs, à l'intérieur de la grotte, étaient « dans la pénombre ». Il a précisé à ce sujet que le chef du

GIGN était bien sur les lieux mais qu'il « n'était pas dans l'équipe d'attaque de la grotte ».

Concernant Waïna Amossa, l'un des jeunes venus porter le petit-déjeuner aux ravisseurs et aux otages, il a déclaré qu'il ne pouvait « situer l'endroit où il est mort ». « S'il se trouvait à un poste de combat, même sans arme, a-t-il dit, il est possible qu'on lui ait tiré dessus ».

Le général a confirmé que les forces de l'ordre avaient bien obligé à se coucher par terre la quinzaine de personnes sorties de la grotte après l'assaut, précisant que durant ce temps la grotte était fouillée.

A Nouméa, le haut-commissaire de la République a exprimé ses « vives inquiétudes » sur le sort d'environ trois cents Canaques de la région de Canala, qui seraient, depuis deux semaines, privés de tout approvisionnement à cause de la persistance des barrages établis par les militants du FLNKS.

Au nom du FLNKS, M. Léopold Jorédié a souligné que le mouvement indépendantiste « reste ouvert au dialogue ».

Après l'opération « Victor »

Tiraillements entre forces spéciales et gendarmes

Depuis l'opération « Victor », contre la grotte d'Ouvéa, le torcheur brûlé entre les diverses unités qui y ont participé et, plus particulièrement, entre les forces spéciales, représentées par le 11^e régiment parachutiste de choc, et les éléments du Groupe d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN). Ces deux formations n'avaient jamais manœuvré ensemble et, pour avoir été un coup d'essai, leur action en Nouvelle-Calédonie ne semble pas avoir été un coup de maître : des erreurs ont été commises sur place, qui trouvent leur origine dans des pratiques différentes du montage de l'opération proposée, concrètement, par le chef d'état-major des armées et décidée, en son principe, par le gouvernement de M. Chirac avec l'accord du chef de l'Etat.

L'entourage du ministre (démissionnaire) de la défense, M. André Girard, est formel : le président de la République a eu connaissance, le mardi 3 mai, avant 13 heures, de la liste des unités susceptibles d'intervenir à Ouvéa. Outre les commandos-marine « Hubert », de Saint-Mandrier (Var), dont le chef fut blessé lors d'une tentative de repérage de la grotte dans laquelle étaient alors enfermés les ravisseurs et leurs otages, la liste comprenait, entre autres participants déclarés, des spécialistes du 11^e régiment parachutiste de choc, à Cercottes (Loiret) et à Quélern (Finistère), et des gendarmes du GIGN, à Satory (Yvelines).

Cette mixité des formations avait sa raison d'être : à 20 000 kilomètres de distance, il fallait disposer de professionnels aguerris et motivés, pour pouvoir mettre toutes les chances de réussite technique du même côté. D'autant que l'opération a souffert, dès le départ, d'une carence inquiétante du renseignement sur le tas et qu'aucun des concepteurs de « Victor » n'était en mesure de garantir le minimum de « casse » que les responsables politiques souhaitaient pour mieux se démarquer, ensuite, d'un échec éventuel. En élargissant,

comme on le lui a demandé, son périmètre de sécurité autour de la grotte pour desserrer son étau, l'armée prenait, en même temps, le risque d'un handicap, celui d'avoir à mener un assaut plus rude encore.

Engrenage

Parce qu'il avait sous ses ordres des unités aussi variées et, en particulier, qu'il y avait, sur le terrain des opérations, deux fois plus de militaires que de gendarmes, c'est au général Vidal, le commandant supérieur des forces en Nouvelle-Calédonie, qu'est revenue la mission principale de coordonner l'ensemble du dispositif « Victor ». Avec l'accord de M. Girard et, du moins, tant que le « patron » du GIGN discutait avec les preneurs d'otages. Après quoi, la direction de l'assaut contre la grotte a été confiée au lieutenant-colonel, commandant adjoint du 11^e régiment parachutiste de choc déplacé de métropole.

Sur les sept cents hommes, dont deux cents gendarmes, qui ont précédemment ratifié l'acte, seulement soixante-dix ont activement participé à l'assaut de la grotte et de ses environs, parmi lesquels, vingt-cinq des « forces spéciales ». Avec des armes permettant le tir au laser, sur lesquelles on garde une discrétion totale, on a avec d'autres armes, amenées par précaution, comme des lance-flammes, qui n'ont, assurément, pas servi. Des combats en deux phases successives, séparées par un semblant d'accalmie où, de part et d'autre, on a tenté d'arrêter l'engrenage infernal de l'affrontement après la mort des douze premiers ravisseurs et de deux militaires, pour la prise des fortins protégeant la grotte, et avant celle de sept autres Canaques qui détenaient les otages.

C'est là que le divorce apparaît entre le 11^e régiment parachutiste de choc et le GIGN. Sur l'exécution ponctuelle d'un assaut commandé par le lieutenant-colonel de la première formation, qui est un régiment régulier de l'armée de terre même s'il peut être appelé à intervenir en d'autres circonstances, pour le compte de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), et incluant les hommes de la deuxième formation, au même titre que tous les autres participants à l'opération, comme les commandos-marine. De toute façon, il s'agit d'unités militaires réquisitionnées par le pouvoir civil pour des tâches de maintien de l'ordre.

Des hommes du GIGN reprochent au 11^e choc d'être spécialisé dans la réduction d'une résistance isolée, et non pas — comme c'était le cas à Ouvéa — dans la lutte contre des preneurs d'otages. « Victor » avait pour but, disent-ils, de libérer des détenus, et non pas de réduire une résistance par la force. Du reste, observent-ils, le 11^e choc a été « fixé » sur place par l'accès des ravisseurs, qui l'ont tenu sous leur feu. Il fallait déployer de la ruse. Là où une unité militaire d'élite, entraînée à des opérations qui consomment beaucoup de munitions pour dresser un rideau de feu face à l'adversaire retranché, manque de finesse.

Face à ces critiques, les « forces spéciales » s'en prennent à leur tour aux méthodes particulières du GIGN. Il paraît, par exemple, que des services étrangers rient encore de la manière dont le « patron » du GIGN et son adjoint direct, qui a commandé, en janvier 1985, le raid contre le chef indépendantiste Elvi Machoro en Nouvelle-Calédonie et

qui, à ce titre, aurait dû être plus prudent, se sont fait intercepter par les Canaques à l'entrée de la grotte. Une faute grave de tactique, disent-ils. Ils ajoutent, non sans y insister, que la fraternité d'armes au GIGN n'est plus ce qu'elle était, depuis que certains de ses subordonnés reprochent à leur chef de les avoir abandonnés dans la grotte au moment de ses va-et-vient entre Ouvéa et Nouméa.

A Paris, dans les états-majors, on renvoie volontiers des dos « forces spéciales » et GIGN. Avec un double argument : il eût été impensable — sans le lieutenant-colonel et ses équipes du 11^e choc — de demander au « patron » du GIGN de diriger, de sang-froid, un assaut contre des hommes auprès desquels il venait de vivre des heures difficiles, comme il eût été également impensable de tenir les hommes du GIGN à l'écart d'une libération d'autres gendarmes pour en confier l'exécution à des corps extérieurs.

Etrangeté

En revanche, on se montre, dans ces mêmes états-majors, plus discret sur une autre étrangeté de l'opération « Victor ». Le général Vidal poursuit depuis cinq semaines, le ministre de la défense et l'état-major des armées. Mais le GIGN, aussi, avait ses transmissions propres, indépendamment de celles de la gendarmerie, avec l'Elysée. Des liaisons sans interférence entre elles, reconnaît-on aujourd'hui au ministère de la défense, mais qui se doublaient et qui s'ignoraient, si l'on en croit le cabinet de M. Girard. Comme si le GIGN et des formations qui lui sont proches, au sein du Groupement spécial d'intervention (GSI), continuaient d'être ce « goum », comme on l'appelle par dérision dans la gendarmerie, qui fait cavalier seul au point de s'affranchir, sous la houlette de l'ancienne « cellule élyséenne », des règles hiérarchiques traditionnelles.

JACQUES ISNARD.

Alphonse, martyr canaque

NOUMÉA
de notre envoyée spéciale

Les gerbes de fleurs sont posées sur des cartons comme sur des cercueils : pinons, chrysanthèmes... « A nos frères d'Ouvéa : Amicale du Hémisphère », « Ligue des droits de l'homme ». Les cartons sont remplis de riz, de biscuits, de paquets de bière, de boîtes d'asperges et de pain sous cellophane. Un nom est parfois inscrit au feutre sur un paquet : Lavello, Wadjan.

Il est 9 heures le jeudi 12 mai à l'aéroport Magenta de Nouméa. Les familles nouméennes des dix-neuf Canaques tués lors de la libération des vingt-trois otages d'Ouvéa partent sur l'île rendre hommage à leurs morts enterrés dans une fosse commune. C'est la dernière journée de deuil. Trois cents amis sont venus partager la coutume à l'aéroport avec ceux qu'ils n'appellent plus que « les Ouvéa ». Il y a des gens dehors, mais le hall est presque silencieux. Un groupe de touristes en pertance pour l'île des Pins traverse la foule des « robes mission », des « dreadlocks », des écharpes et des bérets aux couleurs rasta, vert, jaune, rouge. François Dianou, un parent d'Alphonse, est prêt de se présenter à l'embarquement.

On parle peu et l'on interroge encore moins. La sœur de Wenceslas Lavello explique en quelques mots que la somme nécessaire à l'effrètement de trois avions pour quatre-vingt-six proches des victimes a été recueillie « en une heure » et qu'une collecte auprès des syndicats et des Églises a permis de payer les vivres pour la coutume. Son frère, Wenceslas Lavello — « Rambow », comme disent les jeunes « porteurs de thé » de Gossana, — avait quarante ans et onze enfants. Un autre de ses frères figure aussi au nombre des tués, et encore un cousin germain.

A quelques exceptions près — dont Vincent Daoumé, fils d'un grand chef RPCR de la tribu Gué, — la plupart des victimes faisaient partie du même clan et étaient parentes à des degrés divers. Avec dix-neuf morts, vingt-neuf inculpés et de nombreux jeunes dans la forêt, les tribus du nord d'Ouvéa sont dépeuplées.

Un adolescent montre la lettre laissée par Alphonse Dianou à une tante avant son départ pour Ouvéa, il y a environ deux mois. Une quinzaine de lignes rédigées en majuscules avec quelques minuscules égarées au milieu des mots. Des photocopies circulent déjà. L'ancien séminariste, le non-violent arrêté après la manifestation de septembre dernier sur la place des Cocotiers, celui qu'on n'avait jamais vu une arme à la main, « ni même une pierre », ne parle que de se battre, « se battre jusqu'à mourir ».

« Nous nous battons jusqu'au bout »

« Même s'il faut se battre toute une éternité, d'éternité en éternité, nous nous battons, nous nous battons jusqu'au bout ». L'homme que les militaires eux-mêmes appelaient par son prénom a conclu d'un « Bon courage ! » et d'une signature surchargée d'entrelacs. Sur sa photocopie, le garçon a ajouté au crayon et sans souci de l'orthographe : « Prié pour nous ».

Alphonse Dianou avait vingt-sept ans. Il y a encore quelques années, il aimait le volley-ball, le rock, il jouait de la guitare. Séminariste à Suva, aux îles Fidji, il a interrompu ses études de théologie, et le mot d'ordre a changé au fil des années : pas de sports, pas de drogue, pas d'alcool, « la lutte ». Les jeunes de Lifou traînaient les pieds : « Avec Alphonse, on va encore parler politique ». Mais aujourd'hui, à Thio, à Rivière-Salée, dans la ban-

lieue de Nouméa, on se souvient du responsable des jeunes de l'Union calédonienne qui parcourait la brousse pour porter le film Gandhi dans les cases de réunion.

Alphonse a surpris tout le monde, depuis la grotte de Gossana. Wilfrid, son cousin aux baskets trouées, a appris par la télé qu'il était à Ouvéa. « Quand j'ai entendu parler d'un « fou de Dieu », j'ai su que c'était Alphonse ».

L'ATR-42 embarque les dernières familles. Les amis quittent l'aéroport à pied et partent pour Nouméa en file indienne le long de la plage, « par solidarité avec les Ouvéa ». Un jeune, reggae sur les oreilles, reste dans sa voiture plutôt que d'aller faire le pègre à un milieu des parents des victimes. Il se veut « assésé » qui ont donné aux gendarmes l'endroit de la grotte sacrée et qui « pleurent maintenant » sur les morts. Aucun chef indépendantiste ne convient à ses « analyses ». Il dit que Dianou a « sonné à la bonne porte » et que, « plus on va mourir, plus ça sera serein ». Ce jeune, originaire de Lifou, allait, dit-il, porter la bonne parole dans les tribus.

Il a emporté ce matin le pantalon de toile qui appartenait au chef du commando d'Ouvéa. Il évoque les familles qui préparent à manger pour leurs groupes itinérants, les vieux coutumiers qui font partager leur « sagesse », les plages où attendent les bateaux qui conduisent vers des endroits où ne vont pas les Blancs. « C'est pur, Dieu est pur » il ne parle pas d'indépendance, seulement de mort.

CORINE LESNES.

Correspondance

Des précédents

M. René Duteil, lieutenant-colonel de l'infanterie de marine en retraite, demeurant à Paris, nous a adressé, à propos de la polémique sur les circonstances de la mort, à Ouvéa, du chef du commando du FLNKS, Alphonse Dianou, la lettre suivante :

La version selon laquelle Alphonse Dianou ne serait pas mort de ses blessures mais achevé par arrachage des « tuyaux » posés par un médecin à, dans l'histoire « coloniale », des précédents.

En 1949, dans le cercle de Gao (ex-Soudan), je fus le témoin du fait suivant. Un marabout formé à Foz, Moussa Amnou, fut « illuminé » et partit en guerre contre les Européens avec sa petite troupe. L'armée réquisitionnée assomma au mortier son « tata » des bords du Niger et s'en empara au coucher du soleil. Moussa, blessé, fut garrotté d'urgence. Dans la nuit, sur ordre, son garrot fut arraché. Il mourut sur place, vidé de son sang.

A quel niveau fut prise cette mesure de « raison d'Etat » ? A Gao ? A Bamako ? A Dakar ? « Mort de ses blessures... » Tout le monde respire. Fait divers... D'aucuns ne peuvent oublier.

Les personnels civils de plusieurs services d'Etat en Martinique en grève depuis cinq semaines

La grève des personnels civils de la défense, de la météorologie et de l'aviation civile entamée le 7 avril se poursuit depuis cinq semaines. Aucune solution n'est en vue à court terme. Ces employés des services de l'Etat réclament l'octroi de l'indemnité de vie chère spéciale aux DOM et acquiescent à tous les fonctionnaires et assimilés depuis 1958. Cette indemnité n'est actuellement versée dans les services concernés par la grève qu'au personnel muté de l'Hexagone, c'est-à-dire, sauf exception, de des Français métropolitains. Il en résulte une discrimination raciale de fait.

Dans la semaine précédant le second tour de l'élection présidentielle, M. Chirac avait promis « non comme premier ministre, mais comme candidat, à condition d'être élu », un rattrapage en quatre ans. Les grévistes ont refusé à la fois cette lenteur et cette pression. Dans l'attente d'une intervention du nouveau gouvernement, ils sont à la recherche d'un interlocuteur. Encouragés par la victoire de la gauche, ils sont prêts à renouveler les actions de rue avec blocage de la circulation qu'ils avaient menées en avril (le Monde du 29 avril).

E. M.

ADORABLE MAISONNETTE AIMERAIT RENCONTRER
COUPLE SÉRIeux SUR 36.15

30000 affaires
Paris Province
garanties
par la FNAIM

Prêts immobiliers
et simulation avec
le Crédit Lyonnais



IMMOBILIER

36.15 LEMONDE

LE MONDE diplomatique

Mai 1988

ECONOMIE

L'EUROPE ET LA RELANCE MONDIALE

L'ordre économique mondial est à bout de souffle : tiers-monde désespérément endetté, accumulation des déficits américains. Alain Lipietz s'interroge sur la capacité d'initiative de l'Europe dont le marché unique de 1992, tel qu'il est trop souvent décrit, ne saurait résoudre les difficultés.

VATICAN

LA DIPLOMATIE DE JEAN-PAUL II

Jamais pape n'a autant voyagé, ni autant utilisé la scène médiatique, tout en ayant la nostalgie d'une chrétienté disparue.

L'action de Jean-Paul II est fortement conditionnée par une origine polonaise qui ne le prédispose pas toujours à comprendre certaines évolutions en Occident, dans les pays communistes et dans le tiers-monde.

En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde
dossiers et documents

MAI

6



8

LS voulaient changer la vie. Vingt ans après, c'est déjà de l'histoire, avec ses deux composantes, les événements et les significations profondes de cette révolte, brève, violente, qui a marqué toute une génération. Les signes avant-coureurs existaient. Nous les avons recherchés dans nos archives : projets de réforme (déjà) d'un enseignement contesté, affirmation du malaise social, agitation étudiante dans le monde, émergence de maîtres à penser. Le mai des étudiants, celui des lycéens aussi, fut relayé par le mai des ouvriers. La grève générale déboucha sur les accords de Grenelle : conquêtes matérielles comme l'augmentation du SMIC, conquêtes qualitatives aussi comme la reconnaissance du droit syndical.

Le pouvoir était dans la rue ; le pouvoir fut face à la rue. Fin juin, la peur du désordre et de la « chienlit » conduisit à l'élection d'une Assemblée dominée par la droite. Mais les retombées réelles sont toujours plus lentes : nouveaux rapports entre

maîtres et élèves, entre parents et enfants, reconnaissance des marginalités, affirmations du féminisme et des femmes en général dans le monde du travail, sexualité et paroles libérées. De la loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse en 1974 aux lois Auroux de 1982 sur l'expression des salariés, de l'abaissement de l'âge de la majorité en 1974 à la loi de 1982 sur l'indépendance de l'audiovisuel, il a bien fallu vingt ans pour prendre l'exacte mesure de ce que fut mai 68.

UN DOSSIER SPÉCIAL 12 PAGES
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ÉGALEMENT DANS CE NUMÉRO
LE DERNIER ÉTAT DU MONDE

Quatre pages indispensables
pour réviser le bac

Les chiffres les plus frais, les données les plus neuves sur l'économie mondiale, les échanges internationaux et les quatre grandes puissances au programme : États-Unis, URSS, Chine, Japon.

Le « plus » qui fera la différence

DOSSIERS ET DOCUMENTS - MAI 68

France métropolitaine uniquement

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal _____ Localité _____

Nbre d'exemplaires _____ X 16 F (frais de port inclus)

TOTAL : _____ F

A renvoyer avec votre règlement :

Le Monde Service de la vente au numéro
7, rue des Italiens, 75009 PARIS

مكتبات الأصل

Politique

M. Renaud Denoix de Saint Marc est maintenu dans ses fonctions de secrétaire général du gouvernement La « mémoire du conseil »

« Je suis le chef d'un poste d'aiguillage ! » L'homme qui fait ce constat n'a pas vraiment le profil d'un cheminot. Costume trois-pièces sombre, discrètement réhaussé d'une pochette blanche et du liseré rouge de la Légion d'honneur, Renaud Denoix de Saint Marc occupe depuis deux ans le poste de secrétaire général du gouvernement et il vient d'être maintenu dans ses fonctions par M. Michel Rocard.

Une fonction qui, en cohabitation, exige un sens diplomatique digne du Quai d'Orsay. Cet énarque de quarante-neuf ans, maître des requêtes au Conseil d'Etat, a remplacé, le mercredi 26 mars 1986, M. Jacques Fournier, dont le départ fut interprété comme l'un des effets du « système des dévouilles » pratiqué par la nouvelle équipe arrivée à l'Hôtel Matignon, alors que la tradition veut que le secrétaire général du gouvernement reste en place sept à huit ans.

Inconnu du grand public, le secrétaire général du gouvernement occupe pourtant dans les rouages de l'Etat une place de choix. A la fois bureau d'ordre de la mécanique gouvernementale, premier chef de gare du premier ministre, c'est également lui qui joue les petits télégraphistes en envoyant aux ministres des « petits bleus » les convoquant pour les réunions interministérielles. Il participe à la préparation de l'ordre du jour du conseil des ministres et surveille le déroulement de la procédure concernant les textes qui y sont examinés, contrôle l'exécution des décisions qui y sont prises. Enfin, les notes qu'il prend au cours de ces réunions sont en quelque sorte « la mémoire du conseil ».

En période de coexistence institutionnelle, le secrétaire général doit tout à la fois veiller à la bonne marche d'un appareil gouvernemental débarrassé de la tutelle élyséenne et maintenir le contact avec la présidence de la République pour ne pas rompre la chaîne de l'exécutif. « Il fallait inventer des procédures qui permettent au gouvernement d'exercer pleinement ses compétences sans pour autant empiéter sur les pouvoirs du chef de l'Etat, qui préside le conseil des ministres », explique l'intéressé dans son bureau de l'Hôtel de Matignon. « Au début, je marchais sur des œufs ».

Un privilège rare

Le cordon ombilical étant coupé entre l'Elysée et Matignon, le chef de l'Etat n'a plus eu de représentants au sein des réunions interministérielles de celles portant sur les affaires étrangères. En revanche, Renaud Denoix de Saint Marc a mis au point avec son homologue, Jean-Louis Bianco, secrétaire général de l'Elysée, une procédure destinée à informer le président de la République de la tenue de ces délibérations. Du moins de ce que le chef du gouvernement voulait bien en dire au chef de l'Etat.

Depuis mars 1986, le nouveau secrétaire général a bénéficié d'un privilège rare. Il n'a jamais reçu comme ses prédécesseurs, de coups de fil de l'Elysée disant : « Le président veut que... ». Pour autant, il estime qu'il faudrait avoir « l'esprit tordu pour vanter à l'excès un régime de coexistence institutionnelle ». Vraie ou fausse modestie, M. Denoix de Saint Marc se

demande encore aujourd'hui pourquoi M. Chirac est allé le chercher pour occuper ce poste.

« Je ne connaissais pas Jacques Chirac avant d'entrer dans cette maison. Mais je n'ai pas hésité une seconde », explique-t-il en vantant la qualité du travail avec le premier ministre. Ses compétences reconnues en droit public (il enseignait cette matière à Sciences-Po depuis 23 ans), ses relations avec Edouard Balladur entretenues au Conseil d'Etat, plus un passage au cabinet d'Alain Peyrefitte, alors garde des sceaux, constituaient somme toute le profil idéal. Celui d'un haut fonctionnaire très service public, le bon âge, « plutôt conservateur que révolutionnaire », selon son expression.

Un trait de caractère aurait peut-être pu détourner le choix qui s'est porté sur son nom : Renaud Denoix de Saint Marc est un adepte du franco-parler et ne rechigne pas, à l'occasion, devant un brin de provocation. Pour preuve, cet épisode qui se situe fin mai 1981, alors que Maurice Faure (anciennement François Mitterrand) a pris ses quartiers comme garde des sceaux place Vendôme. C'est M. Denoix de Saint Marc, alors directeur des affaires civiles et du sceau à la Chancellerie, que le ministre de la Justice envoie au congrès annuel des jeunes avocats qui se tient à Perpignan. L'ancien directeur adjoint du cabinet Peyrefitte est plutôt fraîchement accueilli. Il ne se démonte pas pour autant et se lance dans un discours — modérément apprécié — sur la nécessité pour les avocats de mieux se former et sur celle de ne pas tout attendre de l'Etat. Du libéralisme avant la lettre, qui ne l'empêchera pourtant pas de rester en poste jusqu'en septembre 1982.

PIERRE SERVENT.

BIBLIOGRAPHIE

La politique poéticienne

Georges Pompidou ayant écrit un jour que « la poésie est, et peut se trouver partout », Robert Lassus, à défaut d'en découvrir dans l'univers politique pourtant bien peu romantique, y en a lui-même introduit. Et voilà comment il a créé la « politique poéticienne » et produit un recueil particulièrement rafraîchissant en pleine bataille électorale. Avec un réel et vaste talent de pasticheur, il prête tour à tour les rimes de *Tot et Moi* de Paul Géraud aux ex-acteurs de la cohabitation, celles de Marceline Desbordes-Valmore à Raymond Barre qui se dit :

Dans mon regard meut mes [talents] s'embrassent

Et sans me démonter je ne dis : « Me voilà ! »

Comme Baudelaire, Georges Marchais exprime son spleen, Assoupi dans le fond d'un [Champigny brumeux]

Oublié sur les cartes et dont l'humour farouche Ne chante qu'aux rayons du soleil [qui se couche.]

La Fontaine décrit aussi « Moi Mitterrand sur l'Elysée perché » et « Maître Rocard par l'odeur alléchée ».

Mais c'est Jean-Marie Le Pen qui emprunte *Liberté* à Paul Eluard pour dire :

« Sur mon front national, Sur le popotin de Pierrette, Sur ma maison de La Trinité, J'écris mon nom... »

Sur la bourse de Balladur, Sur la p'tite tête de Léotard, Sur le bidon de Raymond Barre, J'écris mon nom... »

Les muses sont électorales lorsqu'elles inspirent Robert Lassus, journaliste à RTL, qui sait avec allégresse prêter des rimes et des rêves à tous les acteurs pourtant bien prosaïques et austères du combat politique en les transformant en sensibles « poéticiens ».

ANDRÉ PASSERON.

★ Les Poéticiens, de Robert Lassus, Saurat éditeur, 227 pages, 65 francs.

Stratégie concentrée et rentabilité rapide

Les nouveaux réflexes de l'investissement

Tous les responsables politiques, et notamment Michel Rocard, en sont convaincus : l'avenir industriel de la France passe par l'investissement productif. Même si les socialistes préfèrent une réduction de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réinvestis ou des crédits d'impôt à l'amélioration globale de la situation des entreprises poursuivie par M. Balladur.

Le diagnostic est unanime : depuis 1979, la croissance de l'investissement productif en France a été faible par rapport aux pays concurrents. Alors qu'il a progressé de 10 % en Allemagne fédérale, de 30 % aux Etats-Unis et de 45 % au Japon, il n'a guère décollé en France. Et la croissance de près de 4 % en volume de 1987 et celle — attendue — de 6 à 8 % pour 1988, ne combleront pas, tant s'en faut, le fossé creusé.

Conséquence que note l'INSEE dans un récent numéro d'*Economie & Statistiques* : l'outil de production français a pris des rides. De 1972 à 1984, l'âge moyen des équipements s'est élevé de façon marquée et régulière pour les industries de biens intermédiaires, de biens de consommation et dans l'agro-alimentaire, alors qu'il est resté stable pour les biens d'équipement et dans le bâtiment civil. Cette évolution est évidemment à l'origine des faibles performances commerciales françaises à l'exportation.

Longtemps, cette timidité des entreprises a été justifiée par les contraintes financières qui pesaient sur elles. Et, de fait, leur épargne nette a été négative de 1980 à 1985. C'est dire qu'après impôts, versement de dividendes, paiement des frais financiers et amortissement, elles étaient dans le rouge. L'investissement ne pouvait résulter que d'un endettement supplémentaire.

Mais cet argument n'est plus de mise. Le patronat lui-même a reconnu, en 1987, que « les résultats des entreprises ont continué de s'améliorer ». La progression modérée du prix des consommations intermédiaires, la croissance ralentie des coûts salariaux unitaires et l'allègement de la fiscalité de l'Etat ont permis un redressement du taux de marge (1) — désormais meilleur qu'avant le premier choc pétrolier — ainsi que du taux d'épargne brute (2). Avec des résultats d'exploitation supérieurs à ceux d'avant 1979 et une situation de trésorerie qualifiée en moyenne d'« aisée », les entreprises n'ont plus beaucoup de raisons de ne pas investir.

Si donc les entreprises françaises n'ont pas complètement répondu aux espoirs qu'avait exprimés M. Balladur, c'est qu'il y a de « nouvelles règles du jeu de l'investissement » que la macro-économie ne permet pas complètement de mettre à jour. Une étude de deux jeunes ingénieurs des Mines, Pascale Dineux et Jean-Yves Naouri (3), après d'une quarantaine d'entreprises françaises et un colloque organisé par les *Annales des Mines* pour appuyer la publication de cette étude ont aidé à mieux comprendre les nouveaux réflexes des industriels français.

Désendettement

Avec le retour de la prospérité, les entreprises françaises ont privilégié le désendettement. La montée rapide des taux d'intérêt réels depuis 1982 — ils sont, en France, les plus élevés du monde industriel — réduisait considérablement la rentabilité des entreprises endettées. En termes macro-économiques, l'évolution est frappante. Globalement, le taux d'endettement (par rapport au financement propre) a régressé de 6,6 points entre 1985 et 1987 pour se rapprocher de 50 %. Les remboursements d'emprunts se sont accélérés et le montant de nouveaux emprunts a baissé (de 22 % entre 1985 et 1986).

L'exemple de Peugeot, décortiqué récemment dans la *Tribune de l'Expansion*, est significatif. Le groupe automobile, qui, en 1985, affichait 32,5 milliards de francs de dettes pour 4,5 milliards de fonds propres a réussi à équilibrer ces deux lignes, l'endettement n'étant plus que de 19,2 milliards de francs et la situation nette de 20,5 milliards. Forte amélioration des résultats d'exploitation, réduction des stocks, donc des besoins en fonds de roulement, augmentation de capital et transformation des emprunts à taux fixe en emprunts à taux variable sont les secrets de la firme de Sochaux.

Presque toutes les entreprises françaises — y compris les PME — ont suivi cette évolution, même si l'étude précitée montre que les limites d'endettement considérées comme « acceptables » sont très variables. Ainsi Saint-Gobain envisage-t-elle à terme une limite très basse à son endettement, alors que les chantiers navals Beneteau, qui veulent accompagner une croissance rapide, fixent la barre nettement plus haut. Mais, « en fait », souligne un haut fonctionnaire, d'une manière générale, le niveau de l'investissement aurait justifié une réduction de l'endettement beaucoup plus importante.

C'est que, avec l'apparition, depuis la fin de 1984, de nouveaux instruments, c'est l'ensemble de la stratégie financière des entreprises qui a été modifiée. Celles-ci se sont tournées vers des opérations qui dépassent le strict financement de l'activité industrielle : placements sur le marché monétaire des excédents de trésorerie (billets de trésorerie, certificats de dépôts, bons du Trésor), investissements financiers des grandes entreprises (les prises de participation se sont accrues de 61,5 % en 1986 pour atteindre le quart de leurs investissements), appel accru du marché boursier où les augmentations de capital ont progressé de 45,8 % entre 1985 et 1987, couverture des risques de taux (de change comme d'intérêt), tout cela a modifié profondément le paysage industriel-financier.

Les opérations de croissance externe — généralement qualifiées d'activités financières alors qu'elles ne se distinguent guère d'un investissement de production lorsque, par exemple, il s'agit d'acheter des parts d'un marché qui ne se développe plus guère — se multiplient aussi car elles sont jugées moins risquées que le développement d'un produit nouveau. Et, en cas d'échec, « il est plus facile de revendre une société qui constitue un tout ».

Rentabilité rapide

Les entrepreneurs qui participent au colloque sur le thème « Les critères financiers conduisent-ils à de bons choix industriels ? » étaient cependant unanimes pour refuser d'opposer sphère financière et sphère industrielle. Si placer des liquidités sur le marché monétaire permet d'obtenir sans risque un rendement important après impôt en raison du niveau des taux d'intérêt, on serait tenté de dire que ce n'est pas parce qu'ils font des placements financiers que la plupart des industriels n'investissent pas assez, mais parce qu'ils investissent peu qu'ils ont les moyens de faire des placements financiers.

Même si l'exemple de Carlo De Benedetti doit faire réfléchir plus d'un industriel, lui qui, comme le souligne M. Gérard Worms, directeur général de Suez, est « capable de bien gérer Valeo, mais aussi de gagner par un aller-retour dans le groupe Pearson autant d'argent qu'avec Valeo en une vie ».

Malgré le retour à une certaine opulence, la multiplicité des risques rend les industriels plus rigoureux sur les investissements, qui doivent correspondre à la ligne stratégique de l'entreprise (laquelle semble se resserrer sous l'effet de la concurrence), à l'enveloppe financière impartie (il n'est plus question de s'offrir tous les investissements qu'on pourrait se payer) et à des critères financiers stricts.

Ce n'est pas un moindre paradoxe que de voir la plupart des industriels interrogés par Pascale Dineux et Jean-Yves Naouri contester la valeur des critères financiers (soulignant notamment l'importance de l'écart entre valeurs estimées et valeurs constatées) et réclamer en même temps des temps de retour de leurs investissements de plus en plus courts. Alors que la rentabilité pou-

vait s'obtenir sur cinq ou six ans au début de la décennie, le temps de retour ne doit pas dépasser deux ou trois ans aujourd'hui.

Et il n'est pas moins paradoxal de voir qu'un industriel qui exige cette rapidité de rentabilité pour tout investissement productif n'hésite pas à payer une entreprise vingt à vingt-cinq fois son bénéfice annuel lors d'une offre publique d'achat, comme on l'a vu récemment pour la Téléphonique. Ainsi, soulignent les deux ingénieurs des Mines, « l'entreprise ne rejette pas un projet d'investissement parce que la comparaison de sa rentabilité avec celle des placements financiers lui est défavorable ; le projet est rejeté parce qu'il ne satisfait pas aux critères financiers fixés par l'entreprise, critères qui se sont considérablement durcis ».

Le rôle des taux

Les taux d'intérêt jouent un rôle important dans ce durcissement des critères puisqu'ils accroissent le coût du financement et augmentent les taux d'actualisation retenus dans les calculs de rentabilité. Mais ils ne sont pas les seuls : la faiblesse de la croissance, l'internationalisation, le saut technologique qui accentue le rythme d'obsolescence des équipements et rend plus difficile l'adaptation de l'entreprise : tout incite à la prudence et à « rester liquide » pour faire face si cela est nécessaire. Comme le dit Jean-Martin Folz, directeur général de Pechiney, « le poids de la décision est plus lourd qu'il y a quelques années : le temps qui, avec la croissance, effaçait les erreurs n'a plus la même commission ».

Ainsi, contrairement à ce qui s'est passé à l'étranger, le retour à la prospérité des entreprises ne s'est pas traduit, en France, par une relance forte des investissements. Comment amplifier le mouvement ? Le « dévergondage » récent vers des placements purement financiers — une infime minorité — a trouvé dans le krach sa juste sanction. Sans parler de la COGEMA et de quelques autres, une entreprise comme Havas Tourisme a perdu trois ans de résultats sur le MATIF (marché à terme des instruments financiers).

Pascale Dineux et Jean-Yves Naouri estiment, quant à eux, qu'« on peut chercher à augmenter la rentabilité des investissements industriels en modifiant de façon structurelle la valeur des paramètres qui déterminent cette rentabilité ». Ils proposent « une réduction, dans des proportions importantes (de l'ordre de 30 %), de la durée d'amortissement des immobilisations corporelles », en même temps que des contrats d'études passés par l'Etat aux entreprises et des crédits d'impôt-recherche pour les investissements immatériels.

La clé de l'investissement — outre une meilleure perception de l'avenir par les chefs d'entreprise — ce sont bien les taux d'intérêt. M. Pierre Bérégovoy, directeur de la campagne de François Mitterrand, a affirmé son intention de les faire baisser, grâce « au respect des grands équilibres économiques » et à une « véritable concurrence sur le marché de l'argent ».

Mais ces dernières années — avant comme après 1986 — ont montré les limites d'action des gouvernements français. Les décisions de Washington et de Bonn ont, en la matière, plus d'importance que la volonté nationale. Ce qui ne laisse pas d'inquiéter.

BRUNO DETHOMAS.

- (1) Rapport de l'excédent brut d'exploitation à la valeur ajoutée.
- (2) Rapport de l'épargne brute à la valeur ajoutée.
- (3) « Les nouvelles règles du jeu de l'investissement », par Pascale Dineux et Jean-Yves Naouri, *Annales des Mines, Gérer et comprendre*, mars 1988, 75 F.



7 ANNÉES QUI ONT MARQUÉ LA FRANCE

Le Monde

ÉDITÉ PAR

156 PAGES CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS

36.15 LE MONDE



JAZZ

EAU DE TOILETTE

YVES SAINT LAURENT

LA NOUVELLE EAU DE TOILETTE POUR HOMME

YVES SAINT LAURENT

مكزامن الأصل

Le Monde DES LIVRES

Le bonheur et l'infortune de voyager

Les devoirs de vacances d'Antoine Blondin,
la fièvre romaine d'Edith Wharton,
les tourments parisiens de Stig Dagerman.

Il existe deux sortes d'écrivains-voyageurs : ceux qui se dépayseront devant leur table de travail ; et ceux qui, saisis par la boueotte, visiteront l'univers avec une avidité jamais apaisée. Les premiers sont des philosophes de cabinet. Ils soignent leurs rhumatismes en même temps que leurs pensées. La seconde espèce ne médite que sur les longs parours. Tout le monde se retrouve pour traiter « la grande affaire de l'aventure humaine [qui] consiste à entrer dans la vie, [puis] à en sortir », comme le dit Antoine Blondin dans le texte qu'il a écrit pour les éditions du Quai Voltaire, et qui s'intitule naturellement *O.K. Voltaire*. Les gens de plume se divisent alors en deux autres catégories : désemparés par leur jeunesse, certains font des romans d'apprentissage, tandis que, s'étonnant d'avoir vieilli, leurs concurrents tirent les leçons de l'expérience acquise.

Pour s'en tenir aux manières de voyager, Antoine Blondin se classe volontiers lui-même parmi les rêveurs sédentaires, sauf qu'il fréquente les bars ou les bistrotiers plutôt que les cabinets de travail. Établi depuis toujours dans un canton que délimitent, précisément, le quai Voltaire et Saint-Germain-des-Près, il avoue regarder la rive droite d'un œil soupçonneux, à la façon d'un homme qui risquerait d'y prendre froid.

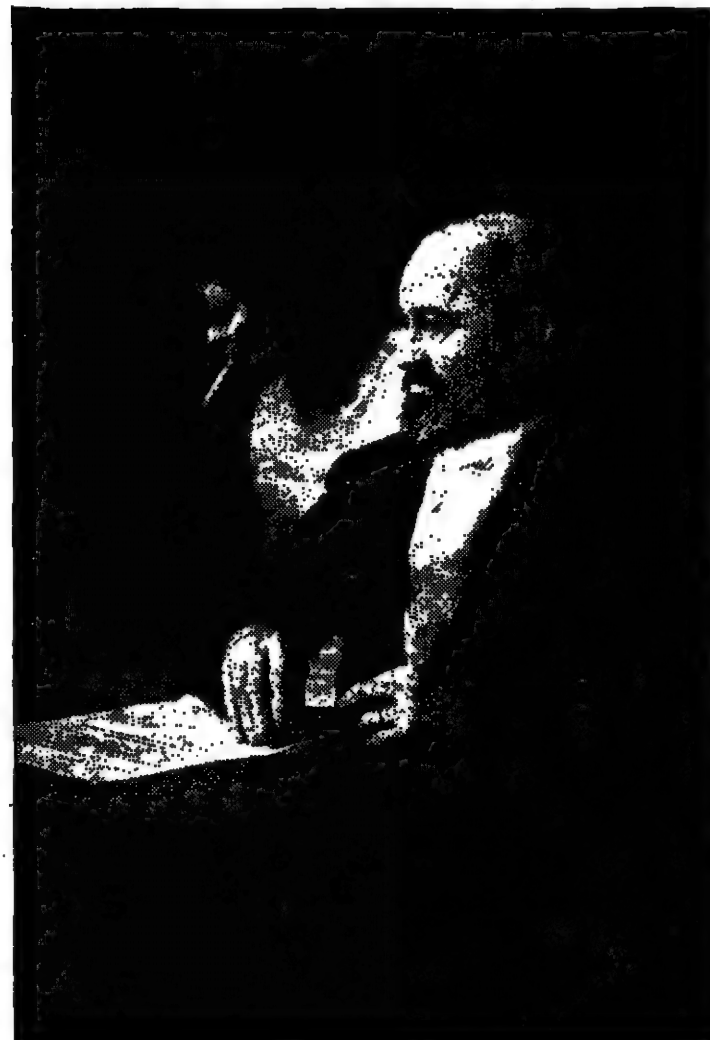
Cependant, cet ennemi des lointains, rétif aux déplacements inconsidérés, s'empresse de faire mentir son autoportrait, ou sa réputation, quand débute le Tour de France cycliste, les cham-

pionnats d'Europe d'athlétisme ou les Jeux olympiques. De 1954 à 1982, Blondin fut chargé par le journal *L'Equipe* de suivre et de commenter ces événements, sans oublier les matches de rugby, de football, de boxe et de tennis. Dans ces occasions, le sédentaire intraitable de la rive gauche devenait un nomade enthousiaste, lequel se félicitait de confondre son train de vie avec les trains qui le conduisaient vers des rencontres sportives.

Les charmes de la nature et les chimères citadines

Autre paradoxe : le noctambule immodéré, persuadé que « la nuit l'habillait mieux », et qui se couchait au petit matin pour se venger d'avoir appartenu à « la génération du couvre-feu » et d'avoir si longtemps « dormi en résidence surveillée », le fétard inconsolable qui conjurait la fuite des heures avec des suppliques à l'adresse des garçons de café (*garçon, remettez-moi ça*), car « le rajeunissement des verres, selon Jacques Laurent, donne l'illusion d'une renaissance » — cet homme-là, donc, préférerait soudain les charmes de la nature aux chimères citadines. Sur les routes campagnardes du Tour de France, on découvrait « un Blondin champêtre », comme le dit encore son ami Jacques Laurent, lequel a préfacé l'anthologie de ses chroniques, publiée sous le titre : *L'Ironie du sport*.

Ayant laissé quai Voltaire le fantôme de lui-même, Ulysse rejoignait le Tour de France à Bor-



Antoine Blondin vu par Alice Springs.

deaux, en juillet 1954. Il nota aussitôt que « prendre le Tour de France en marche, c'est pénétrer dans une famille avec des gaucheries de fils adoptifs ». Mais il s'émouvait avec cet humour, vraiment impayable et nécessaire, qui déniait les admirations : « De Bordeaux à Bayonne, je me suis étonné d'être dans cette caravane qui décoiffe les filles, soulève les soûlarnes, pétrifie les gendarmes. [...] Je peux bien le dire, mon seul regret est de ne pas m'être vu passer. » A l'arrivée, Antoine Blondin s'est rappelé que Darrigade n'était pas le seul « régional de l'étape », et que cet avantage était partagé par François Mauriac, le « romancier qui peint des personnages en proie aux tourments d'une méforme passagère de l'âme ».

Le même jour, la nouvelle de la chute de Koblet s'était transmise avec des accents de « *Madame se meurt !... Madame est morte !...* » Ainsi, Bossuet se trouvait également sur le Tour. Sept ans plus tard, à l'étape de Grenoble, Antoine Blondin fit justement l'oraison funèbre d'Ernest Hemingway, dont il venait d'apprendre le suicide. Il imagina que l'auteur de 50 000 dollars, « entré dans le Tour de France par la porte démesurée de l'absence », avait suivi la course parmi les journalistes. Cette très belle oraison, dans laquelle l'émotion disputait ses droits à l'humour, se terminait par une petite phrase résumant tout : « Demain, nous l'aurions appelé Ernest. »

FRANÇOIS BOTT.
(Lire la suite page 15.)

Naissance de la plage

En historien-poète, Alain Corbin raconte
une révolution de la sensibilité :
quand la mer passe de l'enfer au paradis.

LONGTEMPS, la mer n'a pas eu bonne presse. La Bible ne l'aimait pas du tout. Elle y voyait un repaire de calamités. Ces étendues infinies, informes et obscures grouillaient de saies bêtes, les Léviathans, des poissons visqueux. La Bible fournissait la raison de tous ces désordres : c'est que Dieu a dépêché le déluge quand les hommes se sont mal conduits et le déluge a tout disloqué. L'océan est pénitence. Le Paradis terrestre n'avait pas prévu de mer.

Les Grecs, et surtout les Romains, n'ont pas éprouvé pareilles répugnances. La littérature latine aime la mer, les îles et les grèves. Virgile dit sa tendresse pour les matelots, dans les *Géorgiques*, et, du temps de Plinius le Jeune, un chapelet de villas se déploie sur les côtes voisines d'Ostie. Mais la leçon des Romains s'évapore. La Renaissance même, qui se pique de revenir aux sources antiques, n'a pas conjuré les anathèmes de la Bible. Rabelais n'évoque l'océan que pour ses tempêtes.

Voilà le socle sur lequel Alain Corbin construit son superbe édifice : jusque vers 1700, et 1750, l'Occident tourne les regards vers la terre, jamais vers la large, même si quelques marins et une tripotée de pirates ont choisi les lointains. La plage, cette vertigineuse limite qui joint et sépare l'eau de la terre, est détestée. Si violente est cette haine de la mer qu'en plein dix-huitième siècle encore le mal de mer est un fléau. Montesquieu, le président De Brogues, dès qu'ils montent sur un bateau, s'empressent de vomir.

Ce livre nous raconte la naissance non point de la mer, mais de la plage, de ce lieu longtemps dangereux et méphitique dont les hommes vont s'approcher, entre 1750 et 1840, pour le désirer, l'apprivoiser et en tirer des bénéfices infinis : santé, science, plaisirs et richesses.

Une telle recherche dérive très au large des longues durées que Braudel avait théorisées et répérées. Corbin dit plutôt que des configurations inattendues, inédites, surgissent tout à coup (un peu comme Foucault l'a établi

dans d'autres ordres) et bouleversent, en quelques années, pour des raisons obscures, les manières de vivre de toute une société.

Le dix-huitième siècle marque une de ces ruptures. Ce qui était démon devient merveille. La Bible se renverse : le déluge fut une excellente opération. Dieu a même veillé à mettre du sel dans les océans, de façon qu'ils soient purs. Le relief côtier est une réussite et les marées, toujours à l'heure, s'efforcent à balayer les grèves. La navigation est une passerelle entre les hommes. Le dedans de la mer, avec ses prairies, ses forêts, est une relique ou une promesse du jardin d'Eden.

Retrouvailles avec l'Antiquité

Dès lors, tout est remanié. Les Anglais sont pionniers. Leurs aristocrates, qui ont toujours un « spleen » en route, se jettent dans le froid énergique des mers septentrionales. A ces bienfaits médicaux et hédonistes se mêlent d'autres prestiges. La science comprend que la plage est un témoin de cette histoire géologique que l'on commence à explorer. Les peintres, les poètes parcourent les promontoires, les falaises, pour dire le beau spectacle.

Alain Corbin ne se borne pas à constater que le désir se transforme. Il montre que les sensibilités nouvelles renouent des sensibilités anciennes. En célébrant les plages, les poètes du dix-huitième siècle célèbrent, en effet, leurs retrouvailles avec l'Antiquité.

Ce livre me paraît fondateur. A l'occasion des plages, il esquisse une nouvelle manière de scruter le passé. Il ajoute à toutes les histoires que nous connaissons déjà, événementielles ou non, une autre histoire, plus risquée, moins dicible, à la limite de la poésie, et pour moi fascinante : celle des sensibilités.

CELLES LAPOUGE.

* LE TERRITOIRE DU VIDE - L'OCCIDENT ET LE DÉSIR DU RIVAGE, d'Alain Corbin, Aubier, 406 p., 140 F.

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH, de l'Académie française

Nouvelles pour une année et Humour et autres essais, de Pirandello
Pirandello, le Sicilien planétaire, de Georges Piroué
Pirandello de A à Z, de Leonardo Sciascia.

Pourquoi faut-il que nous soyons justement cela ?

Il y a les commémorations à date fixe, obligées, au sifflet, parce qu'un auteur tombe dans le domaine public, à moins que sa naissance ou sa mort ne remontent à un chiffre rond d'années... Et puis il y a les autres célébrations, celles qu'aucun anniversaire n'impose, qu'aucune mode ne suscite, inspirées à tout moment par des exhumations de textes, des essais nouveaux, par des re-lectures et des méditations qui, merveilleusement, n'en finissent pas.

Pirandello jouit de cette gloire sans calendrier. Sous aucun prétexte extérieur à la puissance de son œuvre, il fait l'objet, ce mois-ci, de quatre publications : des nouvelles et des essais de lui, une biographie de Georges Piroué et des notes de Sciascia. La raison de ce culte spontané ? Qu'à partir de faits divers campagnards ou psychiatriques, l'art d'écrire ait rendu sensible rien moins que la crise d'identité traversée, au vingtième siècle, par les Européens, sinon par la planète.

GALLIMARD poursuit la réédition des *Nouvelles pour une année*, parues dans un autre ordre, chez Del Duca, entre 1950 et 1960. C'est Georges Piroué, pirandelliste, qui supervise cette nouvelle version française, due à Henriette Vélot.

Parmi les cinq textes réunis, vous retrouverez *Un cheval dans la lune*, dont les frères Taviani ont tiré la meilleure partie de *Kaos*. Si vous n'avez pas vu ce film, guettez son passage. Rarement la pellicule donne une impression aussi proche de celle de la lecture. Il fait si chaud, dans l'image, qu'on s'attend à voir les mouches voler entre l'écran et le projecteur. La génie des lieux est là, aussi : la Sicile des noces et des obsèques, des exils et des violences. L'angoisse pirandellienne, enfin : qui sommes-nous ? Quels démons invitent au mal, détraquent les nerfs ?

Les nouvelles offrent ce même mélange de chronique réaliste et de recul vertigineux. Chaque été, Pirandello retourne aux sources d'Agrigente. Comme naguère Goldoni transcrivant les audiences correctionnelles de Chioggia, dont il était juge, il écoute les dernières histoires villageoises, de celles que les

femmes en noir murmurant sur le seuil des maisons écrasées de mystère et de chaleur immobile. Et la plume court, à la recherche du secret recouvert par ces destins chaotiques. Ici, c'est un mariage contre nature qui noue le drame ; là, un objet, un chapeau, une main, savamment « cadrés » de façon que l'explication n'éclate qu'en extrême fin du récit.

COMME Ionesco, Pirandello utilise parfois les mêmes événements dans ses nouvelles et dans ses pièces. Les différences de traitement d'un genre à l'autre ont de quoi passionner les professionnels, mais aussi les profanes. Le nouvelliste et le dramaturge ont un réflexe commun : jamais ils ne jugent ce qu'ils sont en train de décrire. Ils abondent dans le sens de la matière traitée. Leur liberté se porte ailleurs : dans la faculté d'apercevoir sans cesse le contraire, de ressentir chaque chose sous les angles de la gaieté et du drame, de la vérité et du mensonge, de la justice et de l'iniquité. Comme le note Georges Piroué, l'équivoque dont Pirandello a le génie, dans sa traque de l'illusion, représente peut-être la seule possibilité d'un art tragique moderne.

L'équivoque... et l'humour. Pour suggérer les simulacres de toute vie sociale, l'auteur croit à la force de l'humorisme, beaucoup moins exclusivement britannique que le Vieux Continent ne se l'imagina. Les éditions Michel de Maule recueillent des textes théoriques dont certains étaient restés inédits en français (traduction de François Rosso). A l'aide d'exemples choisis, qui vont de l'Antiquité à Dante, à Cervantès et aux contemporains, Pirandello montre que l'humour n'est pas une spécialité septentrionale ni un produit récent. Pour l'essentiel, il le distingue de l'ironie, qui est une figure de rhétorique, et introduit dans ses énoncés des contradictions fictives, ainsi que de l'art, qui vise à ordonner le réel. L'humoriste selon ses vues s'oppose aux constructeurs intellectuels. Il est issu du peuple, rebelle aux écoles ; il décompose, il désaccorde. Bref, il rétablit le monde dans son chaos.

(Lire la suite page 15.)

L'étoile de David habillée de branches de laurier fut ainsi accrochée, telle une épée de Damoclès, au-dessus de l'avant-scène, terrorisant les enfants et les spectateurs du premier rang qui la voyaient déjà tomber sur leurs têtes.

Anton Shammas ARABESQUES

roman traduit de l'hébreu
par Guy Saniak

UNE SAGA
PALESTINIENNE
ÉCRITE EN HÉBREU

ACTES
HUBERT
NYSSER
SUD
ENTRETIEN

DIFFUSION, P.O.

DERNIÈRES LIVRAISONS

ALBUM

● **JEAN-LOUP BERNANOS** : *Bernanos*. — Près de 300 documents, photographies et dessins sont réunis dans cet album publié à l'occasion du centenaire de la naissance de l'écrivain par son fils Jean-Loup. (Plon, 173 p., 220 F.)

ATLAS

● **VICTOR PREVOT et JEAN BOICHARD** : *Géopolitique transparente*. Comme le titre de cet atlas l'indique, une seule pensée a guidé les auteurs : la transparence. L'actualité n'est plus seulement prise dans l'instant, mais aussi comprise dans ses déclinaisons économique, politique, culturelle. Plus de deux cents cartes, réalisées par Pierre Lenoir, illustrent cet ouvrage à vocation didactique. (Meynier, 256 p., 252 F.)

BIOGRAPHIE

● **CHARLES-ARMAND KLEIN** : *Robert-Houdin, prestigieux magicien de Blois*. Ce livre s'inscrit dans la galerie de portraits des grandes figures de Val-de-Loire, province où naissait Robert-Houdin au début du siècle dernier. Magicien, sorcier, amphytrion, savant, homme blessé, Robert-Houdin est tenu pour un grand scientifique de son temps et pour un prestigieux prestidigitateur. (CLD, 42 av. des Platanes, 37170 Chambray, 125 p., 98 F.)

HISTOIRE

● **FRANÇOISE LOUX** : *Pierre-Martin de La Martinière, un médecin au dix-septième siècle*. Pour Françoise Loux, La Martinière, médecin et chirurgien ayant exercé au milieu du Grand Siècle, occupe une « position d'intermédiaire entre plusieurs cultures » : l'empirisme, la médecine populaire et les discours savants. En citant largement les textes de La Martinière, l'auteur propose une nouvelle approche de l'imaginaire du corps. (Ed. Imago, diff. PUF, 254 p., 145 F.)

● **KHEREDDINE** : *Essai sur les réformes nécessaires aux États musulmans*. Enfin à la disposition du public, un texte fondamental de la renaissance arabe achevée du siècle dernier ! Diffusé en arabe à Tunis en 1887 et en français à Paris en 1888, il est dû au général Khereddine. Cet homme d'État, qui fut président du Conseil du bey de Tunis puis du sultan-calife de Constantinople, réussit un mariage des Lumières à la française et de l'Islam, qui est peut-être l'antidote toujours valable à l'intégrisme actuel. (Présenté par Magali Moray, Ed. L'As, Aix-en-Provence, 150 p., 100 F.)

● **MARC ORANGE** : *Archives françaises relatives à la Corée*. Ce premier de cinq gros volumes est le résultat d'une longue quête des archives françaises sur la Corée depuis le milieu du dix-neuvième siècle. À l'époque, la France était la Grande-Bretagne, une des deux principales puissances occidentales actives en Extrême-Orient. Ces documents, une fois dépouillés, permettant

une meilleure compréhension de ce « royaume hermétique » jusqu'à son occupation par le Japon au début du vingtième siècle. (Centre d'études coréennes, Collège de France, 448 p., 120 F.)

LITTÉRATURE

● **MARIE DE GOURNAY** : *Fragments d'un discours féminin*. Fille spirituelle de Montaigne, Marie de Gournay n'a pas seulement été l'éditrice des *Essais*. Son œuvre propre se démarque surtout de celle de Montaigne, lorsqu'elle défend par exemple « les dames opprimées par la tyrannie des hommes ». Textes établis, présentés et commentés par Élyane Desout-Jones. (Librairie José Corti, 214 p., 120 F.)

● **OUVRAGE COLLECTIF**, sous la direction de Paul Aron : *Pisnier entre l'Évangile et la Révolution*. — En 1837 on découvrait pour la première fois le prix Goncourt à un écrivain étranger de langue française, Charles Pisnier, pour *Mariages et Feux passeports*. Cet ouvrage rassemble des études et des documents qui rendent compte de l'évolution littéraire et politique de Charles Pisnier. (Éditions Labor, Archives du futur, 164 p., 99 F.)

MÉMOIRES

● **DIANE DERIAZ** : *La tête à l'envers. Souvenirs d'une trapéziste chez les poètes*. Pour Lawrence Durrell, qui préface ce livre, Diane Deriaz a accompli, « grâce à la pureté et à la simplicité de son regard devant la vie », « ce qu'un bouddhiste zen appellerait l'état de concentration totale ». Trapéziste au cirque Pinder et au Bal Tabarin, amie des poètes Olivier Larronde, Paul Eluard, Audrebert..., elle raconte sa vie et décrit avec sève le climat intellectuel de l'après-guerre. Écrit en collaboration avec Gilles Costaz. (Albin Michel, 274 p., 98 F.)

PHILOSOPHIE

● **A.G. BAUMGARTEN** : *Esthétique, précédée des Méditations philosophiques sur quelques sujets se rapportant à l'essence du poème*. Philosophe allemand disciple de Leibniz, Baumgarten (1714-1762) ne fut pas seulement l'auteur d'un manuel fort estimé par Kant et le père du terme « esthétique ». Ce penseur oublié est avant tout l'inventeur du domaine conceptuel ainsi désigné et son œuvre mérite d'être redécouverte. Traduction, présentation et notes de Jean-Yves Pranchère. (L'Harmattan, Bibliothèque de philosophie et d'esthétique, 252 p., 150 F.)

ROMAN

● **TATIANA ROY** : *Châteaux d'exil*. Journaliste, traductrice de poèmes d'Ossip Mandelstam, la femme de Jules Roy donne ici son premier roman. Marqué de réminiscences russes mêlées au terroir français, il décrit la vie d'une femme qui tente d'échapper par la rêverie à l'imaginaire aux décrets trop concrets de ses journées, aux côtés d'un mari peintre. (Balland, 310 p., 95 F.)

ROMANS

Andrée Chéhid et la géographie des sentiments

Des nouvelles sur l'humiliation, la mort et l'émotion de vivre.

Il y a chez Andrée Chéhid une passion de l'humain qui traverse toute son œuvre. Plus perceptible dans la poésie et la nouvelle, elle constitue une sorte d'obsession : comment redonner dignité et espoir à un être humilié ? En tant que témoin de son époque, Andrée Chéhid aime les personnages que la vie et l'histoire ont maltraités. Elle s'intéresse à la faille, à la blessure lente et ancienne ou violente et imprévisible.

Née en Egypte, ayant vécu au Liban avant de s'installer en France, Andrée Chéhid est en fait de tous les pays où la gratuité du geste existe encore et où parfois la mort brutale s'insinue dans la vie quotidienne, comme c'est le cas aujourd'hui au Liban. Dans ses vingt et une nouvelles classées en trois univers — la géographie ; la mémoire ; le quotidien fantastique —, elle prend le temps de s'arrêter sur l'enfance que la guerre rend orpheline et souvent émigrée, comme elle s'amuse à jouer avec la mort qui happe sur son passage une jeune femme se rendant à un rendez-vous d'amour, le seul déplacement qui pourrait avoir encore un sens dans un pays en ruine, dévasté par toutes les démenties. Cette nouvelle, la plus brève et aussi la plus intense, *Mort au ralenti*, essaie de capter les dernières images qui défilent dans la tête d'une femme



Andrée Chéhid : donner espoir aux êtres blessés.

atteinte à la colonne vertébrale par une balle perdue. C'est l'histoire d'un empêchement, d'un contretemps. L'homme qu'elle aime ne saura peut-être jamais qu'elle avait accepté de le revoir. Il s'en ira, comme elle, sur un malentendu : le retard n'était pas un refus.

Dans un autre texte, Andrée Chéhid raconte la fabuleuse histoire de Fassola, une femme d'une soixantaine d'années, vite enterrée et qui n'avait fait que froter la mort. Elle soulève le couvercle de son cercueil et redescend en ville. Elle nous confie que « la mort [n'est] pas ce que certains imaginent. Ni cette panoplie d'horreurs ni ces jardins odorants et suaves ». Fassola avait simplement cultibuté dans la mort comme dans un trou. Comme les anges du film de Wim Wenders les *Alles du désir*, Fassola est invisible. Après sa promenade et la rencontre heureuse avec quelques moineaux, elle reprend le chemin du cimetière et redescend dans sa tombe.

Magnolia, épouse délaissée par un mari trop occupé et qui finit

par la quitter, aura elle aussi l'expérience de la mort, en se faisant photographier assise sur une chaise électrique qu'un Texan exhibait pour la curiosité des passants. Cet instrument, qui avait servi à soixante exécutions à la prison de Rosville, va devenir pour cette femme qui s'ennuie et qui se laisse aller à une profonde mélancolie, le révélateur de la vie. La photo, envoyée au mari absent, n'éveillera chez lui aucun sentiment. En revanche, elle contribuera à libérer l'épouse, qui pourra enfin se voir dans le miroir. Toutes ces nouvelles ont pour dessin la volonté de vivre, le désir d'exister.

Andrée Chéhid a entrepris, en « grand reporter » des sentiments et des émotions, de donner espoir aux êtres blessés. Ce qui est juste et beau, c'est que le lien et la race importent peu. Il s'agit simplement de la condition humaine ; il s'agit des larmes et du bonheur.

TAHAR BEN JELLOUN.

★ **MONDES MIROIRS** : *MAGIES*, nouvelles d'Andrée Chéhid, Flammarion, 296 p., 95 F.

Une leçon en Sorbonne

Pierre Boudot est mort (le Monde du 12 avril). À l'heure, dans la salle où il donnait son cours, nous sommes là, une vingtaine de ses étudiants et moi, pour, ensemble, entendre sa voix. Nous écoutons son dernier cours, dûment enregistré. Les étudiants sont graves, profondément recueillis. La voix s'élève, intense, tendue, lourde d'une passion dominée. Il s'agit de l'essentiel de l'homme, ou comment, sans noblesse, on n'est pas homme encore. Il s'agit de la raison, qui n'est pas rien mais moins que rien si elle ne se soumet à ce qu'il faut que rien ne compte et ne pèse, qui donne à tout le vrai prix qu'il peut avoir : l'amour, l'éternel amour. Est-ce un cours ? Oui, sans doute. On analyse un morceau de Valéry, une page de Hamann — le « message du Nord », — une lettre de Goethe. Mais ce sont là prétextes et béquilles pour s'élever. Une âme parle à d'autres âmes. Quelle souffrance n'a-t-il pas fallu pour parler ainsi ! Je me sens moi-même étroit de l'émotion des étudiants.

Cette voix, que je n'aurais entendue que dans la familiarité, me laisse presque intimidé, si fort est son appel : l'appel de ce qui voyait dans quelle ténacité nous vivons, si loin, en général, de ce qui fait la grandeur, la dignité de la vie — dignité qui est pourtant ce qui nous est le plus nécessaire. Le cours s'achève. Un étudiant devait dire quelques mots. Trop ému, il ne le peut. Je les dis pour lui. On se quitte. Merci, Pierre Boudot, pour ta leçon, bien plus haute que toute leçon ordinaire. Merci aussi aux étudiants : ils étaient dignes de toi, comme toi d'eux. Quelque chose de ta noblesse ne les quittera plus.

MARCEL CONICHE.

Marivaux en vedette à Düsseldorf

Après un long oubli, l'Allemagne redécouvre Marivaux. Pour le trois centième anniversaire de la mort de l'écrivain, une exposition à Düsseldorf (1) témoigne des vicissitudes de la réception de son œuvre outre-Rhin.

Vers 1750, alors que les comédies de Marivaux occupent l'une des premières places avant Molière sur les scènes allemandes, Gottsched, champion de l'imitation du théâtre français, fait, le premier, le procès d'un auteur trop subtil.

En 1809, la condamnation sans appel d'August Wilhelm Schlegel met fin, pour cent soixante-dix ans, à la réception de Marivaux outre-Rhin.

Une tournée en Allemagne de la Disputa, dans la mise en scène de

Patrice Chéreau, en 1978, puis la traduction du théâtre des journaux entreprise par Gerda Schoffeld, amorcent la découverte d'un nouveau Marivaux « anatomiste de l'âme humaine » — c'est le titre de l'exposition de Düsseldorf — et freudien avant la lettre.

JEAN-LOUIS DE RAMBURES.

(1) Au Heinrich Heine Institut, Bismarckstr. 14, D 4000 Düsseldorf, en liaison notamment avec l'Institut français, jusqu'au 15 mai. Du 26 mai au 30 juin, à l'Institut Goethe de Paris.

La mort d'Oktay Rifat

Le poète et dramaturge Oktay Rifat vient de mourir à Stamboul. Né en 1914, il était le cousin de Nazim Hikmet et fut, après la seconde guerre mondiale, avec Orhan Veli et Melih Cevdet, à l'origine du renouveau de la poésie turque. Excepté quelques poèmes publiés dans l'anthologie *Entre les murailles et la mer* (1), son œuvre reste à découvrir en France. Pierre Chuvin présente ainsi ses écrits :

Il emploie des mots concrets, des images nettes, épurées. Il peint la Méditerranée ou l'Anatolie pastorale, avec des couleurs franches ; c'est un assemblage d'éléments simples qui révèlent tout à coup leur magie...

Des coillies au pied du pur crépi, [ciel bleu, Herbe et chardons sur la pente [qui mène à la mer.

La poésie d'Oktay Rifat est souvent faite d'instants fragiles, de perceptions fugaces, avec l'angoisse toujours prête à bondir depuis l'angle aveugle de la vie et des choses — comme dans ce poème inédit, traduit par Guizine Dino, Michèle Aquien et Pierre Chuvin :

Il y eut un silence derrière lui / Il ne s'est pas retourné pour / Il l'aurait ruiné s'il s'était retourné.

Oiseau, luth, feuille / N'importe.

ANDRÉ VETTER.

(1) Éditions F. Maspero.

L'art d'être grand-mère

C'est pas un recueil de poèmes. C'est un guide utile, drôle, impitoyablement lucide et pourtant réconfortant. Puisque les « grand-mères » ont été sacrifiées par la fête qui leur a été consacrée en 1987, sous l'égide du café du même nom — il faut toujours un sponsor, — pourquoi ne pas les aider à tenir leur rôle ? Il n'est pas si facile qu'on le croit. La preuve, c'est que la plupart des femmes d'aujourd'hui, de cinquante à soixante-quinze ans — telles sont les limites que l'auteur assigne à la fonction : au-delà vous entrez dans la catégorie des arrière-grand-mères, — vous disent tout de go « qu'elles ne sont pas de bonnes grand-mères ». Ce qu'on attend d'elles les annuies, les accable. Elles n'ont pas le temps, étant toujours actives. Elles manquent des petits secrets qui pourraient favoriser leur réussite...

M^{me} Paco — sous ce pseudonyme se cache une femme très avertie qui a longtemps travaillé dans l'édition médicale — engrange sous forme de dictionnaire son expérience et sa compétence. Dans le séduisant échantillon que cette méthode implique, vous papillonnez du grave à l'efficace. Vous glissez de bonnes adresses pour réussir une fête de fin d'année, avec le

précieux conseil de ne pas impérativement fixer ces réunions au moment où tout le monde est parti ou requis par d'autres distractions. Mais vous apprenez aussi, psychologues en renom à l'appui, comment parler de la mort à un enfant. Ce va-et-vient entre le ras des pâquerettes et les grands problèmes fait le charme de ce livre où l'on trouve une masse d'informations pratiques, juridiques, sécuritaires, qui donne des recettes de cuisine, de tricot aussi bien que la méthode pour établir un arbre généalogique, qui propose une abondante bibliographie sur les sujets les plus divers, mais toujours en relation avec les difficultés qu'une grand-mère a à résoudre.

L'auteur est des plus sérieux. Sa méthode, sa finesse, son air de pince-sans-rire lui permettent de ne pas se prendre au sérieux. Entre le bon sens, l'indispensable information, les trésors d'une tendresse inventive, elle ne corrige pas nos moeurs en riant, elle nous aide à vivre un rôle dont l'importance va croissant.

JACQUELINE PATIER.

★ **GUIDE DES GRANDS-MÈRES**, de M^{me} Paco, Ed. Hervas, 3, rue du Regard, 75006 Paris, 278 p., 129 F.

EN BREF

● Le dixième prix littéraire France-Culture a été attribué à BERNARD NOËL par cinq voix contre trois à Jean-Noël Pancrazi et une à René Depestre. Bernard Noël a notamment publié cette année deux livres chez P.O.L., *Journal de regard* et *Ouvert comme d'habitude*. France-Culture a décerné pour la première fois un prix de littérature étrangère, qui est allé à l'écrivain suisse de langue allemande PAUL NIZON, pour *Stolz*, paru aux Éditions Actes Sud (« le Monde des livres » du 16 octobre 1987).

● Le PRIX MAURICE-EDGAR-CHODREAU 1988 a été décerné à William M. Spackman, pour *L'ombre d'une présence*, traduit par Bernard Turle, paru aux Éditions Quai Voltaire (« le Monde des livres » du 9 octobre 1987).

● Le 13^e FESTIVAL POLYPHONIX de poésie, performance, musique et vidéo se tiendra au Centre Georges-Pompidou le 20 mai, à la Grande Halle de la Villette les 24 et 25 mai, au Centre culturel suédois le 26, à la Maison des écrivains le 27, à la galerie J & J Dougny le 30 mai, et le 1^{er} juin à l'Institut hongrois. Ce festival se clôturera le 14 juin par le vernissage de l'exposition de peintures de Jean-Jacques Lebel à la galerie 1900/2000.

● Du 14 au 30 mai, la ville de Cassis organise une série de manifestations littéraires sur le thème des VILLEGIATURES. Une exposition, des lectures et débats retraceront la vie et les œuvres des écrivains en villégiature sur la Côte d'Azur dans les années 30, de Blaise Cendrars à Virginia Woolf.

● Une SEMAINE DE LA POÉSIE se tiendra à Abi du 13 au 21 mai. Outre de nombreuses animations, auxquelles participera notamment Léopold Sédar Senghor, cette manifestation accueillera, le 14, la dixième assemblée des responsables de revues de poésie, organisée par l'association ARPO.

● L'UNION DES ÉCRIVAINS, qui célèbre ce mois-ci le vingtième anniversaire de sa fondation, présente, jusqu'au 18 mai, dans le cadre de la Maison des écrivains (53, rue de Versailles, 75007 Paris), une exposition intitulée « Les vingt années de l'Union des écrivains de France ».

● Un colloque consacré à l'écrivain et sociologue ALBERT MEMMI se tiendra les 19 et 20 mai à l'université Paris-X-Nanterre. Renseignements : René Bureau et Jean-Yves Gaurin, université Paris-X (200, avenue de la République, 92001 Nanterre Cedex).

● PRÉCISION. — Le nom de l'auteur italien de *Il mascauto* est *Enrico* et *Enrico* est *Enrico* (« le Monde des livres » du 6 mai) s'écrit Antonio Debonedetti et non De Benedetti.

Le prix de la vérité

La vérité ne s'accorde pas facilement à l'ordre du monde et de la société. Sa manifestation peut même le miner, cet ordre, apporter au centre de son trop digne agencement, le scandale et l'anarchie. C'est à l'intersection de la vie professionnelle et de l'existence en tant que telle que Xavier Patier a choisi de placer le héros de son deuxième roman — le Juge — pour l'affronter à l'épreuve décisive de cette vérité. Là aussi le désordre menace...

Jeune juge d'instruction à Auch, Lucien Violet est le contraire d'un arriviste dévoré d'ambition. Psychologiquement, une faille s'est ouverte entre l'image sociale du juge, sa place de notable, et l'intime dépression dans laquelle, depuis l'enfance, sa vie s'est lovée. « La vérité, il n'y a pas que cela qui compte, quand même ! Si on voulait la trouver partout, la vérité, il faudrait tout chambarder. Je préfère un peu moins la vérité et un peu plus de paix », s'écrit Lucien Violet, avouant sa peur et essayant en même temps de l'exorciser.

Une affaire criminelle, le premier dossier du jeune magistrat, sera l'occasion de découvrir que l'économie du « chambardement » ne peut se faire qu'au prix même de la vérité : un suspect à qui le masque de l'assassin semble parfaitement convenir, mais qui est innocent ; un coupable que tout innocenterait

si ne le tarabuste le poids de sa faute... D'un côté, l'ordre et le mensonge ; de l'autre, le scandale de la vérité. Ce dilemme se pose dans les mêmes termes pour la société et pour l'individu. Et, si la justice n'est pas trouvable dans le monde, que reste-t-il de l'identité du juge ? Les chemins qui mènent à la paix de l'esprit sont rudes, incertains : « On pleure des années pour recouvrer la paix, et c'est l'insensibilité qu'on atteint pour finir. »

C'est autour de cette trame et de ces thèmes que Xavier Patier a construit son personnage. Après *Frère Honorat*, publié il y a deux ans (Gallimard, « le Monde des livres » du 5 décembre 1986), ce deuxième roman confirme l'intérêt de l'auteur pour les questions morales et spirituelles. L'écho littéraire, audible en maintes pages et phrases, est celui de Bernanos. Mais Xavier Patier met davantage l'accent sur l'aspect psychologique de ses personnages que sur la nature mystique et spécifiquement religieuse des questions qu'il soulève. Malgré une texture romanesque un peu fragile, gravée de quelques invraisemblances et d'une insuffisante attention aux encheînements du récit, le Juge concentre assez de qualités pour être soutenu.

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ **LE JUGE**, de Xavier Patier, Calmann, 124 p., 65 F.

● PORTRAIT

Une visite à Max Frisch

Le grand écrivain suisse de langue allemande a cessé d'écrire. Mais il n'a pas renoncé à interroger l'art comme présence vivante de l'utopie.

NEW-YORK, 7 mai 1981. Notre premier déjeuner ensemble. Chez Sweet's, ce restaurant de poissons que Max Frisch affectionne, dont les baies ouvrent sur East River et que fréquentent les hommes d'affaires de Wall Street, toute proche. L'ambassadeur de Suisse, ou je ne sais plus quel haut personnage, venu le saluer, en habillé du lieu, et d'autres encore, éditeurs, correspondants de grands journaux, comédiens de Broadway, lui donnant tous du « Max » avec force congratulations, nous ont interrompus plusieurs fois, au-dessus de nos homards. Ensuite, nous avons marché jusqu'à son loft de SoHo et, posément, enregistré son interview (1).

Max Frisch, à soixante-dix ans, venait de publier, avec un très grand succès, dans le *New Yorker*, ce qui restera sans doute son chef-d'œuvre de vieillesse, *L'homme apparaît au quaternaire*. Histoire d'un retraité qui vit seul, qui sent son esprit se déliter, qui s'interroge sur le destin de l'espèce et projette sur le monde le sentiment d'une catastrophe géologique qui pèse sur lui seul. Frisch a eu tôt dans sa vie la présence de la vieillesse.

Dans son *Journal* de l'année 1968 (2), il s'amuse à imaginer les statuts d'une association de lutte contre la sénescence de l'Occident, dont les adhérents doivent s'encourager mutuellement au suicide dès que les signes de sénilité atteignent un seuil fatidique. Dix ans après la fondation, les sept fondateurs sont encore tous en vie, bien que manifestement hors limite. Dans le même *Journal*, il évoque les moments à l'usage des séquestrés de Montauk : « C'est ainsi que je fonde et échappe à moi », on lit : « Personne ne veut savoir ce qui l'attend avec la vieillesse (...). Pour nous ménager nous-même nous faisons du vieillissement un tabou : l'homme stigmatisé doit lui-même faire combien la vieillesse est répugnante. Ce tabou, en apparence seulement dans l'intérêt de ceux qui vieillissent, empêche qu'on se l'avoue à soi-même et retarde le suicide jusqu'au moment où pour cela aussi les forces manquent. »

« Un radeau qui se défait »

En 1981, donc, Max Frisch vivait dans un loft de SoHo avec la jeune Américaine dont il avait raconté la rencontre dans *Montauk*, un livre admirable, un de ces livres que l'on voudrait avoir écrit, une sorte de roman-journal, qui renouvelle l'autobiographie : le simple récit d'un week-end que l'écrivain passe avec cette jeune femme et qui croit sans lendemain (« L'une sera la dernière femme, et je souhaite que ce soit Lynn, nous aurons des adieux faciles et bons »). La parution du livre, en 1975 (3), avait précipité un divorce avec sa seconde épouse, une femme elle aussi beaucoup plus jeune que lui. Sobre, discret autant qu'on peut l'être quand, de façon éhontée, on entreprend d'écrire sa vie amoureuse, il évoquait notamment une passion pleine d'éclats, de tendresse et de remords pour la grande poétesse Ingeborg Bachmann et laissait entrevoir le naufrage de cette fragile embarcation, un mariage.

Plus tard, le film tourné sur le *Journal* et sur *Montauk* par le documentariste suisse Richard Dindo lui avait fait presque fortuitement retrouver Lynn. Avec celle-ci, qui avait à présent trente-sept ans, il s'embarquait pour une liaison sans avenir : elle voulait un enfant, il ne voulait pas mettre au monde un orphelin de père. Nous avons parlé de cela, lui et moi, avec une totale franchise, comme l'on parle de tout avec Max Frisch, qui est un homme de vérité, non pas brutal ou cynique, mais d'une lucidité impitoyable, pour les autres autant que pour

lui, par choix autant que par tempérament. Je me suis souvenu, au long des années suivantes d'une phrase de Frisch, chez Sweet's : « Le couple est un radeau qui se défait et sur lequel nous ramons vers une terre nouvelle que nous n'imaginons même pas : de nouveaux rapports entre l'homme et la femme. » Il avait ajouté : « Vous avez de la chance, la quarantaine pour un homme peut être le plus bel âge de la vie. » J'avais aussi des raisons de l'envier : il écrivait un nouveau livre, commençait une nouvelle vie, il n'avait après tout que soixante-dix ans. Et il y avait l'exemple de Picasso, n'est-il pas vrai ?

Les années 80 n'ont pas été un si bel âge. Nous nous sommes revus à Paris plusieurs fois, à l'occasion de la semaine d'hommage au Centre Pompidou, de la représentation de *Triptyque* à l'Odéon, mis en scène par Roger Blin, du colloque des intellectuels convoqué par Jack Lang à la Sorbonne, qui valut à Frisch un déjeuner à l'Élysée, où Mitterrand eut pour premier souci de défendre la force nucléaire française devant quelques écrivains réticents. Il avait emmené Lynn en Europe, il la présentait à ses amis, elle semblait ne pas vouloir

dans *Montauk*, il y a treize ans. Ce n'est pas une raison, à présent, pour bâter la fin en s'injectant du cholestérol. Il ne fume plus la pipe, et j'imaginais le sacrifice.

Cette rencontre n'est pas une interview, il ne donne plus d'interviews, à quoi bon répéter ce que l'on a déjà dit ? Ce sera un portrait, il a la même idée : pourquoi ne pas raconter simplement ces deux déjeuners, New-York, Zurich ? Il me demande, en souriant : « Et cette vie amoureuse ? » J'entends cette question sous sa forme absolue, comme il l'aurait posée dans un des redoutables questionnaires de son *Journal* : « Allez-vous dire votre femme ? » Réponse difficile. Lui, à présent, a une nouvelle compagne, avec laquelle il ne vit pas. Elle n'est pas une jeune femme, il emploie pour parler d'elle les mots *Partnerin* ou *Gefährtin*, de beaux mots qui évoquent l'association et le voyage.

Il me raconte la fin de sa liaison avec Lynn, l'erreur qu'il a faite de ramener sans cesse leurs désaccords à la différence d'âge, et sa culpabilité, toujours, cette idée absurde (mais tenace) qu'il faut sauver la femme aimée. Le retour à Zurich a été une fuite, pour ne pas répéter cette erreur. La peur de la répétition, de la pétrification dans l'image que l'autre se fabri-

Incident au Salon du livre de Genève

GENÈVE
de notre correspondante

La Douzième Salon international du livre et de la presse, qui s'est ouvert le 11 mai à Genève, réunit, aux 32.000 mètres carrés, sept cent cinquante exposants provenant de quarante-deux pays. Parmi ceux-ci figure la République islamique d'Iran dont le stand s'enorgueillissait de l'édition en français et en anglais du livre tristement célèbre intitulé *Les Protocoles des sages de Sion*, considéré comme un classique de l'antisémitisme. Aussitôt, la LICRA, la communauté israélienne de Genève et la Fédération suisse des communautés israélites réunies auprès du tribunal de première instance de Genève contre l'exposition d'un faux *notebook* appartenant à la littérature antisémite de la Russie tsariste. Le tribunal a donné raison aux requérants et a « fait défense (...) d'exposer et diffuser » ces

volumes, lesquels n'ont pas tardé à disparaître du stand iranien.

Toute l'affaire a été menée d'autant plus discrètement que les visiteurs ont presque totalement ignoré ce stand, les attention ayant été captée par d'innombrables ouvrages d'art et de poésie, livres d'enfants, romans et essais, photos et caricatures de presse, sans oublier plusieurs expositions.

Le point marquant de la première journée du Salon a été la remise du Prix Jean-Jacques-Rousseau (50 000 francs suisses) récompensant un essai de littérature, de philosophie ou de sciences humaines « jetant un regard original sur le monde actuel », à Mgr Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, pour le *Choix de Dieu* (éd. de Fallois).

Le Monde et plusieurs de ses journalistes sont présents au Salon, qui fermera ses portes au soir du 15 mai.

L. V.

entrer vraiment dans la vie de Max Frisch, écrivain célèbre, compagnon de route critique des partis sociaux-démocrates d'Allemagne et de Suisse, traduit dans trente-sept langues, honoré de tous les prix, sauf le Nobel, œuvres complètes publiées chez Suhrkamp. Leur vie était à New-York. La sienne, à lui, avait longtemps été à Zurich, Berlin, Rome, San-Francisco. Et il avait cette maison dans le Tessin, son centre de gravité, cette maison qui est aussi celle du vieux M. Geiser qui craint de perdre la mémoire dans *L'homme apparaît au quaternaire*.

« Et cette vie amoureuse ? »

Il y a quatre ans, Max Frisch a brusquement quitté New-York, s'est réinstallé à Zurich, sa ville natale, aimée et haïe comme une mère. Pour ses soixante-quinze ans, en 1986, les écrivains suisses l'ont honoré, il leur a fait un discours, une sorte de « passage du témoin », il a parlé de « l'échec des Lumières ».

Zurich, 26 avril 1988. Nous nous retrouvons à la Kronenhalle, le Lipp zurichois. Au mur, il y a des tableaux de Renoir, Marquet, Kandinsky, Max Ernst, Giacometti, ce ne sont pas des reproductions, on est à Zurich, la ville la plus riche du monde.

Max Frisch a-t-il vieilli ? Nous avons pris sept ans, oui. Ses cheveux ont blanchi. Il a grossi, il ne prendra que des asperges, il doit se surveiller. « Je ne veux pas devenir très vieux », écrivait-il

que de vous, c'est le thème essentiel de Frisch, vie et œuvre, œuvre et vie, indissociables, depuis *Stiller* (4). Son angoisse, sa nervosité et aussi sa façon de lui faire face : je ne suis pas celui que vous voulez que je sois.

Pour moi, il est l'écrivain, une figure du père, mais un père qu'étrangement on n'a pas envie de tuer, à qui l'on souhaite longue vie. Calmement, Frisch m'annonce qu'il n'écrit plus. Sourire n'est pas ce qu'il faut quand on apprend ça. Je souris quand même. Je me rappelle Sartre, ce jour à la Coupole où il me dit que, cette fois, c'est sûr, il ne recouvrera jamais la vue. L'espèce de honte qu'éprouve un non-écrivain qui écrit, devant un écrivain qui ne peut plus écrire.

Frisch ne peut-il ou ne veut-il plus écrire ? Il me dit qu'après *Blaubbart* (5), son dernier livre, il a essayé de composer un nouveau volume de son *Journal*, mais qu'il n'a pas trouvé la forme inédite qu'il cherchait, que l'impulsion lui manquait et qu'il a tout détruit, pour ne pas être tenté d'y revenir. Ce qui lui manque ? Peut-être la sûreté de la mémoire immédiate, qui permet de garder parfaitement à l'esprit ce qu'on a écrit la veille ou l'avant-veille et de concevoir le livre comme une forme totale à l'intérieur de laquelle s'opère le montage des éléments, c'est cela pour lui, l'écriture. Des pensées, il en a, bien sûr, il se les formule, il peut lui arriver de les noter, mais cela ne fait pas un livre, qui est une construction. Max Frisch est architecte.

Quand je l'avais vu, à New-York, il construisait de ses mains



Max Frisch. Il a dit aux Russes la même chose qu'aux Américains : « Sans pensée alternative, il n'y aura pas de siècle prochain. »

la maquette d'une maison de campagne pour son éditeur, et, au mur, les feuillets de son manuscrit étaient punaisés comme les plans d'un film ou les séquences d'un découpage, que l'on peut déplacer, remplacer, replacer. Pour écrire un livre, comme pour bâtir une maison, il faut un plan, une mémoire inventive et synthétique. Frisch ne fait plus confiance à sa mémoire. C'est cela l'âge.

« La mort qui pousse en moi »

Nous allons chez lui, à deux pas, en plein centre de la ville. L'endroit du monde où le mètre carré coûte sans doute le plus cher. Des appartements, il n'y en a pratiquement plus. Frisch en loue un, à prix d'or, dans une maison construite par un célèbre architecte post-moderne, un duplex splendide, tout blanc, avec une terrasse sur le toit, d'où l'on voit le lac, et un patio fermé par d'épais vitrages, à cause du chantier de la gare nouvelle que l'on construit pour le métro.

Des toiles modernes au mur, un Poliakoff presque monochrome, et un grand dessin décoratif au charbon que Frisch a acheté au Yucatan, un petit dessin de Picasso, cadeau de la ville de Zurich, et une affiche de la Collection de l'art brut, à Lausanne, qui reproduit un tableau d'Aloïse : une femme au buste généreux, couvert de colliers, imposant, maternel, mais les poignets sont sectionnés net, comme un cri sanglant, un hurlement. « ein Schrei », me dit Frisch, personne ne le remarque. Je regarde sa vaste table de travail, parfaitement nette, les lettres bien rangées, auxquelles répondra sa secrétaire, et puis la vieille machine à écrire, dont il ne se sert plus ; elle aussi me paraît pousser un silencieux cri de protestation d'être ainsi devenue une relique.

Pendant qu'il va se reposer un peu et lire (il relit Schopenhauer et Nietzsche, avec beaucoup d'admiration pour le styliste), il m'installe dans un fauteuil Charles Eames pour visionner le vidéo-film d'entretiens que son ami Philippe Pillod a réalisé sur lui et que la télévision allemande WDR a diffusé intégralement, près de vingt heures d'émission. Les deux heures et demie que je regarde me semblent le meilleur film consacré à la parole d'un écrivain, parce que Frisch s'y investit totalement. On y comprend ce qu'il veut dire lorsqu'il affirme qu'un intellectuel a un rapport érotique avec la vérité. Qui d'autre pourrait dire, sans pathos : « La mort, c'est le cadavre qui pousse en moi, et qui devient plus lourd si je grossis. »

Il explique qu'il y a deux types de littérature : l'hymne, la louange adressée à la vie (comme le poème *Au soleil* d'Ingeborg Bachmann), et l'épique, la plainte, la protestation contre la vie telle qu'elle est (le *Songe* de Strindberg, qu'elle est « C'est dommage pour les hommes... »). Sa littérature est d'épique. Une littérature qui inspire le désir que les choses se passent autrement. Le monde pourrait être différent. La résistance est la seule forme de l'espérance, et la fonction de l'art est de représenter l'utopie. L'artiste ne se résigne pas au monde tel qu'il est quand, avec cette sensibilité et cette colère qu'il faut pour créer, il le montre précisément tel qu'il est.

Lorsque Frisch me rejoint, nous continuons cette conversation. La colère est toujours présente, la sensibilité aussi, l'entrain et l'humour surtout. Nous regardons le chantier qui s'élève sous ses fenêtres. Les Zurichois ont besoin d'un métro pour venir travailler ici de leurs banlieues. « Mais croyez-vous, me dit-il, que la laideur soit indispensable ? » Et il me montre en riant les motifs de confiserie dont l'architecte, un monsieur qui a gagné un concours, a cru devoir orner une dalle en béton qui n'en

demandait pas tant. Non loin de là, le Schauspielhaus donne à guichets fermés des représentations d'*Andorra*, sa pièce la plus jouée dans le monde, l'histoire d'un petit pays qui se choisit un bouc émissaire en la personne d'un jeune juif, et comment les choses tournent très mal.

En Suisse, aujourd'hui, Andri, le jeune juif, ce pourrait être l'immigré turc. Personne n'a consulté Max Frisch sur la mise en scène ; alors, il n'est pas allé voir la pièce, et des amis lui ont dit qu'on lui avait ôté toutes ses dents. Nous parlons de l'URSS, j'en reviens, il y retourne cet été, après avoir participé en février au forum des écrivains, organisé par Gorbatchev. Il a dit aux Russes la même chose qu'il dit aux Américains : « Sans pensée alternative, il n'y aura pas de siècle prochain. »

« Les dinosaures ont survécu... »

Le lendemain, après avoir visité les archives Max Frisch, qu'une fondation qu'il soutient a constituées à l'Ecole polytechnique fédérale, je vais glisser dans sa boîte aux lettres deux volumes de Cioran, le *Précis de décomposition*, traduit en allemand par Paul Celan, et *Aveux et anathèmes*. Je suis bien curieux de savoir ce qu'en pensera ce progressiste impénitent et, cependant, très pessimiste.

À l'hôtel, j'ai lu le dernier texte publié de Max Frisch, dans la revue *Einspruch* (*Objection*), ce titre qui lui convient si bien. C'est encore un questionnaire. Question n° 1 : « Êtes-vous certain que la survie de l'espèce humaine, quand vous et ceux que vous connaissez ne serez plus, vous intéresse vraiment ? » Question n° 9 : « Les dinosaures ont survécu 250 millions d'années, comment vous représenteriez-vous une croissance économique sur 250 millions d'années ? (Répondre en quelques mots-clés) » (6). Un vœu pour ses soixante-dix-sept ans : que Max Frisch continue longtemps à nous questionner ainsi.

MICHEL CONTAT.

- (1) Voir le Monde du 19 septembre 1982, interview reprise dans le volume *Entretiens avec le Monde* : 2. Littérature, Éditions la Découverte/le Monde, 1984.
- (2) *Journal 1966-1971*, traduction de M. et J. Tailleur, Gallimard 1976.
- (3) Traduction par M. et J. Tailleur, chez Gallimard en 1978.
- (4) *Je ne suis pas Stiller*, traduction de Solange de Laëne, Grasset 1957. L'absence en édition du format de poche de ce chef-d'œuvre de la littérature existentielle est une anomalie incompréhensible.
- (5) *Barbe-Bleue*, traduction de Claude Porcell, Gallimard 1984.
- (6) « Fragebogen 1987 » (Questionnaire 1987) dans *Einspruch* (Zurich), n° 4, août 1987.

En bref

Les éditions Bernard de Fallois publient le nouveau roman de Friedrich Dürrenmatt, *Le Mission*, qui est à la fois une expérience formelle et un roman policier philosophique. Il est construit en vingt-quatre phrases formant vingt-quatre chapitres de longueur progressive, sur le modèle du *Clavier bien tempéré* de Jean-Sébastien Bach. Le récit est celui d'une enquête, confiée à un journaliste-chéniste par un célèbre psychiatre zurichois, sur le viol et l'assassinat de son épouse en Amérique du Sud. Le psychiatre, auteur d'un livre sur le terrorisme, se soupçonne d'être lui-même l'auteur du crime et cherche ainsi à instruire son propre procès d'intention. Vertigineux, labyrinthique et paradoxal, comme tout ce qu'écrit Dürrenmatt.

Dans un ouvrage intitulé *Les Suisses au service de la France*, Jérôme Bodin retrace l'histoire des troupes suisses qui ont combattu aux côtés des armées françaises, à toutes les époques, de Louis XI à Charles X (Albin Michel, 372 p., 150 F.).

ALBERT MEMMI

Le Pharaon

JULLIARD

Roman JULLIARD

● L'HISTOIRE, par Jean-Pierre Rioux

Racines entremêlées

NABILE FARÈS l'a bien dit, dans un beau numéro d'*Esprit* en juin 1985 : « L'étrangeté de l'immigration, c'est l'étrangeté de l'histoire, c'est-à-dire la part étrangère dans l'histoire de la France ; cette part à laquelle la France veut rester étrangère, dont elle se veut innocente. » C'est cette innocence-là que Gérard Noiriol veut démasquer. En « tordant le bâton », en donnant toute son épaisseur temporelle et sociale à un phénomène dont on ne retient guère, aujourd'hui, que la nouveauté et inquiétante lisibilité.

Son livre accumule les chiffres et les lectures utiles, il clarifie les mots, il joue le temps contre le peur, l'histoire contre le premier réflexe, défensif, face à l'Autre. Il se refuse à tenir le double discours dominant, dont le jeu bloque toute évolution : celui de la temporisation ou de l'exclusion au nom des valeurs nationales ; celui aussi qui exhibe imprudemment, au nom de l'antiracisme, une « différence » supposée prometteuse.

Son ambition ? Inscrire les immigrés dans l'histoire nationale et, par ce détour, faire entendre qu'ils ont été français, c'est « beaucoup plus compliqué que le seul enracinement dans un terroir ». Noiriol attaque ainsi de revers toute l'historiographie, républicaine ou non, qui a plaqué au sol le roman des origines en commentant à satiété le mot de Barthes : « La mort vient le voir. » Avec son franc-parler et sa musette bien pleine, après enquêtes fouillées dans sa chère Lorraine (on n'a pas oublié son *Longwy, immigrés et prolétaires* aux PUF et ses *Ouvriers dans la société française* au Seuil), il cherche et il trouve, bricolant quelques outils chez Halbwachs ou Elias, dans cette humilité savante qui fuit les systèmes clos et n'oublie pas les individus transpiantés.

Voilà hardiment mis en scène Michel et La-visse, le Renan de Qu'est-ce qu'une nation ? et le Braudel de l'identité de la France, les géographies humaines datées et les sociologies errantes. Aux chantres des « origines », Noiriol oppose le non-dit et la plaie d'un déracinement dont il faut bien faire une histoire. L'hommage dont il honore le Louis Chevalier de *Classes laborieuses et classes dangereuses* qui ferraillait naguère contre Braudel au Collège de France ira droit au cœur de ceux qui commencent à réfléchir sur les prisons de la longue durée et subodorent que le destin français est une histoire contemporaine.

LES vérités de bon sens, toujours bonnes à dire, on les trouvera surtout dans ses derniers chapitres (le livre gagne à être lu à rebours). Si, en 1988, un Français sur trois se découvre des ascendances étrangères pour peu qu'il remonte à ses arrière-grands-parents, c'est parce que, depuis plus d'un siècle, par vagues successives, des immigrés ont aidé ce pays à remplir dans la petite production artisanale et rurale à se lancer dans l'industrialisation moderne.

Ouvriers agricoles, manœuvres ou tisserands, Belges, d'Italie ou Polonais, puis Espagnols, Portugais ou Africains du Nord, ils ont fait tous les sales métiers dont les Français ne voulaient pas. Ils ont contenté à bas prix le capitaine d'industrie, le petit patron et le marchand de sucre de l'économie souterraine. Leur peine a donné de la souplesse à notre système de production, qui, sans elle, eût rogné à progresser dans la modernisation. Elle n'a jamais manqué à l'appel, si mal planifié par les politiques, de la croissance et du mieux-être. Et quand le « bâtiment allait », nous savions inventer le langage de l'accueil pour cette main-d'œuvre dont la vitalité comblait, en outre, les déficits démographiques d'un pays précolement voué au malthusianisme.

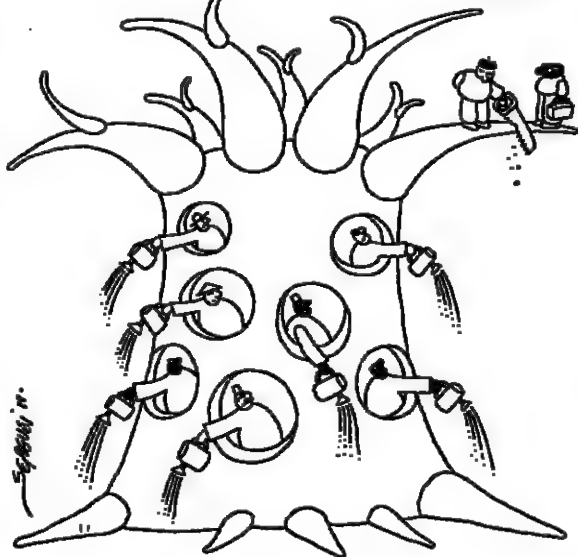
Mais que viennent les crises, et tout change. Dans les années 1980, à la veille de la seconde

guerre mondiale, comme aujourd'hui, le film s'est arrêté sur une image plus dure. Le *turn over* des hommes à tout faire étant ralenti, ceux qui restent en l'état sont plus visibles et plus inquiétants : ainsi l'étranger devient-il l'« immigré » à la fin du siècle dernier. Les communautés étrangères s'installent et servent les rangs dans l'attente de jours meilleurs, leurs individus les plus déçus s'interrogeant à plus vive allure les normes nationales : la différence prend ses quartiers d'hiver. Et c'est alors que monte, par trois fois, une xénophobie qui souhaite l'en déloger.

L'immigré est désormais un concurrent pour trop de Français en difficulté, au moment précis où son désir d'intégration ravivé le désigne à trop de rancœurs et à tous les fantasmes. Comment partager paisiblement le pain, le savoir, la santé, la sécurité et peut-être demain l'identité avec ce témoin muet d'une prospérité évanouie ? La dépression ravive les corporatismes, valorise brutalement le langage d'exclusion du national-populisme : elle nous la haine et la gêne.

Le « creuset français », pourtant, n'est pas un vain mot. Gérard Noiriol résume tout fatalisme économique et s'attache à montrer, malgré les lacunes de la recherche historique, que la France a su, cahin-caha, inventer des modes d'intégration des étrangers qui la distinguent des

SERGUEI



Etats-Unis pluri-ethniques et de tous les pays européens moins accueillants qu'elle.

Il faut passer sans doute par l'obsession policière, parquer dans des camps, refouler et surveiller les « nomades », ficher scientifiquement (« anthropométriquement », dira Bertillon à la Belle Époque). En un mot, mettre l'identité en carte. Mais sans la rendre inaccessible. Après tout, la loi de 1889 sur la naturalisation esquissait un code assez libéral, qui garantissait aux immigrés le *jus soli* et distinguait la première et la deuxième génération.

C'est dire qu'une République dont la vie politique enregistra tous les soubresauts de l'immigration, fit aussi jouer les ressorts d'une démocratisation des droits, où la famille et l'école jouèrent un rôle intégrateur décisif. L'étude des mariages mixtes, dont l'ampleur est un bon baromètre, celle de petits signes culturels comme le choix du prénom, la volonté aussi de tant d'immigrés qui firent le pari de l'assimilation pour leurs enfants, révèlent qu'une admission raisonnée à la nationalité française fut le meilleur garant d'une assimilation réussie. Non sans bavures ni rejets douloureux, le creuset fonctionna mieux quand l'État et l'individu purent dialoguer plus subtilement. Utile enseignement, dont l'histoire se charge en millions de femmes et d'hommes. Et dont la réussite se nomme, tour à tour, Haussmann et Viviani, Gramme ou Curie, Zola ou Troyat, Madeleine Robinson ou Michel Pletini.

On aura compris que Gérard Noiriol ne fait pas dire à l'histoire plus qu'elle ne peut. On pourra lui reprocher de passer trop vite sur telle irréductibilité nouvelle, notamment religieuse : l'islam n'est guère abordé, alors qu'on sent bien son importance dans les blocages actuels. Mais il faut lui savoir gré aussi d'avoir les ignorances et les impasses de la recherche : son livre, antichambre de méthode et parfois bien encombré de références, est un appel pour de nouvelles enquêtes. Et il est à coup sûr le premier qui bouscule aussi subtilement les rêves parousaux sur nos « racines » et offre autant d'arguments fiables à une réflexion d'urgence sur leur enchevêtrement.

★ LE CREUSET FRANÇAIS. HISTOIRE DE L'IMMIGRATION, XIX-XXIÈME SIÈCLES, de Gérard Noiriol. Le Seuil, coll. « L'univers historique », 441 p., 160 F.

● HISTOIRE

Les émois de mai

Mai 68, vingt ans déjà. Sept livres pour célébrer un anniversaire marqué aujourd'hui par la sérénité.

MAI 68 s'éloigne — vingt ans déjà — et, paradoxalement, son souvenir est mieux déchiffrable. Aux passions endolories, aux émois en écharpe du précédent anniversaire (1978), succède une manière de sérénité « historique ». Elle n'exclut d'ailleurs pas l'allégresse de la rétrospective — mais c'est celle, raisonnée, des quadragénaires — ni l'émotion — mais cette fois sans lyrisme exagéré. A cette distance, la comète ne brûle plus guère.

Sept ouvrages ont paru ce mois-ci qui entendent marquer l'anniversaire ou en profiter.

Celui de Laurent Joffrin, *Mai 68, histoire des événements*, joyeux et précis, vient combler une étrange lacune. Après ces bibliothèques entières de gloses et d'interprétations diverses échelonnées sur vingt ans, il n'existait pas encore de récit bien net mis en perspective et enrichi de tous les témoignages postérieurs. Le seul, celui d'Adrien Dansette, avait été publié en 1971. Aux jeunes gens d'aujourd'hui qui s'interrogent sur le mythe (« Dis, papa, comment c'était ? »), Joffrin apporte donc une réponse détaillée sur 370 pages en format de poche. Jubilatoire et parfois iconoclaste, dévoué aux faits et aux chronologies, qui, comme chacun sait, sont ténus, il vérifie d'un chapitre à l'autre l'hypothèse avancée dès l'introduction : l'histoire est un roman. Ah ! certes. Et Alexandre Dumas n'aurait point mieux imaginé que ce voyage à Baden-Baden du général, cette fausse sortie fracassante qu'on dirait écrite pour un feuilleton.

Les anciens de la famille

Pour autant, Joffrin ne s'interdit pas d'interpréter. Parmi les leçons qu'il tire, retenons celle-ci, fort bien articulée : en 1968, la ruse de l'histoire tint en un décalage plutôt cocasse entre l'événement et son langage. Les enragés de l'Odéon parlaient marxiste comme on parle du nez ; dans la vulgate althéusienne de l'époque, ils exprimaient son contraire : le début d'une grande rupture avec le matérialisme historique. De la même façon, ces jeunes gens inauguraient tous les futurs bouleversements de société que nous vivons aujourd'hui mais comme travestis en archaïque épique prolétarienne.

On vérifie, textes en main, cette évidence en compulsant l'imposante compilation de documents d'époque — tracts, directives, communiqués, où triomphe la langue de bois — réalisée par Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet sous le titre *Journal de la commune étudiante*. Précieux matériau que la nouvelle édition de cette somme dont on ne regrettera que le titre, emprunté d'ailleurs à Edgar Morin. L'allusion à la Commune et l'adjectif restrictif qui l'accompagne trahissaient une intention. Elle date un peu.

Ce divorce au sujet de mai 68 entre les mots et les choses, entre un mouvement profond et l'alphabet désuet avec lequel il s'exprima, reste d'ailleurs, volontairement ou non, au centre des autres ouvrages de cette année. Sous le titre *Mai 68* Daniel Bensaid et Alain Krivine se défendent de vouloir « tisonner les souvenirs », mais parlent explicitement au nom de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Ils en appellent à la fidélité militante, dénoncent abandons et renoncements et enlèvent, comme il se doit, les souvenirs soixante-buitards dans leur bataille d'aujourd'hui. L'analyse est austère, Trotski abondamment cité, et le livre entier dégage le charme entêtant que possèdent les langues mortes.

Autre figure historique de l'extrême gauche soixante-buitarde, Henri Weber occupe, lui, avec *Vingt ans après*, la position intermédiaire entre ces révolutionnaires impavides qui bougent encore dans leur armure de mots et les légions de défrayés de la Révolution hypermédiatisée. Il incarne, en somme, le militant sorti depuis longtemps de la cité-delle mais jamais oublié ni trahi, ni exagérément contrit. Ses analyses jettent des ponts, retracent l'itinéraire de certaines idées prétendues neuves et rendent justice à l'extrême gauche qui ne s'était pas toujours trompée comme on le croit d'ordinaire. Sur la crise économique et celle du capitalisme par exemple, on lira des pages utiles.

Dans *Mai en héritage*, où Elisabeth Salvaresi propose quatorze portraits et quatre cent quatre-vingt-dix itinéraires, ce n'est plus la langue de bois des groupuscules qui triomphe mais celle, fraîche et véhémente, des « inorganisés ». De Serge July à Jean-Jacques Lebel, de Claire Brière à Jose Varela, les portraits sont aigus, souvent cruels dans leurs conclusions. Quant aux itinéraires, ils permettent d'élargir quelque peu la constellation soixante-huitarde en y incluant, cette fois, des seconds ou troisièmes rôles d'alors qui ne se sont pas tous reconvertis dans la publicité. Plus qu'un livre, c'est une sorte de faire-part codé adressé à tous les anciens de la famille et qui vaut surtout par une sorte d'émotion intransigente.

Reste une querelle de fond qu'aucun de ces livres ne vide mais que réintroduisent, sans le vouloir, quelques albums où l'icographie a la meilleure part. Cette querelle porte sur le rôle précis qui fut celui de l'extrême

gauche, toutes chapelles arbitrairement confondues, dans la genèse et le déroulement des événements. Fut-elle l'inspiratrice principale, feignit-elle d'organiser des événements qui la dépassaient ? Autrement dit, ne commet-on pas, inlassablement, un sempiternel contresens en ramenant aux volontarismes entrecroisés des leaders les plus politisés un mouvement quasi telurique qui, en quelque mois, secoua les familles, la province, les entreprises, les institutions et, accessoirement, une vingtaine de pays autres que la France ? A cette question toujours en débat, des milliers de photographies — qu'on retrouvera à profusion dans les albums publiés par Alain Delale et Gilles Ragache d'un côté, Roger Martelli de l'autre — semblent répondre silencieusement en ressuscitant des foules diverses mais qu'on dirait mystérieusement saisies par la même fièvre. Mai 68 est loin, mais son fantôme est encore là.

JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD.

★ MAI 68. HISTOIRE DES ÉVÉNEMENTS, de Laurent Joffrin, Le Seuil, collection « Points-politique », 370 p., 39 F.

★ JOURNAL DE LA COMMUNE ÉTUDIANTE, d'Alain Schnapp et Pierre Vidal-Naquet, Le Seuil, collection « L'univers historique », 390 p., 250 F.

★ MAI 68 de Daniel Bensaid et Alain Krivine, Éditions La Brèche, 216 p., 75 F.

★ VINGT ANS APRÈS, d'Henri Weber, Le Seuil, 224 p., 89 F.

★ MAI EN HÉRITAGE, d'Elisabeth Salvaresi, Éditions Syros, 226 p., 89 F.

★ LA FRANCE DE 68, d'Alain Delale et Gilles Ragache, Le Seuil, album illustré, 230 p., 130 F.

★ MAI 68, de Roger Martelli, album illustré, Mazon/Éditions sociales, 256 p., 120 F.

Le bonheur de vivre de Daniel Rondeau

LES acteurs de 1968 étaient « les enfants de Marx et de Coca-Cola ». Daniel Rondeau, pour sa part, est le petit-fils « de Marx et de Coca-Cola », le fils des acteurs de 68. Il a dû arracher quelques pavés en 68 ; mais ça ne l'intéresse plus. Ce dont il se souvient, c'est de son ascèse post-soixante-huitarde. Daniel Rondeau est retourné, alors, dans sa Lorraine natale pour s'embaucher. *L'enthousiasme* relate les travaux et « l'établissement » de Daniel Rondeau, OS. Ce n'était pas de la frime : s'immerger en milieu ouvrier, Rondeau pensait n'en revenir jamais. Gus lui dit : « (les écoliers) nous secouent un peu les pucés, s'agitent et repartent trop tôt. »

— Je viens pour toujours. »

L'étudiant-ouvrier, l'ouvrier-étudiant reste militant. En dix lignes, Rondeau dit tout : « Nous cherchions la vérité dans le cœur des multitudes. « L'œil des masses voit juste ». Inconnions-nous du matin au soir. Nous haïssions la démocratie formelle. Nous vénérons le peuple. Nous nous écharçons à découvrir sur les lèvres des sans-voix des principes de raison. Nous balbutions nous protégèrent de nous-mêmes. Nous sollicitons les barbares. Ils ne furent jamais des pousse-crime. Nous consultations nos pauvres oracles. Ils nous empêchaient de faire des bêtises sans le savoir. »

Épilogue : la rencontre d'un ancien mao, embarqué dans le terrorisme. Étrange confession — d'un autre monde, d'un autre temps. A quelques-uns près, les Français furent raisonnables.

Étudiant, ouvrier : je connaissais cet itinéraire de Rondeau et j'attendais un livre réfléchi sur la découverte de la condition ouvrière. J'attendais le récit d'un voyage autour de la planète industrielle, un ouvrage d'éthnologie : les ouvriers commencent à 6 heures leur journée... Grâce à Dieu, *L'enthousiasme* n'a pas cette gravité. Comme tout ce qu'écrivait Rondeau, c'est un livre sur le bonheur de vivre. Un livre sur les copains. La nervosité de l'écriture ne laisse place à aucun temps mort. Rondeau se garde de toute attention à soi-même qui pourrait paraître complaisante. S'il signale la fatigue, l'ennui d'une tâche, c'est négligemment. Jamais d'emphase, de pathétique.

Précision souriante des portraits, évocation allègre des lieux. La littérature, c'est d'abord une écriture. Rondeau est maître de son écriture. S'il écrit un roman, qu'il se soude peut-être de ménager des pauses de méditation. Après tout, non : qu'il suive son rythme et écrive un roman « naturel », comme disait Stendhal : au galop, à son galop.

ROGER STÉPHANE.

★ L'ENTHOUSIASME, de Daniel Rondeau, éd. Quai Voltaire, 150 p., 85 F.

Parmi les récentes parutions consacrées à mai 68, signalons encore :

● 1968 DANS LE MONDE, de David Cauter. — Par le responsable littéraire du *New Statesman*, une synthèse mondiale. Traduit de l'anglais par Yves Sarda (Laffont, 448 p., 135 F.).

● MAI 68 ET LA QUESTION DE LA RÉVOLUTION, de Pierre Hampel. — Un pamphlet contre les interprétations non prolétariennes de la révolte (Librairie La Boulangerie, 60 F.).

● MAI 68, L'ENTRE-DEUX DE LA MODERNITÉ, HISTOIRE DE TRENTA ANS, de Jacques Capdevielle et René Mouriaux. — De la France des barricades à celle de la cohabitation (Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 185 F.).

Les rendez-vous de Cerisy-la-Salle

Voici le programme des rencontres organisées au centre culturel de Cerisy-la-Salle pour la session 1988 : « Psychomécanique du langage » (29 mai-2 juin) ; « Epistémologie et symbolique de la communication » (4-14 juin) ; « Les métiers de l'organisation » (16-23 juin) ; « Les nouveaux enjeux de l'anthropologie » (autour de Georges Balardier) (25 juin-5 juillet) ; « André Malraux » (7-17 juillet) ; « La légende de la Révolution française au vingtième siècle » (19-29 juillet) ; « Paul Ricoeur » (1-8 août) ; « Colette » (13-20 août) ; « La terre et le souffle » (22-29 août) ; « La réécriture » (22-27 août) ; « Théâtre-opéra : une mémoire imaginaire » (31 août-7 septembre) ; « Rationalité et objectivité » (9-18 septembre) ; « Praxès et cognition » (20-27 septembre) ; « Les inventions de la photographie » (29 septembre-1^{er} octobre) ; « La chouannerie normande » (15-17 octobre) ; « Des stratégies en Europe : histoires et cultures nationales » (21-24 octobre).

Renseignements : CCIC, 27, rue de Boulainvilliers, 75016 Paris.

MAI 68

Étapes par étapes, les événements vus par la presse, la radio, la télévision et les médias parallèles (affiches, graffiti...) de mai 68.

Collection Les Médias et l'Événement 75 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE 29-31, quai Voltaire - Paris 7^e - Tél. : (1) 40.15.70.00

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

L'espérance dura le temps des cerises...

Une religion du bonheur et de la fraternité : l'idéal, en 1848, du Printemps de Paris.

MICHELET aurait probablement aimé les livres préparés et écrits en commun par Pierre Barret et Jean-Noël Gurgand. En premier lieu, parce qu'il s'agit d'enquêtes historiques sérieuses, minutieusement appuyées sur des documents souvent peu connus et sur des témoignages dignes de foi ou assez nombreux et concordants pour être acceptés. En second lieu, parce que ces fouilleurs d'archives sont aussi de bons écrivains, habiles au maniement de la couleur, chaleureux, prompts à entraîner le lecteur sur les chemins de leur enthousiasme ou de leur colère, de leur émerveillement ou de leur dégoût. Barret et Gurgand savent que la réalité historique n'a rien à craindre d'un peu de passion, d'une touche de lyrisme ou d'une ombre de poésie, et qu'un bon historien est aussi quelquefois un bon poète.

Mais ce qui aurait ravi au plus haut point Michelet, c'est l'attention fervente, affectueuse et étonnée que nos deux auteurs portent au peuple. Barret et Gurgand ne se contentent pas de répéter que l'histoire, dans son épaisseur, n'est pas faite par les grands hommes, mais par les mouvements accumulés de forces anonymes. Ils montrent que c'est du fond des existences les plus obscures, des savoirs les plus frustes, des destins les plus déshérités que naissent parfois les lumières les plus fulgurantes, les élans et les rêves les plus audacieux et les aventures de l'esprit les plus exaltantes.

Une effroyable nuit

Le Printemps de Paris, qui met en scène les événements qui se déroulèrent entre le 22 février 1848 et le 25 juin de cette même année — entre la révolution qui chasse le dernier roi français et l'écrasement par le nouveau pouvoir de l'insurrection parisienne — prolonge et approfondit l'enquête sur les Compagnons du Tour de France menée par Barret et Gurgand dans *Ils voyageaient la France* (1) : ce qui intéresse nos deux historiens, c'est de comprendre comment, du fond de leur misère, des hommes ont pu concevoir les plans d'une société de justice et d'harmonie et comment ils ont tout sacrifié, jusqu'à leur vie, à ce rêve de bonheur universel.

La mode de la mort des idéologies aidant, il est de bon ton aujourd'hui de regarder, avec condescendance, ou avec le fin sourire qui autorise la contemplation d'objets pittoresques, la pensée et les mœurs de ces socialistes utopiques qui, de Saint-Simon à Fourier et de Pierre Leroux à Prosper Enfantin, ont imaginé de refaire le monde. On oublie simplement que la réalité qu'ils refusaient était abjecte, que leur grand rêve redonnait le goût de vivre et d'espérer à des millions d'hommes qui vivaient au fond de la nuit la plus effroyable et que le dix-neuvième siècle fut celui de la sauvagerie sociale la plus féroce qu'ait inventée l'humanité. D'un côté — les témoignages collectés par Barret et Gurgand l'illustrent jusqu'à l'insupportable — un peuple des villes et des campagnes crevant de faim, entassé dans des logements infects, abruti par d'interminables journées de travail, caché à l'âge le plus tendre ; de l'autre, une minorité de privilégiés, prosternée devant le veau d'or, tremblante de peur devant la menace de ces « classes dangereuses » qui la font vivre.

C'est pour sortir de cet enfer que s'ébauche et que prend forme et force une religion du bonheur, de la fraternité et de la justice. L'immense mérite du livre de Barret et Gurgand est de nous faire sentir, image par image, comment ce soulèvement imaginaire des cœurs et des esprits prend peu à peu réalité, comment

l'utopie de ce printemps d'un monde nouveau bouscule les frontières des petits cercles d'intellectuels et de réformateurs militants pour se répandre dans les faubourgs, dans les ateliers, dans les taudis puis, par les échoppes et les boutiques, aborder la rive des bourgeois philanthropes, des privilégiés éclairés, qui comprennent qu'on ne bâtit pas durablement sur la haine.

En mars, avril 1848, Louis-Philippe chassé, la II^e République proclamée, l'impossible paraît encore réalisable : contaminés par l'enthousiasme des idées nouvelles, les notables libéraux, à qui l'on a confié les rênes du pouvoir, découvrent la réalité épouvantable du monde du travail, abolissent l'esclavage, décrètent le droit au travail. Comme cela se passera encore, dans un contexte social radicalement différent, cent vingt ans plus tard, l'imagination gouverne, les pensées s'emballent et les passants s'embrassent.

L'espérance ne passera pas le temps des cerises. La logique sordide des calculs économiques aura raison, dans le sang, de cette magnétique poussée de rêve de l'espérance. La médiocrité reprend ses droits : en mitraillant le peuple de Paris, les dirigeants de la II^e République se livrent à leur propre suicide politique : Bonaparte le petit va bientôt pouvoir installer son clan d'affairistes. Le grand mythe d'une humanité reconciliée s'effondre. Mais son écho n'en finit pas de résonner.

PIERRE LEPAPE.

★ LE PRINTEMPS DE PARIS, de Pierre Barret et Jean-Noël Gurgand, Fayard-Hachette, 380 p., 98 F.

(1) Livre de poche.

Le bonheur et l'infortune de voyager



Edith Wharton vue par Bérénice Cleere.

(Suite de la page 11.)

En 1965, présentant les *Contes du Far-West* d'O. Henry, Blondin se remémorait le ravissement qu'il avait éprouvé lorsqu'il avait découvert cet autre Américain, durant son enfance (1). « La vie s'annonçait belle », car O. Henry démontrait qu'on pouvait devenir adulte sans quitter la fêrerie. Dans les années 20, « les USA portaient encore leur nom de jeune fille : l'Amérique. C'était une sorte de filleule, par les La Fayette, qui nous renvoyait de ses nouvelles sous forme d'oncles ». L'oncle O. Henry s'était éteint en 1910. Et Ernest Hemingway, le dernier oncle, s'était tiré un coup de fusil en 1961.

N'empêche : malgré les amis morts « de vieillesse ou de jeunesse », l'enfance de Blondin n'a jamais été assassinée. Son éducation l'avait doté d'une « fantaisie incurable », il a continué de regarder l'existence, avec ses mérites et ses désavantages, comme une fameuse plaisanterie. Il appartenait à cette cavalerie légère de la littérature française, qui se moque de l'émotion pour la faire mieux ressentir. Il le confirme, à chaque moment, dans *l'Ironie du sport*, et l'on s'échappe des mille trahisons, de l'agressivité et de la mélancolie, si bien déguisée, qui remplissent ces devoirs de vacances, où triomphe l'art de l'imprévisible.

Les écrivains donnent souvent le meilleur d'eux-mêmes quand ils évoquent les promesses de la route ou du stade. Pour le vérifier, il suffit de relire Jean Giraudoux, Roger Vailland, Roger Nimier, Louis Nucera ou la confrérie italienne Dino Buzzati. C'est qu'avec les champions les écrivains « parlent métier » : ils comparent les performances qu'ils ont réussies par le papier avec celles qu'ils s'accomplissent sur les pavés de Paris-Roubaix et sur la pelouse du Parc des Princes. Les professeurs — hélas ou tant mieux ! — ne comprendront jamais cela... Confon-

dant l'étude et la récréation, Antoine Blondin leur a prêté toujours une oreille négligente. Après ses Tours de France et ses Jeux olympiques, retournant (plein d'usage et de raison) vivre le reste de son âge qu'il Voltaire, il s'est aperçu, parfois, que c'était à Paris qu'il éprouvait maintenant « le sentiment de l'exil »...

Peut-être la romancière américaine Edith Wharton s'ennuyait-elle en compagnie de son riche mari bostonien, car l'Europe l'attirait fortement : elle regardait vers Paris. Dépaycée dans son propre pays, elle s'exila pour savoir si elle aurait encore, sous d'autres climats, l'impression de n'être pas chez soi. Elle habita rue de Varenne, mais elle eut le bon goût de ne pas désigner la province et de mourir (en 1937) à Saint-Brice-sous-Forêt, dans la Seine-et-Oise de jadis.

Qu'allait-elle chercher en Europe, au cours des années 1900 ? Cette « fièvre romaine », peut-être, qui est le titre d'une de ses nouvelles et du recueil que l'on vient de publier en français. On

appelait ainsi, au dix-neuvième siècle, la phrasie qu'attrapaient les voyageurs trop imprudents, qui se promenaient la nuit, dans la Ville éternelle. Puis la fièvre romaine a désigné les désarrois de l'amour entrevu. Mrs Wharton cherchait donc ces frémissements qu'inspirent à la fois la désobéissance et la passion, en s'échappant d'une société où le moindre tressaillement vous déconsidérerait, puisque c'était un crime contre la décence.

L'intolérable décence

Le sujet de cette nouvelle est justement l'intolérable décence. Deux vieilles amies américaines (deux veuves) conversent sur une terrasse romaine, et l'on s'aperçoit que la politesse de leurs relations — cette police des mœurs — veut seulement déguiser la rancune qu'elles nourrissent l'une envers l'autre.

Sous l'urbanité de leurs propos, les deux femmes ne dissimulent que du fiel et de l'apreté, mais il faut toujours feindre : c'est la

règle oppressante d'une existence sociale qui proscribit la vérité. Celle-ci, sans doute, est perçue comme une de ces calamités qui dérangent l'ordre du monde. Le mensonge apparaît aussi « nécessaire » que les vêtements, disait O. Henry, et, dans cette histoire, qui est un petit chef-d'œuvre de cruauté, Edith Wharton nous suggère qu'aucune nation n'égale l'Amérique pour la prohibition des sentiments. Dans le premier récit du recueil, la loi du silence régnait, sous le couvert d'une parfaite civilité, afin d'accroître la détresse d'une femme amoureuse. Son interlocutrice répondait par de féroces platitudes aux questions qu'elle n'osait formuler. Et tout cela était servi par le style tellement lisse de Mrs Wharton...

Fièvre romaine, tourments parisiens... Né en 1923 (quelques mois après Blondin), Stig Dagerman était le moins paisible et le plus anarchiste des écrivains suédois. A défaut de transformer son époque, il a changé de monde : le suicide se trouvait au bout du programme, en novembre 1954, deux jours après la Fête des morts. Entre-temps, Dagerman publia quelques livres, très enflammés, sur la difficulté d'être. Le plus court portait le titre le plus long : *Notre besoin de consolation est impossible à rassasier* (2). Pour se distraire, il écrivit une nouvelle où Dieu rendait visite à Newton. Cet éternel jeune homme entreprit aussi de voyager dans l'Allemagne de 1946 (3) et dans la France des années 1947-1948. Le reportage qu'il tira de son séjour à Paris est maintenant accessible dans notre langue, sous le titre : *Printemps français*. Dagerman voulait étudier notre climat, dont La Fontaine procure une excellente idée (selon Antoine Blondin). Mais le fabuliste national s'était absenté. L'insouciance était devenue un sentiment dénué. Le météo s'avérait désolant.

Le même Blondin, pour évoquer le beau temps des âmes, allait trouver, un soir, ces mots superbes : « Il régnait un grand soleil comme il arrive souvent quand on a beaucoup espéré ». Mais, à Paris, Stig Dagerman n'a vu que cette brume qui recouvre les visages fatigués par leurs illusions perdues. Les rêves de la Résistance avaient été trahis par les professionnels du compromis ou de la compromission, et les gens défavorisés, qui n'attendaient plus rien, n'avaient que « la préoccupation de survivre ». Leurs « opinions politiques », selon Dagerman, résultaient « de vagues souhaits, d'une peur aveugle et d'un fatalisme inspiré par le désespoir ».

Il quitta la France, « le cœur transi », avec la pensée que « le prix de la vie [était] en baisse ». Bientôt, il déciderait de se taire. C'est ainsi que les voyages démoralisent la jeunesse.

FRANÇOIS BOTT.

★ L'IRONIE DU SPORT, d'Antoine Blondin, préface de Jacques Laurent, éd. François Bourria, 450 p., 135 F. Signalez également le petit volume intitulé *Trains* : Blondin présente un choix de textes et d'images consacrés aux chemins de fer (éd. Fata Morgana) ; dans la même collection, les *Chats*, par Louis Nucera.

★ FIÈVRE ROMAINE, d'Edith Wharton, nouvelles traduites de l'anglais par Claire Malroux, Diane de Margerie, Anne Rolland, François-Xavier Janyard, Flammarion, 264 p., 95 F.

★ PRINTEMPS FRANÇAIS, de Stig Dagerman, traduit du suédois par Philippe Bouquet, Ed. Ludd (84, rue Botzaris, Paris 75019), 80 p., 70 F.

(1) Stuck a réédité récemment les *Contes du Far-West*, d'O. Henry, avec la préface d'Antoine Blondin. En outre, Clancier-Guénaut va publier les œuvres complètes d'O. Henry. Un premier volume est déjà sorti : *Souliers, batteurs et président* ; traduction de Michèle Valencia, 302 p., 95 F.

(2) Actes Sud.

(3) Dagerman a décrit l'Allemagne de la défaite dans *Automne allemand* (Actes Sud).

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

Pourquoi faut-il que nous soyons justement cela ?

(Suite de la page 11.)

D'OU sont venus à l'écrivain son sens personnel de l'humour, sa perception particulière des lézards de la vie sociale et intime ? De quelles données de nature, de quels accidents ? « Pourquoi faut-il que nous soyons justement cela ? », comme il est dit dans le discours sur Verga. C'est l'intérêt des biographies d'artistes de livrer, idéalement, la genèse d'un don en soi si mal explicable.

Et d'abord, comment se sont constitués le pessimisme de Pirandello, sa déraison, son sens de l'absurde ? Il semble qu'un « certain esprit ancestral », selon l'expression de Proust, ait préexisté aux constats de la vie. C'est par une obéissance à la tradition sicilienne du péché et de la malédiction que va s'expliquer son comportement soumis, face aux crises domestiques. En tête des autres déterminations : un père « énorme », à qui le petit Luigi ose à peine poser des questions, et dont la volonté indiscutable inspirera bien des personnages, à commencer par celui de Matthias Pascal. L'art de voir la faille en tout, un fonctionnalisme simpliste pourrait l'imputer au léger surabondance de l'auteur. Et que dire du fait que Pirandello naît à Agrigente, dans le quartier dit Le Chaos ?

Plus convaincants sont les événements mêmes de l'existence. Le biographe Nardelli, qui Proust suit avec circonspection, raconte que, au cours d'un spectacle de collège, un ami de classe s'amusa à uriner depuis les cintres : on a beau se méfier des anecdotes trop éloquentes, comment ne pas voir dans cette intrusion comique de la réalité sur scène l'origine du « théâtre dans le théâtre » chez l'auteur de *Ce soir on improvise* ?

Le mariage de Pirandello ne se comprend que par sa soumission naturelle aux usages du clan. L'union est arrangée par les familles, en 1894. Luigi essaiera en vain d'y glisser de la passion après coup. Tout les sépare. Il est anticonformiste ; Nietta est confite en dévotions. Il brûle d'analyser leurs états ; elle refuse de tracer une seule phrase, en réponse à ses lettres. Leur existence commune ne sera qu'une suite de ruptures et de réconciliations, sur le mode méridional, c'est-à-dire déjà théâtral. La jalousie de l'épouse tourne à la pathologie. Il arrive que Pirandello surprenne Nietta, la nuit, en train d'épier son sommeil, des ciseaux en main, ou une aiguille à chapeau. (On retrouvera cette vision dans *Un jour se lève*.)

Au nombre des scènes « déclenchantes », comment ne pas citer, fût-il invérifiable, le fait que Luigi adolescent a découvert en même temps, à la morgue d'Agrigente, son premier cadavre et des amants cachés là pour s'accoupler ? (Mort et sexe seront associés dans *Dessus et dessous*, *Circulez*, *Première nuit*, *L'Exclue*, *Tour de rôle* et *Un cheval dans la lune*.)

Il faut se garder de la tentation d'attribuer à des circonstances vécues toutes les trouvailles de l'imagination ou les démarches de la pensée. Sinon, pourquoi ne pas relier au tremblement de terre de Messine, qui fit huit mille morts en 1908, la conviction pirandellienne que toutes les vies normales s'écroulent et que les nouvelles tardent à s'établir ? En réalité, Pirandello n'a cassé et ne cessera de ressentir la vie comme intrinsèquement mauvaise, privée de sens, et injustifiable, y compris par l'art.

Ce nihilisme, on a envie de se dire qu'il fut la cause profonde de l'adhésion de Pirandello au fascisme. Ce serait la circonstance atténuante d'un engagement dont la netteté, dès 1924, jette de l'ombre sur l'artiste. Il n'est jamais réjouissant de lire sous la plume d'un créateur, même immense, surtout immense, une déclaration d'allégeance personnelle comme celle que le futur Nobel adresse à ce fantôme de Mussolini !

Mais n'allons pas rouvrir une nouvelle affaire Heidegger ! Un certain conformisme aura mené Pirandello, non le fanatisme. Il n'est pas rare que les intellectuels les plus singuliers penchent pour les manières expéditives, en politique, et s'ennrent dans la « piétaille », comme y insiste Pirandello (*gregario*). Voilà ce que c'est de vouloir trop épouser son temps !

S'abstraire de son époque peut être bien plus fécond. Témoins les rapports du dramaturge avec la psychanalyse. S'il avait cherché à élucider la psychopathologie qui l'obsédait à la lumière du freudisme, contemporain de son œuvre, sans doute celle-ci n'aurait-elle pas eu la force que lui a conférée une certaine ignorance.

Cette remarque fait partie des réflexions morcelées et toujours frappantes que Sciascia a réunies dans son *Pirandello de A à Z* (traduction de Maurice Darmon). Entre Siciliens — ces Siciliens dont il dit qu'ils ont quelque chose de « l'insouciance hardie des Grecs », — Sciascia perce le mystère Pirandello et y rétablit la part du hasard, de l'imprévisible. « D'avoir évité l'heure de Freud a été un beau coup de chance », écrit-il.

Un proverbe sicilien ne dit-il pas : « *Cu scanza ura scanza piculu* » ? « Qui évite l'heure, évite le péril. »

★ NOUVELLES POUR UNE ANNÉE, tome IV, de Pirandello, Gallimard, 318 p., 120 F.

★ L'HUMOUR ET AUTRES ESSAIS, de Pirandello, éd. Michel de Maule, 220 p., 134 F.

★ PIRANDELLO, LE SICILIEN PLANÉTAIRE, de Georges Pirois, Denoël, 362 F., 148 F.

★ PIRANDELLO DE A à Z, de Leonardo Sciascia, Nadeau éd., 86 p., 66 F.

● D'AUTRES MONDES - La chronique de Nicole Zand

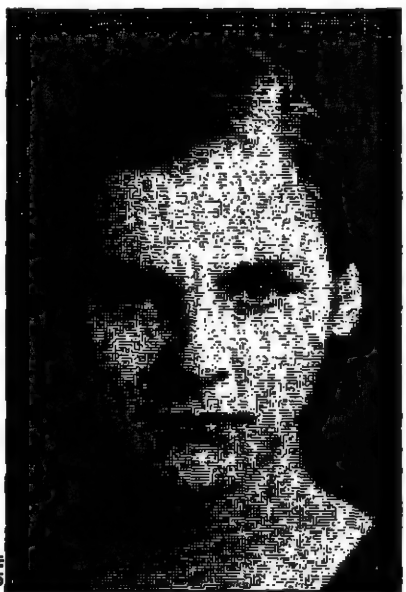
Mary et Mavis, deux Parisiennes d'Amérique

★ LE ROMAN ET LES IDÉES ET AUTRES ESSAIS, de Mary McCarthy, traduit de l'anglais par Angèle Lévi, Fayard, 273 p., 115 F.

★ L'OASIS ET AUTRES RÉCITS, de Mary McCarthy, traduit de l'anglais par Michèle Hechter, Fayard, 238 p., 95 F.

★ RUE DE LILLE, de Mavis Gallant, traduit de l'anglais par Pierre-Edmond Robert, Éditions Tierce-Deuxième, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris, 240 p., 90 F.

★ CHRONIQUES DE MAI 68, de Mavis Gallant, traduit de l'anglais par Françoise Barret-Ducrocq, Éditions Tierce-Deuxième, 150 p., 65 F.



Mary McCarthy à Vassar College en 1932.

PARIS n'est plus une fête... Les artistes, écrivains et milliardaires américains qui avaient pris l'habitude de s'y établir ne font plus que s'y arrêter. La baisse du dollar, la peur du terrorisme, l'absence pour d'autres aires géographiques, la dissolution de l'École de Paris, ont eu raison de ces immigrés estimés et parfois fortunés, de ces expatriés par inclination que nous avons, avec retard, revendiqués. A la librairie Village Voies, 6, rue Princesse, dans le sixième arrondissement, un rendez-vous des Américains de Paris qui lisent, on note une baisse très nette de la clientèle de résidents. Janet Flanner (du New Yorker) et James Jones sont morts. La Paris Review s'est depuis longtemps rapatriée à New-York.

Pourtant Paris reste un refuge et ce n'est pas un hasard si les étrangers y savent le plaisir d'y vivre incognito, si un Jorge Amado s'y cache pour écrire plus tranquillement qu'à Bahia, si Wim Wenders se niche près du Moulin de la Galette. Un refuge si protégé qu'on y prête moins d'attention aux résidents qu'aux personnes de passage et que ceux qui vont aux quatre coins de la planète pour rencontrer des écrivains les oublient le plus souvent lorsqu'ils se trouvent à quelques stations de métro.

Ainsi deux romancières et essayistes « parisiennes », considérées en Amérique comme d'importants auteurs contemporains de langue anglaise, la Canadienne Mavis Gallant et l'Américaine Mary McCarthy, qui l'une comme l'autre vivent depuis plus d'un quart de siècle dans le sixième et septième arrondissements, et ne se sont vues qu'une fois ! Chacune d'elles vient de publier en français deux livres déjà parus à New-York.

MARY MCCARTHY s'est fixée en France en 1962 (1). C'est là qu'elle a épousé son qua-

trème mari, Jim West, qui venait d'être nommé à Paris. « A la suite du huitième arrondissement, précise-t-elle. Nous nous sommes rencontrés à Varsovie ; il était à notre ambassade, chargé de mon voyage. J'avais été envoyée comme conférencière par le département d'Etat, en même temps que Saul Bellow. » Son appartement de la rue de Rennes est vite devenu le point de rencontre des plus importants intellectuels étrangers de l'Est et de l'Ouest, qui, lorsqu'ils passent par Paris, ne manquent pas de lui rendre visite. Non seulement des Américains, des Français, des Anglais, mais aussi des Hollandais comme Cees Nootboom, des Polonais comme Czesław Miłosz, des Latino-Américains comme Carlos Fuentes, des Grecs comme Vassilios, des Espagnols, des Italiens, des Hongrois. Paradoxalement, les Français recherchent moins que les étrangers du monde entier ce salon littéraire jamais guindé, autour d'une hôtesse brillante, spirituelle et curieuse de tout. Un carrefour d'idées et d'amitiés.

En vivant à Paris, tout en partageant son temps avec l'Amérique entre ses cours à Bart College et sa maison du Maine, Mary McCarthy ne se considère ni comme une exilée ni comme une expatriée. Dans le Roman et les idées et autres essais, un texte de 1972 intitulé « Guide des exilés, expatriés et émigrés de l'intérieur » précise avec beaucoup de justesse le sens de ces notions qui sont trop souvent le pont-aux-ânes des belles âmes : « Ce qui constitue la singularité des exilés, note-t-elle, c'est leur refus de s'immiscer ailleurs. Même lorsqu'ils ont les moyens de s'acheter une petite maison ou de louer un appartement, ils préfèrent les solutions transitoires - garnis ou chambres d'hôtel - comme Nabokov au Palais de Montreux. Quand un exilé achète une maison ou loue un appartement, c'est signe qu'il a cessé d'être un exilé. (...) L'expatrié est presque l'inverse de l'exilé. Son principal objectif est de ne jamais rentrer dans sa patrie ou, à défaut, le plus tard possible. Son départ a été pleinement volontaire. » Parmi les expatriés du passé, elle évoque Hemingway, Scott Fitzgerald, Henry Miller, Djuna Barnes, Edith Wharton, James Joyce, le « prosaïste volontaire », etc. Elle se montre virulente à l'égard d'Ada ou l'ardeur, de Nabokov, qu'elle qualifie d'« échec, de coup d'Etat manqué ». Ce Vladimir Nabokov qu'elle avait connu dès son arrivée en Amérique en 1940 (« Il était charmant, excentrique, mais assez difficile en même temps »), alors qu'elle était la femme d'Edmund Wilson (2), l'ami fidèle jusqu'à la rupture publique et contrainte des deux hommes en 1965, à la suite de la violente critique par Wilson des quatre volumes de l'édition annotée par Nabokov de l'Eugène Onéguine de Pouchkine. Elle adresse un adieu à son amie Hannah Arendt, salut Calvin (« le sorcier »), traite de Stendhal, Balzac, Tolstoï, James, et du roman du dix-neuvième siècle, « à ce point porteur d'idées que la pensée explicite y formait un ingrédient aussi prévisible que le levain dans le pain ».



Mavis Gallant en 1940.

EST la vivacité de l'intelligence, l'humour iconoclaste, la vision toujours politique qui frappent chez cette femme de cinquante-cinq ans, l'ancienne étudiante de Vassar, dont le regard bleu qui rit est resté si jeune et qui s'est toujours voulu un témoin engagé, un grand reporter de son temps. Engagée aussi bien dans ses articles que dans ses romans, dans le Groupe (1963), qui l'a rendue mondialement célèbre, que dans le Rapport sur le procès du capitaine Medina (1972). Infatigable : membre du comité américain de défense de Trotski en 1937, anti-macarthyste de choc, envoyée spéciale à Hanoi, au Vietnams ou à Téhéran avec une commission de libéraux pour libérer des otages (Carnegie et Missionnaires, 1981). Socialiste toujours (« Evidemment, je suis pour Mitterrand, mais, en Amérique, je suis plutôt de l'avis de Norman Mailer, qui était pour Jesse Jackson parce que cela aurait pu un peu changer notre image de nous-mêmes s'il avait été le candidat démocra-

te »). Dans ses nouvelles des années de la guerre froide, elle fait preuve de sa causticité habituelle, s'attaquant dans la plus longue, une fable philosophique intitulée L'Oasis - écrite en 1949, - à ses amis intellectuels de gauche de la Paris Review, « insatisfaits, malheureux, calomniés, incompris », revenus à la nature pour fonder Utopia, une commune pacifiste, modèle de toutes les communautés de ce type. On retrouve dans le Jugement dernier le même sourire qui mord pour montrer le désarroi d'autres intellectuels de gauche, habitués d'un charmant port de pêcheurs italiens soudain envahi par les « congés payés ».

UTRE style, autre humour, d'une autre étonnante observatrice de la société qui l'entoure. Paris va découvrir Mavis Gallant (prononcez Meh-via). Une inconnue, auteur de douze volumes - théâtre, romans, essais, - principalement des nouvelles, collaboratrice régulière du New Yorker depuis... trente ans, et dont deux livres paraissent chez un petit éditeur (courageux), alors que d'autres titres sont en traduction, notamment chez Fayard (3). Québécoise de langue anglaise née à Montréal en 1922, parfaitement bilingue mais n'écrivant qu'en anglais, elle a choisi de s'expatrier et, depuis 1950, vit et écrit à Paris. En ermite. Ignorée, ignorée même au Canada jusqu'à ce qu'elle y reçoive quelques médailles en... 1981.

Les deux livres qui paraissent sont les derniers qu'elle a publiés : ses Chroniques de mai 68 - du 3 mai au 4 juin - parues en septembre 1988 dans le New Yorker traduisant à la fois une certaine irritation à l'égard du narcissisme des jeunes et l'admiration de leur courage face aux charges de la police... L'autre, intitulé Rue de Lille (en anglais « Overhead in a Balloon »), une série de douze nouvelles « parisiennes », donne un échantillon révélateur de l'art de cet auteur, de son extrême subtilité et de l'humour avec lequel elle considère situations et personnages. Cette expatriée regarde la France, qu'elle connaît admirablement, avec les yeux de quelqu'un de culture anglaise : deux regards qui créent une troisième dimension où tout est légèrement décalé, plein de jeux de mots, de jeux de miroirs, de métaphores et de chausse-trappes.

Elle ne cesse d'exciter la curiosité du lecteur grâce à un style imagé d'une surprenante concision et qui a dû être un véritable casse-tête pour le traducteur. C'est l'honneur de l'homme qui ne s'est jamais remis de la perte de l'Algérie mais qui n'a pu oublier un prisonnier algérien torturé à mort : « Simone, depuis, avait souvent demandé à Roger pourquoi il avait essayé de l'étrangler avec quelque chose qui s'appliquait si peu à leur avenir » (Luc et son père) ; ou bien celle de la vieille Hongroise rescapée d'Auschwitz qui n'arrive plus à mourir (Lena) ; ou encore, un marchand de tableaux marron spécialiste du mouvement « Paris et son influence sur l'école de Tiran, 1931-32 » (il) aux prises avec une veuve de peintre (l'Idée de Speck) ; ou encore les aventures de Grippes, un écrivain laborieux, mais célèbre à Paris, aux prises avec la composition d'une anthologie, l'hommage néo-romantique à une riche mécène américaine, l'épluchage des comptes avec son percepteur. Ça, c'est Paris !

Allez-y voir. Un véritable auteur de nouvelles, cela ne se rate pas.

(1) Une biographie de Mary McCarthy par Carol Goodman vient de paraître aux Etats-Unis (St-Martin Press, 34 dollars).

(2) Voir la Correspondance Nabokov-Wilson 1940-1971 (Rivages, 1988).

(3) Voir « Le Monde des livres » du 13 novembre 1987.

★ VIENT DE PARAÎTRE : Version originale de Pierre-Edmond Robert. Par le traducteur de Rue de Lille, également auteur de la seule biographie d'Eugène Ionesco. Trois nouvelles qui sont un voyage à travers les Etats-Unis. En v.a., c'est-à-dire avec le regard d'un Français (Le Dilettante, 76 p.).

★ Mavis Gallant participera à une lecture-signature mardi 17 mai à 19 heures à la librairie Village Voies.

Les nombreux visages de Tchicaya U Tam'si

Après la mort de l'écrivain congolais, retour sur l'œuvre multiple de ce grand poète francophone : le rire, la magie, le lyrisme.

TRADUITE sur divers continents, en espagnol, en anglais, en grec, en allemand, en hongrois, etc., la poésie de Tchicaya reste cependant à découvrir pour une grande part. Vivant, il dérangeait le lecteur occidental, la diaspora noire, les responsables du tiers-monde. La paix se fera-t-elle autour de sa mémoire ? Trouvera-t-il le large public auquel il aspirait, qu'il tenait si anxieusement à toucher ?

L'œuvre interrompue le 22 avril dernier (le Monde du 23 avril) n'aura pas le caractère inachevé que l'on aurait pu craindre, grâce à son immense richesse. Commencée dès les années 50, durant une adolescence rimbaldienne, développée

après les indépendances, plusieurs fois renouvelée, elle se déploie sur trois décennies.

Les premiers vers sont repris dans le Mauvais Sang. Feu de brousse, A triche-cœur (1). Poésie forte et déroutante que celle d'U Tam'si, si proche et si éloignée à la fois de la poésie nègre, celle de Senghor, auquel il répond et qui préface Epitomé (primé au Festival de Dakar en 1966), celle de Césaire, avec lequel il dialogue dans les Signes du mauvais sang ; elle n'a rien perdu, depuis 1955, de son caractère provocant, à la fois âpre et délicat.

Les rapports avec l'Afrique-mère demeurent conflictuels, celle-ci étant appelée et rejetée

dans un dilemme déchirant. Les drames de la décolonisation, l'engagement personnel du poète-journaliste dans les événements de Kinshasa en 1960, le martyre de Lumumba, marquent Au sommaire d'une passion et le Ventre. Les textes de 1970 et de 1976 témoignent d'un repli sur la vie intérieure, mais ils n'ignorent pas l'actualité pour autant, et s'adressent aux pouvoirs en place.

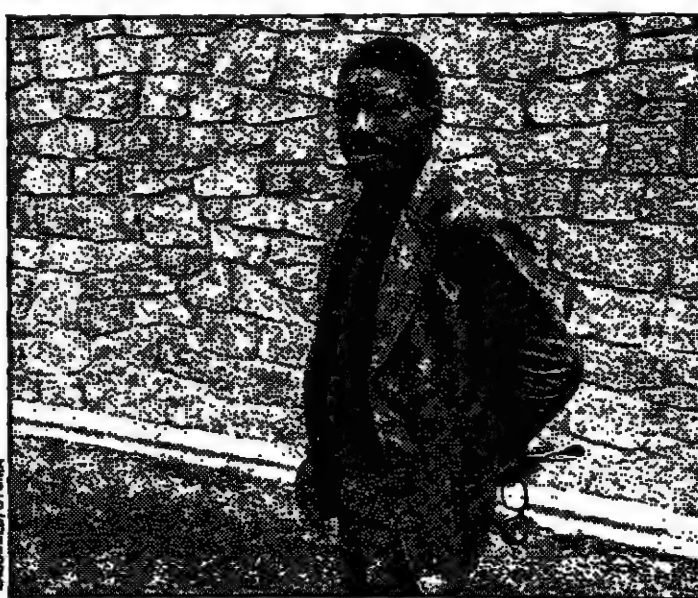
Tchicaya transgresse tous les tabous, ceux d'Afrique et d'Europe, sexuels et religieux, ne rit des conventions littéraires dans une œuvre émanée de la rigueur syntaxique, des réticences et des pudeurs lexicales. Sa poésie, prétendue à tort hermétique, exige une initiation, un silence intérieur. Dououreuse et violente, elle sait être aussi d'une exquise délicatesse. Poésie agressive, mais d'une grande générosité.

Ainsi, la Main sèche (2) est-elle offerte aux amis, car elle « guérira au contact de leurs mains que je sais si fraternelles ».

Sur le ton de la farce

La conversion au théâtre marque les années 70, avec le Zulu, créé au Festival d'Avignon, en 1976, reprise d'émissions réalisées pour l'OCORA en 1962. Le héros sud-africain, symbole du combat légitime, devient ironiquement l'incarnation des nouveaux pouvoirs sur le ton de la farce grotesque et de la dérision. Le Destin glorieux du maréchal Ntikon Ntiku, prince qu'on sort (3) poursuit une remise en question sans complaisance, malgré les « chants-pauses » d'un lyrisme au son très pur.

A partir de 1980, l'écrivain développe le geste en prose com-



Tchicaya U Tam'si : Il transgressait tous les tabous.

nouvelles publiées simultanément : Rénouance, le Fou rire, ou Elenga qui viola aussi le prophète. La langue du poète et les dons du conteur se fondent dans un discours où s'allient l'acquis ancestral, l'imprégnation biblique, l'humour et les élans du visionnaire. La Main sèche, en 1980, inaugure encore une manière différente - écrite rapidement et dans la joie -, nous confie l'auteur, d'une écriture neuve, libérée, métaphorique toujours.

Ainsi déployée, multiple, jamais univoque ni sectaire, l'œuvre de Tchicaya échappe à toutes les tentatives de classement.

ARLETTE CHEMAIN, maître de conférences à la Faculté des lettres de Lille.

- (1) Ed. de L'Harmattan.
- (2) La Font.
- (3) Présence africaine.
- (4) Albin Michel.
- (5) Seghers.

L'OEIL VIVANT
PATRICK ROEGERS
52 critiques parues dans
Le Monde

Dix huit mois d'actualité photographique, à lire et à voir dans un numéro exceptionnel des Cahiers de la Photographie, largement illustré (160 pages).

En vente en librairies ou envoyez un chèque de 150 Frs à l'ordre de l'A.C.C.P. 32, rue Saint-Marc 75002 Paris.

— LA VIE DU LIVRE —

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Dans le stock, on par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
45-20-87-12

La librairie **EPICRAMME** et les éditions **DENOËL** ont le plaisir de vous inviter à rencontrer **Marc-Edmond NAB** qui dédicacera « Le Bonheur » et ses autres ouvrages

le mardi 17 mai 1988, de 18 h 30 à 20 h

Librairie **EPICRAMME**
26, rue Saint-Antoine, 75004 Paris
Tél. : 42-72-61-76

Culture

CANNES 88

Hors compétition : « le Grand Bleu », de Luc Besson

Ouverture

A 15 h 13 exactement, mercredi 11 mai, une Marseillaise d'une fraîcheur martiale, exécutée de bon cœur par la fanfare locale, retentit sur la quai de la gare de Cannes. En cette période où la France est en gros plan, cela sonnait presque symbolique et important.

Malgré les arceaux de fleurs artificielles, les majorettes appliquées, la modeste faveur tricolore qui pendait au flanc d'un wagon de TGV baptisé « Ville des Cannes ». Il s'agissait d'accueillir un convoi de festivités privilégiées avant de Paris pour l'ouverture du 41^e Festival, et d'inaugurer par la même occasion de nouvelles escaliers mécaniques.

Dehors, c'est la cohue d'antan, la cohue bienveillante et d'avance émerveillée, attendant sans trop y croire sa ration de stars. La bousculade est sévère. La foule a envahi le quai, les majorettes titubent sous le choc, un orchestre farnet rappelle à travers les haut-parleurs que « la filiation du cinéma et du chemin de fer est universellement connue ». Régine fait plusieurs passages, moins pour se faire remarquer que parce que, comme tout le monde, elle a perdu ses bagages. Ivry Gélis, prudent, s'est accoudé à son étui à violon. « Et celui-là, qui c'est ? », dit la foule.

Quelques heures plus tard, cette foule est encore là, massée devant le Palais. Il pleut un peu. Daniel Toscani du Plantier, le patron d'Érato, qui, décidément, ne peut jamais se contenter de ce qu'il est, même lorsqu'il a du succès, joue les amoureux en compagnie de la scénariste Danielle Thompson, qui reconnaît davantage de gens que lui. Lorsqu'on lui demande pourquoi il a accepté cette tâche périlleuse, il répond que ça n'est évidemment pas pour dire, du haut d'un escalier : « Et voilà M. Edouard ».

Barclay et sa nouvelle ravissante épouse. Mais pour rester entre soi, entre gens de cinéma, il ajoute, et on l'avait compris, qu'il « préfère un homme de cinéma maladroît à un homme de télévision averti ».

Belle soirée, mise en joie par un hors-d'œuvre exquis, un bon vieux dessin animé de Tex Avery. Quelques jeunes comédiens bien habillés, symbolisant l'avenir, montent sur scène avec sérieux. « Je suis votre papa », leur dit Jean-Claude Brialy. Puis le jury, présidé par Ettore Scola, se présente. Avec, en son sein, deux dames si jolies. Elena Sofonova, la sublime dame au petit chien des Yeux noirs, et Nastassja Kinski, qui a accepté avec panache de pallier la défection d'Isabella Rossellini, retenue aux États-Unis par le tournage soudain d'un remake de Cousin Cousine, mis en scène par un certain M. Shumacher.

L'équipe du Grand Bleu, le film d'ouverture de Luc Besson présenté hors compétition, s'est mise en uniforme de circonstance, habits bleus comme la mer, bleus comme l'espoir. Sauf Rosanna Arquette, bien sûr, qui a opté pour une tenue champêtre, vichy à carreaux et chapeau de paille. A la fin, tout le monde se dit tris purifié. On se dit déjà que le Grand Bleu dans un genre, entre la fable, la parabole, l'aventure, la comédie, le drame. Peut-être s'agit-il aussi d'une tentative d'aveu, d'exorcisme.

En ouverture, le film très attendu et jusqu'ici invisible de Luc Besson. Très beau, inclassable et déconcertant, le Grand Bleu se penche autant sur l'amour des dauphins que sur le vertige intérieur de son plongeur métaphysique.

Voici donc levé le mystère du Grand Bleu, de Luc Besson, présenté mercredi 11 mai en ouverture du quarante et unième Festival de Cannes, en même temps qu'il sortait sur deux cent quarante écrans dans toute la France, dont vingt-cinq à Paris. Une partie du mystère en tout cas. L'intérêt de ce film ambitieux, sur lequel la Gaumont a beaucoup mis, ne tient pas à la seule intrigue ni à la beauté des prises de vue.

Il est difficile, du reste, de classer le Grand Bleu dans un genre, entre la fable, la parabole, l'aventure, la comédie, le drame. Peut-être s'agit-il aussi d'une tentative d'aveu, d'exorcisme. Tout commence en 1965, en noir et blanc, dans une île grecque où des gamins plongent sous l'eau ramasser tout ce qui brille. Deux petits garçons, un Français, Jacques Mayol, dont le père pêche des éponges, et un Sicilien, Enzo, qui parle comme un futur parain, sont amis et déjà rivaux. Un jour, le père de Jacques se noie dans son saphandre rustique et l'enfant bouleversé n'en tient pas rancune à la mer, au contraire, il n'y a que là où il respire.

Vingt ans passent. A Taormina, Enzo (Jean Reno), maléfissime, mange des spaghetti et plonge toujours. Un jour, il dit à son frère et lieutenant : « Retrouve-moi le petit Français ». Où est-il, au fait ? Au Péron — on a les moyens, — en train de plonger sous la glace d'un lac gelé à 4 500 mètres d'altitude. Débarque une ravissante étourdie,

La tentation de l'abîme



Rosanna Arquette sur le bord de la piscine du Majestic

par le train des Indes, légère et court vêtue. C'est Johanna (Rosanna Arquette), agent d'une compagnie d'assurance new-yorkaise, qui tombe amoureux sur-le-champ de Jacques devenu grand (Jean-Marc Barr) et demeure petit dans l'âme avec son silence, son incapacité à poser des questions, son regard mystique un peu frappé. Elle lui offre un café, minuscule un peu. Plus tard, elle saura se faire envoyer à Taormina quand elle saura que Jacques s'y est rendu, invité par Enzo au championnat mondial de plongée sans bouteille (Enzo est le champion de l'année en titre). Taormina est superbe, les portiers d'hôtels arrogants, les Siciliens rousés et machos, les mammas sont en noir et les spaghetti aux fruits de mer. Les deux copains d'enfance boivent du champagne au fond d'une piscine et plongent. Beaucoup. Johanna papillonne tant qu'elle peut autour de Jacques qui ne s'ennuie pas. Au dauphin déprimé de l'aquarium local, à tel point qu'Enzo lui fait remarquer que, du côté des filles, il n'a pas l'air décaliné. Pour Jacques, selon la vision panoramique que Besson nous

en donne, avec musique post-punk-floydienne à l'appui, la plongée dans le grand bleu est une exesse, une fusion mystique dont il n'est jamais saturé, contrairement au Dolby qui fait vite le plein, et les filles, doux Jésus, il ne voit pas trop.

Quand même, après avoir battu le record à 108 mètres sous la surface, il se décide à honorer Johanna, ce que toute personne sensée mise en présence de Rosanna Arquette aurait tenté à la première minute. N'en disons pas davantage. Il y aura beaucoup d'événements, de surprises et d'autres plongées dont le sel s'échouera avant d'être amer.

On ne parlera pas d'une psychologie des profondeurs. Une lecture superficielle et bienveillante de l'histoire développée y révélerait un grand nombre de naïvetés. Johanna attend un bébé et crie qu'elle veut un chien, une voiture, un chat, vivre avec Jacques. Il répond en jouant avec les dauphins. Ce n'est, au passage, pas tant un film sur les dauphins que le portrait d'un homme qui se rend pour un dauphin (il a d'ailleurs des hallucinations splendides et le film est plastiquement magnifique, puissant, habile sans coquetteries). Une autre lecture s'interrogerait sur la passion de l'enfouir chez Besson (après le métro de Subway, ici la claustrophobie dans l'océan; même libérateur, il est bien mortel), le jeu de la compétition entre hommes (c'est moi le plus profond, non c'est moi, etc.), la symbolique du gros poisson gentil, la peur des femmes et le refuge suicidaire dans l'océan minéral où, paraît-il, on recroisre Dieu. Il est probable que le public verra les deux trames à son humeur et selon son goût, peut-être ensemble, pourquoi pas, et sera surtout sensible à la force du spectacle. On peut néanmoins rester perplexes sur la démarche de Besson, qui veut faire du grand cinéma, « mondial », à la Spielberg, sans avoir la nécessaire, candide assurance de ce dernier, ni sa façon rusée de faire de nous des enfants.

MICHEL BRAUDEAU.

3^e Grand Prix de la photographie de cinéma

Les stars selon Voinquel

Inaccessibles et magnifiés, comme perdus dans leur rêve, des vedettes saisies par un archiviste du septième art.

Raymond Voinquel est un autodidacte qui s'est formé en visitant le Louvre. Esthétiquement proche des Américains George Platt-Lynes et Imogen Cunningham, photographe de mode pour Vogue et Harper's Bazaar, il a voué sa vie au cinéma, qu'il « photographie » depuis 1930.

De Cocteau à Abel Gance, Max Ophüls, Marcel L'Herbier ou Billy Wilder dont il fut épisodiquement directeur de la photographie, il a vécu la lente évolution du métier d'opérateur de plateau vers celui de portraitiste. Cocréateur du studio d'Harcourt, qui recrutait ses membres parmi les photographes de plateau, il y fut l'un des rares à pouvoir signer ses clichés. Les centaines de portraits de célébrités ainsi réalisés sur commande aspirent presque tous à faire du visage un « objet romanesque ».

Équivoque et grave, d'une irrégulière beauté, presque intemporel, le masque de l'acteur est visiblement retouché. Les yeux sont particulièrement mis en valeur. La photographie de ces épreuves hors du commun est posée par l'artificialité de l'éclairage qui dilue les contours.

Jouant dans le film que le photographe invente pour elle seule, à l'image d'Arietty en 1939 ou de Jeanne Aubert, au profil relégué de face dans un miroir (1931), la vedette interprète moins un sentiment qu'une projection idéalisée d'elle-même. Œuvrant en studio, sans action ni décor, Voinquel célèbre un monde magique, inaccessible et capricieux, où l'image est sa propre mystification.



Danielle Darrieux

A l'opposé des instantanés déstabilisants d'aujourd'hui, ses mises en scène sont conçues hors film, pour faire rêver. Même s'il a collaboré à près de cent soixante films — de l'Armée des ombres à Austerlitz — c'est en portraitiste indépendant et solitaire que Raymond Voinquel a archivé les visages du septième art. Comme Roger Corbeau et Sam Levin, il fait partie de cette corporation d'artisans anonymes et injustement méconnus auquel le Festival, depuis deux ans, rend hommage. Mais ce n'est qu'un début. En novembre

sortira chez Nathan un album qui recense l'ensemble de son travail, notamment pour le théâtre. On y découvre aussi ses étonnantes et hardies nus masculins, datés de 1944.

PATRICK ROEGERS.

★ Hommage à Raymond Voinquel, 70 photographies, dans le cadre du 41^e festival de Cannes, organisé par Kodak-Leica & Studio Magazine, jusqu'au 13 mai.

★ Le 16 mai, lors d'une soirée officielle, aura lieu la remise des prix du meilleur portrait, de la meilleure photographie de reportage et de plateau.

COMMUNICATION

Sur la 5

M. Hersant déprogramme la série « Génération » consacrée aux événements de mai 68

M. Robert Hersant, PDG de la 5, a décidé de déprogrammer la série documentaire consacrée aux événements de mai 68 — « Génération », — dont la diffusion devait commencer le 15 mai. Une décision soudaine qu'un communiqué justifie par « l'abondance des sujets d'actualité traités et à traiter par la 5 pendant le mois de mai ».

Suffirent mai 68... Serait-il donc capable, vingt ans après son élection, de provoquer passions et polémiques, de réveiller des rivières, d'embraser des esprits ou de diviser les Français, au point de faire craindre le pire à un patron de télévision ? La décision prise le lundi 9 mai par M. Robert Hersant, a stupéfié les programmeurs de la 5 et provoqué un vif émoi parmi le personnel, y compris les journalistes. D'embraser des esprits ou de diviser les Français, au point de faire craindre le pire à un patron de télévision ? La décision prise le lundi 9 mai par M. Robert Hersant, a stupéfié les programmeurs de la 5 et provoqué un vif émoi parmi le personnel, y compris les journalistes. D'embraser des esprits ou de diviser les Français, au point de faire craindre le pire à un patron de télévision ? La décision prise le lundi 9 mai par M. Robert Hersant, a stupéfié les programmeurs de la 5 et provoqué un vif émoi parmi le personnel, y compris les journalistes.

frances et qui a été réalisé en coproduction avec l'INA et KUTV Production et a bénéficié de l'aide du compte de soutien. Un programme exceptionnel, en fonction duquel M. Carlo Freccero, directeur des programmes de la 5, avait organisé une programmation axée ce mois-ci sur les thèmes de la jeunesse et des années 60.

Convoqué mardi 10 mai par M. Philippe Ramond, c'est de la bouche du directeur délégué de la 5 que M. Freccero a appris la décision, laquelle lui était confirmée et expliquée quelques heures plus tard par le PDG de la chaîne, M. Hersant. « C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par la 5 — est repoussée sine die. Autant dire enterrée. » C'est invraisemblable, dit-il, de ne pas avoir pas dans la ligne éditoriale de la 5, basée surtout sur les fictions américaines. Les événements de mai 68 ont créé d'autre part un traumatisme important dans la société française, laquelle, pense le patron de la 5, n'a pas oublié l'importance de l'actualité politique, d'événements susceptibles de tendre davantage le climat. Bref, la diffusion de l'émission — seule série française produite par

Culture

MUSIQUES

Ouverture du Mai de Bordeaux

Dans les vignes du seigneur

Chaque année, le Mai de Bordeaux donne le signal des festivals d'été, ceux qui débordent des salles de concerts dans les champs et dans les bois.

Le Mai de Bordeaux court volontiers la campagne : après le Quatuor Meios samedi à la Brède, il nous met l'eau à la bouche (bien que l'expression soit passablement injurieuse dans ce haut lieu vinicole) en nous promettant certains Solisti Veneti et Claudio Scimone au château d'Yquem qui excitent nos papilles gustatives, pour vendredi, non moins que la venue de Katia Ricciarelli, samedi, avec Alain Lombard, dont on attend moult et merveilles pour la première fois à la tête de son nouvel Orchestre de Bordeaux-Aquitaine. Festins de musique également dimanche au château d'Issan avec le grand altiste Yuri Bashmet, les Solistes de Moscou et Bruno Rigutto.

On reste dans les vignes du seigneur Chaban-Delmas avec l'opéra que nous propose cette année le Mai, un *Élixir d'amour* de Donizetti très réussi, confié à une jeune équipe de réalisation française, deux complices : depuis l'Opéra-Studio, Guy Coutance pour la mise en scène et Christine Mares pour les décors.

Cria-t-on au sacrilège si je dis que cet « élixir de Bordeaux » (marqué de la phylle d'amour proposé par le docteur Dulcamara) est plus satisfaisant que l'« élixir de Pavlov » que nous offrait naguère l'Opéra de Paris (le Monde du 18 février 1987) ?

On n'y voyait rien d'aussi charmant que cette grange du deuxième acte ouverte sur la nuit, poétique comme un décor de Frigiero pour Strehler, et l'adorable cariole du

Charlatan, petit théâtre de plein air réversible en boutique d'apothicaire. Sur cette scène, chacun est à son aise, les solistes et les choristes jouent avec entraînement, sans niaiserie, et ne paraissent pas gênés par la bêtise du livret de Scribe, plus ou moins arrangé et « sentimentalisé » par Felice Romani.

Nous n'avons pas jusqu'à dire que Marc Haddock rivalise avec S.M. Pavarotti, mais il est jeune, plutôt maigre, à la voix sauvage, mais parfois presque mozartienne et vraiment émue, toutes caractéristiques qui le rendent plus vraisemblable et touchant, même si sa « *furiosa lagrima* » ne peut rivaliser avec l'« élixir langoureux et magique de l'homme au mouchoir ».

Bonne distribution par ailleurs : Alida Ferrarini, voix saute, infatigable, assez conforme à son personnage de coquette sans grand cœur ; Enzo Dara qui exploite en solide routier du rôle les facettes de Dulcamara, avec un timbre de brave sommelier égrillard ; et le Français Jean-Luc Chaignaud qui donne toute sa séduction physique et vocale à cet avantageux Fanfan-le-Tulipe de Belcore.

Même si la musique de Donizetti ne plonge pas très profondément ses racines dans le drame et l'émotion, on est un peu étonné de la sécheresse de l'Orchestre Bordeaux-Aquitaine, dirigé très précisément, mais sans beaucoup de tendresse, par le japonais Hikotaro Yasaki. Alain Lombard a une belle carte à jouer en redonnant vie et espoir à cette formation quelque peu sinistère depuis des années, dont la qualité de base est cependant indéniable. Avec encore les Arts florissants et William Christie, qui viennent de donner, au Mai, *David et Jonathan*, de Charpentier, la région Aquitaine paraît maintenant fort bien équipée.

JACQUES LONCHAMPT.

« L'Ange de feu » à Genève

Beau risque

L'opéra préféré de Prokofiev est périodiquement monté, sans accéder au répertoire. La tentative genevoise laisse encore une fois perplexes.

Plutôt que de rhabiller de neuf la poignée de chefs-d'œuvre que rassemblent toutes les maisons d'opéra à travers le monde, Hugues Gall, patron du Grand Théâtre de Genève, ex-bras droit de Rolf Liebermann à Paris, a parié sur un ange jusqu'alors malchanceux : *L'Ange de feu*, de Prokofiev, dont la version en concert a récemment été à Paris (le Monde du 5 novembre 1986). Comme n'avaient pas convaincu, semble-t-il, les quelques tentatives de réhabilitation scénique, de Venise à l'Opéra-Comique (en 1964), Beau risque que d'inscrire enfin par un coup d'éclat le drame de cette possédée peut-être angélique dans un répertoire lyrique dont chacun dénonce le caractère répétitif et étié.

Le risque, pour Genève, était partagé avec Los Angeles, coproducteur de ce spectacle cosmopolite : chef d'orchestre italien (Bruno Bartoletti, prototype du vieux routier) ; metteur en scène roumain (Andrei Serban qui, une fois de plus, n'a pas confirmé le talent que certains s'accordent à lui trouver) ; décorateur américain (Robert Israel, invité en 1989 à Paris pour la Sonnam-

bule : ce qu'on a vu, vaguement cubiste, vaguement post-moderne, fait craindre le pire).

Le quatrième tableau (l'opéra en compte sept) est pour l'oreille une merveille, mélodiquement superbe, habilement orchestré, centré sur les deux protagonistes, ce qui explique que Prokofiev en a largement réemployé la matière mélodique et rythmique dans sa *Troisième Symphonie*. Les six autres tableaux illustrent plus ou moins les défauts du musicien russe : doigts de fée mais habileté routée, comme coupée des sentiments vrais.

Une vaillance certaine

Le rôle titre est enchanteur, aussi difficile et plus long que celui de Turandot, plus hystérique que celui de Salomé. Sophia Larson y montre beaucoup de courage, de bonnes cordes vocales, un accent déplorable (elle est autrichienne, l'œuvre est donnée dans sa version française). Franz Grundheber (Ruprecht) se sacrifie pour elle avec une vaillance certaine. On remarque, au sein d'une distribution moyenne (et au besoin amplifiée par un microcravate, le Faust de Philippe Rouillon, voix sensible, humaine et sombre, baryton français).

A. R.

* Dernières représentations : vendredi 13, samedi 14, dimanche 15, à 20 heures.

George Russell aux Festivals d'Angoulême et d'Amiens

La cité des rêves

Peu gâté par le succès (son Amérique natale est loin de se douter du don musical qu'il lui a fait), George Russell poursuit sa route entouré de musiciens à peine plus âgés que son public européen.

Pour sa troisième visite à Paris, au New Morning, l'orchestre de George Russell s'est mis en place plus tard que prévu. Il débute d'Angleterre : la Marche est encore un tunnel. D'un souffle coloré dans l'embouchure, Palle Mikkelborg, le virtuose danois, convoque la musique. Mêmes échappées dans la fleur de cuivre, ce n'est pas qu'il joue comme Miles Davis, c'est plutôt qu'il en tient le rôle. Après tout, George Russell a suffisamment modelé le son, l'esthétique et l'expression de ces quarante dernières années pour que son influence soit reconnue. Il continue. Peu gâté par le succès, il se permet de se montrer tel qu'en lui-même le temps le change. Tout à fait à l'abri de ce qui guette les stars : le rabâchage sautillant, l'appauvrissement de la formule ou, pis encore, la commémoration parodique.

Il lui suffit au fond, comme à Gil Evans naguère, de s'entourer de musiciens dont il pourrait être le père ou le grand-père (il est né en 1923 à Cincinnati). Hormis Palle Mikkelborg et quelques compagnons américains, ceux-ci sont anglais, excellents, avec mention spéciale au ténor Andy Sheppard. Ils jouent avec le cœur qu'on met à servir un

maître sans autre autorité que la musique.

Gilet et pantalon de cuir, George Russell dirige comme un sage carrossier ses conceptions harmoniques. Une théorie est née. Tout un chacun l'a reprise, sans le savoir parfois. Lui, il s'est contenté de composer et de conduire, comme en rêvant, une musique pour les étoiles. Il l'a fait se dresser, verticale, mais sans forcer, comme New-York, son inspiration : sa découverte en 1945, Charlie Parker, Dizzy Gillespie, Cubano Be, Chano Pozo, ce personnage qui en avait tant dit sur le secret de ses tambours qu'on l'a assassiné (c'est du moins ce qui se raconte). Toile de fond : les rythmes perdus de l'Afrique et le rêve du jazz pour gratter le ciel.

L'orchestre amoureux se déclare, soumis sans contrainte. George Russell prend alors le micro, il raconte New-York, improvise, il dit des poèmes, scande la langue de la rue et carresse ces cymbales oléales que sa rythmique rend réelles. Défilent les noms de sa vie et ses amours. « New-York, New-York, the city of dreams », il se livre entier en scène, sans pose ni trébuchement, à un exercice d'autobiographie musicale.

Un peu comme Roland Barthes, dont il rappelle en quelque sorte la sensibilité et l'intelligence, il aura passé plus de temps à enseigner qu'à improviser, et, dans son cas, plus de temps en scène qu'en studio. Entouré de musiciens à peine plus âgés que son public européen ou japonais, George Russell poursuit sa route. Sans une once d'amerume : avec une tendresse qu'on repère. On peut évidemment vivre, nulle obligation à cela, sans le rejoindre dans la cité des rêves. Mais au fond : tellement moins bien.

FRANCIS MARMANDE.

* George Russell Orchestra à Angoulême (le 12), et à Amiens (le 13).

Outre le George Russell Orchestra, le 13^e Festival international de jazz de musique méridionale d'Angoulême reçoit : Louis Sclavis Quintet, Daniel Humair Reunion (avec Bob Berg et Dave Friedman) ; Soirée latine, Pato de Lucia Group, Orchestra dei Nove (avec Enrico Rava, François Jeannet), Jean-Marc Padovani (13) ; Front Asia-Paci Kati, Prince Twins Seven, Kokoro, Ismael Lo, Masatane Band, Jimmy Cliff (14) ; Soirée spéciale Afrique du Sud, Chris McGregor Brotherhood of Breath, Mahlati ni and Mahotella Queens, Johnny Clegg-Sakuba (15). Tél. : 45-95-43-45.

COMMUNICATION

En négociant avec Canal J

M. Roussellet prépare activement son projet de nouvelle chaîne payante

L'élection présidentielle n'empêche pas M. André Roussellet de penser aux futures mutations du paysage audiovisuel. Le président de Canal Plus vient d'envoyer à quelques centaines d'élus politiques une brochure en couleurs pour présenter son dernier rejeton : Canal Plus Famille.

Ce projet de chaîne à péage, déposé auprès de la CNCL (le Monde du 13 février), regroupe autour de Canal Plus et de la Générale des eaux des spécialistes de la presse et de l'édition enfantine comme Bayard ou Nathan. Il souhaite alimenter d'ici quelques mois les réseaux câblés et occuper des fréquences hertziennes disponibles, notamment le canal parisien que convoite aussi le projet de chaîne musicale TMF.

Dans sa course aux « neuf millions d'enfants » qui, proclame une brochure éditée par ses promoteurs, « auraient enfin leur télévision », Canal Plus Famille cherche à enrôler Canal J, la chaîne pour les jeunes reprise en janvier par les trois grands opérateurs de câble (Communication Développement 40 %, Lyonnaise Communication 16 %, Générale d'Images 10 %) à son propriétaire Europe 1, qui en conserve 34 %. Cette chaîne thématique diffuse son programme auprès de soixante mille abonnés d'une vingtaine de réseaux câblés, et

espère retrouver bientôt une place sur le système de satellite Télécom 1, dont elle fut écartée pour cause de défaillance de Télécom 1-B le 15 janvier dernier.

Sans exclure une coordination entre les deux chaînes, Canal J souhaite attendre, avant de lier complètement son sort à celui de Canal Plus Famille, qu'elle est prête dans l'immédiat à accueillir dans son capital à hauteur d'environ 20 %.

Avec ses 30 millions de budget en 1988 (dont une bonne moitié de pertes), Canal J est en effet moins dévouée de capitaux que Canal Plus Famille : 40 millions de besoin de financement contre 250 millions environ, avant l'équilibre. Car les ambitions et la diffusion large de Canal Plus Famille renchérissent ses achats de programmes. Canal J, qui existe déjà, a, quant à elle, des contrats de cinq ans avec les réseaux câblés qui lui donnent un horizon relativement stable.

Bref, pour les câblo-opérateurs qui ont d'autres projets à défendre et à financer, et qui ont aussi besoin de chaînes cryptées pour rentabiliser leurs réseaux, l'alliance avec Canal Plus Famille n'est pas la seule solution possible, même si tout le monde admet qu'une concurrence frontale serait désastreuse dans l'état actuel du marché.

Les négociations se poursuivent donc, sur fond d'alliances croisées, voire carrément emmêlées (la Générale des eaux n'est-elle pas actionnaire de Canal Plus Famille, de Canal J et du projet musical TMF, par exemple, tout en pesant d'un poids accru dans Canal Plus ?). Chacun prend position, en attendant sans doute les décisions qu'adoptera la CNCL, ou l'institution qui pourrait lui succéder.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde AFFAIRES

M. Maxwell serait tenté par l'achat d'espaces publicitaires en France

Le patron de presse britannique M. Robert Maxwell envisagerait de lancer une offre publique d'achat (OPA) sur le troisième groupe audiovisuel de Grande-Bretagne, WCRS (3,6 milliards de chiffre d'affaires en 1987, dont 2,6 réalisés aux États-Unis), selon The Independent le Point de cette semaine.

Le patron de Maxwell Communication Corporation PLC n'aurait pas apprécié la vente par M. Gilbert Gros, dirigeant de la principale centrale d'achat d'espaces publicitaires en France, la SGGMD, de 50 % de ses parts à WCRS. M. Maxwell et Gros sont en effet associés au sein de la Compagnie internationale pour la production audiovisuelle et la communication (CIPAC), présidée par l'ancien PDG de TF 1, M. Hervé Bourges.

A Londres, le groupe Maxwell comme WCRS se refusent à « comment cette rumeur ». Dans la filiale française du groupe Maxwell, Jacques Ravier, et en 1977 fonda avec sa femme un ensemble de chambre, Nuove Musiche.

Mais c'est l'opéra qui devait associer sa renommée. Remarqué à

Le contrôle par M. Maxwell de WCRS augmenterait singulièrement le pouvoir de M. Maxwell dans les médias français. Il affirme être prêt à « y investir 2 milliards de francs ». Par l'intermédiaire de Maxwell Media France, le magnat britannique détiendrait déjà le contrôle de l'Agence centrale de presse (ACP). Il possède aussi 12,5 % de TF 1 et 25 % de l'agence photographique Sygma. Enfin, M. Maxwell projette de lancer en 1989, deux quotidiens : un anglophone, l'*Europe Daily*, destiné à l'Europe, et un journal populaire en France de l'ordre de 600 000 exemplaires.

En rachetant WCRS, M. Maxwell contrôlerait en plus la moitié du premier groupe français d'achat d'espaces publicitaires - la société de M. Gilbert Gros couvre ainsi 28 % de l'achat d'espaces sur TF 1. En outre, il serait indirectement lié au groupe Havas : à l'autonomie dernier le groupe Beller (Eurocom-Havas) et WCRS avait eu recours à une participation croisée.

Y.-M. L.

● Affaire Michel Droit : renvoi au 25 mai du débat sur la procédure d'annulation d'une commission rogatoire. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a renvoyé mercredi 11 mai, la « réouverture des débats », au 25 mai, sur la demande d'annulation d'une commission rogatoire de M. Claude Grélier, premier juge d'instruction du tribunal de Paris chargé du dossier Valléry-Radot. Cette commission rogatoire, délivrée aux services de police par M. Grélier, visait à vérifier les comptes de l'acquéreur.

La mort d'Henri Ledroit

Pur comme un miroir

Le haute-contre français Henri Ledroit vient de mourir à Nancy, d'une leucémie, à l'âge de quarante-deux ans. Il avait accédé depuis quelques années à une véritable notoriété et c'était le premier chanteur de cette tessiture particulière qui fut, après Alfred Deller, consacré à l'échelle internationale.

Sa voix était pure comme un miroir, mais reflétait l'engagement de tout son être, frémissant, dramatique, lumineux et suave. Il avait voué sa vie à la musique, la servant humblement de toutes les manières.

Henri Ledroit avait fait ses études (piano, harmonie, chant) aux conservatoires de Nancy et de Strasbourg. D'abord baryton, il avait cessé de chanter pendant six ans et se consacra alors à enseigner la musique aux instituteurs. La rencontre d'Alfred Deller en 1972 lui fit découvrir sa voix, l'orientant définitivement vers le registre de haute-contre et le répertoire ancien. Il travailla avec Hannuort, Clemencic, Jacobs, Ravier, et en 1977 fonda avec sa femme un ensemble de chambre, Nuove Musiche.

Mais c'est l'opéra qui devait associer sa renommée. Remarqué à

NOTES

Le portrait d'Adeline Ravoux par Van Gogh : 77 millions de francs

Le portrait d'Adeline Ravoux, peint par Vincent Van Gogh un mois avant sa mort, s'est vendu, mercredi 11 mai, chez Christie's, à New-York, pour la somme de 13,75 millions de dollars (environ 77 millions de francs). Ce tableau acheté par un collectionneur privé dont l'identité n'a pas été révélée est ainsi devenu l'une des quatre toiles les plus chères du monde. Les trois autres étant d'ailleurs signées par le même peintre. Depuis deux ans, la vente de ses *Iris*, de ses *Tournevis* et de son *Pont de Trinquetaille* avait pavé tous les records en atteignant respectivement 53,9, 39,9 et 20,2 millions de dollars.

● RECTIFICATIF. — Contrairement à ce qui a été écrit par erreur dans le Monde du 10 mai, « Lundi », la septième journée de l'opéra de Stockhausen, Licht, sera reprise le 23 septembre, dans le cadre du Festival d'automne, au Théâtre des Champs-Élysées et non à l'Opéra comique.

LOTÉRIE NATIONALE					
LISTE OFFICIELLE DES NUMÉROS À PAYER					
TRIM. 1	TRIM. 2	TRIM. 3	TRIM. 4	TRIM. 5	TRIM. 6
TRIM. 1	TRIM. 2	TRIM. 3	TRIM. 4	TRIM. 5	TRIM. 6
0	0000	5 000	47718	50 000	
	2210	5 000	48585	50 000	
	9950	5 000	77085	50 000	
	76380	50 000	144025	100 000	
	36180	50 000	100255	100 000	
	037010	100 000			
1	4071	1 200	1488	5 000	
	23271	50 200	7018	5 000	
	80801	50 200	28288	50 000	
	006201	100 200	001428	100 000	
	010071	100 000 000	187288	100 000	
	112271	500 200			
2	28	400	0147	5 000	
	2312	5 000	0327	5 000	
	8472	5 000	1277	5 000	
	8802	5 000	0887	50 000	
	17022	50 000	1007	50 000	
	99822	50 000	18247	100 000	
3	108423	100 000	78	400	
			2802	5 000	
			14242	50 000	
			02882	100 000	
4	064	1 000			
	744	1 000			
5	128	1 000			
	2228	5 000			
	7078	5 000			
88 SUPER GROS LOT 37					
TRIM. 11 MARS 11 JUIN 1988					
RÉSULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS					

JUSTICE

Deux mois après le procès

Les assurances du Centre hospitalier de Poitiers ont indemnisé M. Berneron

POITIERS
de notre envoyé spécial

On est loin d'en avoir terminé avec les tristes séquelles de l'affaire dite « des médecins de Poitiers ». Plus de deux mois après l'acquiescement par la cour d'assises de la Vienne des trois médecins accusés, plusieurs questions restent en suspens. D'abord, après le triple acquiescement de la cour d'assises, les docteurs Bakari Diallo et Denis Archambeau ont maintenu leur plainte en diffamation contre le professeur Pierre Desforger-Mériel, leur supérieur hiérarchique de l'époque.

Ce dernier avait en effet publiquement proclamé le 8 novembre 1984, au cours d'une conférence de presse télévisée, que ses deux collaborateurs étaient les auteurs de l'« assassinat » de M^{me} Nicole Berneron. Mais le procès, qui devait être plaidé le mercredi 11 mai à Poitiers, a été renvoyé dans un premier temps au 27 juillet et « en toute hypothèse le débat n'aura lieu qu'en octobre... s'il doit avoir lieu », nous a expliqué M^{re} Jean Dany, avocat du docteur Archambeau.

Ils sont nombreux dans les milieux judiciaires et médicaux poitevins à ne pas comprendre l'acharnement mis par les docteurs Diallo et Archambeau à maintenir leur

plainte après l'arrêt de la cour d'assises de la Vienne qui, pensait-on, aurait dû mettre un terme à une affaire dont on estimait qu'elle n'avait que trop duré et suffisamment terni l'image des institutions judiciaires et médicales.

Depuis 1984 Poitiers a très mal vécu les différents épisodes de cette affaire médico-judiciaire extraordinaire. La discrétion dont on chercha à l'entourer s'exprime à nouveau aujourd'hui dans la volonté de l'institution hospitalière poitevine d'en finir une fois pour toutes, au plan professionnel, avec les trois médecins concernés. « Dès le lendemain du verdict », explique M. Pierre-Franck Le Mauff, directeur du CHU, M. Mériel n'a dit que tout en étant hors de cause dans cette affaire, il estimait préférable de quitter notre hôpital. Il a confirmé par écrit sa décision. Le problème est aujourd'hui pour lui de trouver un poste correspondant à son statut hospitalo-universitaire dans un autre établissement hospitalier français. « Depuis quelques semaines, un médecin agrégé formé à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (Paris) a été nommé dans le département d'anesthésie-réanimation du CHU de Poitiers.

Parthenay après la mort de M^{me} Berneron.

Ce détachement devrait, dit-on, bientôt prendre fin. On souhaite pourtant, à la direction du centre hospitalier comme au conseil d'administration de cet établissement, que préside M. Jacques Sautrot, député (PS) et maire de Poitiers, que le docteur Diallo trouve à l'avenir une autre affectation. On espère qu'il ne saisira pas la justice pour contester le refus de réintégration au centre hospitalier de Poitiers qui pourrait lui être opposé.

« J'espère que la réflexion de M. Diallo le conduira à prendre la même décision que celle de M. Mériel », explique M. Le Mauff.

Deux mois après l'arrêt de la cour d'assises de la Vienne, un seul problème a trouvé une solution : celui de l'indemnisation de M. Berneron, le mari de la victime, père de deux jeunes enfants. Au terme de négociations qui ont très rapidement abouti entre M^{re} Gilbert, défendeur de M. Berneron, et le GAN, compagnie d'assurances du CHU de Poitiers, un accord vient d'être trouvé. On se refuse, tant à Poitiers qu'au siège parisien du GAN, à révéler le montant de la somme qui doit être versée à M. Berneron. « Tout cela relève du secret professionnel », explique-t-on au GAN. Nous pouvons seulement préciser que les deux parties sont tombées d'accord pour évaluer la somme correspondant au règlement du « sinistre ».

A Chaillassac (Indre), M. Berneron a, depuis deux mois, repris le chemin de la mine où il travaille. Quant au comité de soutien aux docteurs Archambeau et Diallo, il a lancé un nouvel appel à la solidarité pour réunir les sommes correspondant aux frais occasionnés par les défenses de ces médecins au cours de cette dramatique et trop longue affaire.

JEAN-YVES NAU.

A Cambrai

L'invocation du secret professionnel par des journalistes est apparentée à un « refus de témoigner »

Le visage de l'homme qui parle devant la caméra a été « masqué » afin qu'on ne le reconnaisse pas. Sa voix a été déformée. Il a exigé, pour parler, de conserver l'anonymat.

Ce qu'il raconte vaut d'être entendu, le 14 avril, par les témoins qui, 1984, sur l'Antenne 2, l'émission « Édition spéciale » consacrée au crash du sport. Cet homme-là en effet fait commerce d'amphétamines et d'anabolisants. Il vend - 700 francs la boîte - du tonodron (les habitués disent du « tonton ») ou du pervitin (qu'on appelle « pinpin ») aux clubs cyclistes. Professionnel et amateur, jusqu'aux jeunes de quinze-vingt ans - se fournissent chez lui. Il s'approvisionne en Belgique, parfois à Paris et gagne assez bien sa vie : de 20 000 francs à 25 000 francs par mois. Il raconte comment les cyclistes se font un « canon » lorsqu'ils s'échappent de la route en sortant de leur short une seringue qu'ils se plantent discrètement dans la fesse tout en roulant. Il explique aussi que tout le monde est au courant et qu'il faudrait être aveugle pour ne pas s'apercevoir de l'ampleur du phénomène.

C'est intéressant et instructif et cela intéresse fort une jeune magistrate de Cambrai, Mlle Marie-Lorraine Fégueux, juge d'instruction, qui enquête précisément sur une trafic d'amphétamines. Elle délève une commission rogatoire au service régional de police judiciaire de Lille afin d'interroger les auteurs du reportage ; le réalisateur Pascal Martin, le journaliste Jacques Cotta et le cameraman Jean-Claude Gasser.

Dociles, ils se rendent tous trois à la convocation mais, comme on pouvait s'y attendre, refusent de donner l'identité du trafiquant qu'ils ont

interrogé. Le juge d'instruction ne désarme pas, qui convoque dans son cabinet les trois hommes le 11 mai. Dans le cadre de l'information judiciaire, plusieurs personnes ont été placées sous mandat de dépôt. L'une d'entre elles pourrait être le « dealer » masqué d'Antenne 2. Il suffit donc à l'équipe de télévision de confirmer ses soupçons, le juge n'en demande pas plus.

Comme on pouvait cette fois encore s'y attendre, les trois « témoins » se rendent à sa convocation et invoquent bien entendu le secret professionnel pour refuser de répondre. Ce n'est pas du tout du gâchis du juge d'instruction qui, suivant les réquisitions de la représentante du parquet, M^{me} Chantal Fontaine, considère que les journalistes ne font pas partie des professions protégées par le secret professionnel tel qu'il est défini par l'article 378 du code pénal (notamment les médecins, les sages-femmes, les prêtres et, selon les circonstances, les commissaires de police...). En conséquence, le juge prend, comme l'y autorise l'article 109 du code de procédure pénale lorsqu'un témoin refuse de faire une déposition, une ordonnance condamnant chacun des membres de l'équipe d'Antenne 2 à une amende de 3 000 F.

« Le code nous donne les moyens de contraindre légalement. Nous nous sommes servis », explique le substitut Fontaine. On a beau rechercher dans les annales le procédé utilisé à Cambrai semble être une « première ». Faute d'être explicitement défini par le code pénal, le secret professionnel des journalistes est en général admis comme une « nécessité professionnelle ». S'ils pouvaient parfois pour complétude de recel de documents, les magistrats tolèrent habituellement la notion de secret professionnel, même s'ils s'en sont trouvés plus d'une fois agacés. Mais les journalistes ne sont pas des auxiliaires de justice. A Cambrai, on a pensé au contraire que des journalistes, pour des juges, ne devaient pas avoir de secret.

L'équipe d'Antenne 2, assez surprise, a fait appel de l'ordonnance. Au parquet de Cambrai, on s'interroge déjà pour savoir si, à chaque nouvelle convocation suivie du même refus de déposer, il sera possible d'infliger une nouvelle amende...

AGATHE LOGEART.

Jean-Marie Le Pen contre Pierre Juquin

La « blague » n'était pas une diffamation mais une faute

En faisant figurer dans son livre *Fraternité libre*, publié en 1987, chez Grasset, une « blague » qui consistait à reproduire cet étrange dialogue imaginaire : « Tu sais que le père de Le Pen est mort à Auschwitz ?... Oui, il est tombé d'un mirador ». M. Pierre Juquin n'a ni diffamé ni injurié la mémoire d'un mort, comme le soutient le président du Front national, qui lui avait intenté un procès (le Monde du 15 avril). C'est ce qu'a jugé, mercredi 11 mai, la première chambre du tribunal de Paris, présidée par M^{me} Huguette Le Foyer de Costil, suivant en cela l'argumentation développée par M^{re} Serge Lewish, avocat de M. Juquin, pour qui les propos incriminés ne font pas référence à un fait précis, pas plus qu'ils ne peuvent être tenus pour des expressions outragieuses.

En revanche, le tribunal a retenu contre Pierre Juquin un comportement fautif. La faute, en l'espèce, tient au fait que « la satire qui, comme la caricature, autorise des exagérations, même très ironiques, ne doit pas atteindre une outrance telle que la personne concernée se trouve excessivement atteinte ».

Voilà pourquoi le fautif, M. Juquin, est condamné à verser le franc symbolique de dommages et intérêts à M. Jean-Marie Le Pen, qui avait fait demander par son avocat, M^{re} Olivier Samyn, 300 000 F.

« L'auteur présumé de l'offense d'une fillette inculpée et écartée... Un habitant du village de Trigny (Yonne), proche du hameau de Villy, d'où une enfant de deux ans, Aurélie Boileau, avait disparu, le 20 avril dernier, avait d'être retrouvée deux jours plus tard (le Monde du 23 avril), a été interpellé en fin de semaine dernière par les enquêteurs des gendarmes d'Auxerre et de Saint-Sauveur. L'homme interpellé, Jean Bonnard, vingt et un ans, a été, après interrogatoire, inculpé d'enlèvement de mineur de moins de quinze ans » et écarté.

Epilogue aux assises du Rhône

Le meurtrier de Nordine Mechta est condamné à douze ans de réclusion

LYON
de notre bureau régional

Après trois heures de délibération, la cour d'assises du Rhône a condamné, mercredi 11 mai, à douze ans de réclusion criminelle Bruno Leroy, reconnu coupable d'homicide volontaire sur la personne de Nordine Mechta. Six ans de la même peine ont été prononcés contre Serge Leroy, et cinq ans de prison dont trois et demi avec sursis contre Fabrice Serour, reconnus tous deux coupables de complicité d'homicide volontaire. Contre Thierry Doyen et Corinne Gardette, accusés d'avoir emporté et dissimulé le couteau qui avait tué Nordine Mechta, les jurés ont prononcé une

peine de quatre mois d'emprisonnement avec sursis.

L'annonce du verdict, vers 21 heures, a été accueillie, dans un très grand calme par le public, qui contenait un important service d'ordre, et la centaine de personnes massées devant le palais de justice de Lyon se sont dispersées rapidement et sans incidents.

Très émus, M^{re} Djida Tazdart, la présidente de l'association Jeunes Arabes Lyon et banlieue (JALB), qui s'était mobilisée pendant toute la durée du procès, a déclaré : « Les journées d'audience ont été bien menées et la justice a jugé très sereinement. »

P. R.-D.

Détachement et nouvelle affectation

« Le cas de M. Archambeau est à priori réglé, estime par ailleurs M. Le Mauff, dans la mesure où il n'était qu'étudiant en anesthésie-réanimation au moment des faits et qu'il n'avait pas et n'a pas eu d'autres liens avec l'hôpital. M. Diallo fait, quant à lui, toujours partie des effectifs du centre hospitalier de Poitiers. Il avait en effet été détaché au centre hospitalier de

FAITS DIVERS

Mystérieux incendie à Pont-Audemer

Le lycée profané

PONT-AUDEMER
de notre envoyé spécial

« Qui a voulu assassiner notre lycée ? » La question indignée parcourt Pont-Audemer, paisible chef-lieu de canton de l'Eure, depuis ce petit matin du mardi 10 mai où le lycée Jacques-Prévert s'est réveillé dans le crépitement des flammes, l'odeur âcre du fioul mêlée à celle, plus terrifiante encore, du gaz (le Monde du 12 mai). Matériellement, les dégâts ne sont pas considérables, et les quelques jours du « pont » de l'Ascension, de toute façon accordés à tous les élèves par M. le maire, suffiront à rendre les lieux réutilisables. Mais le spectacle révèle une volonté de souiller le principal lieu de formation d'une petite ville et montre qu'on a bien fribé la catastrophe.

En incendiant la salle des professeurs, en sacquant celle des surveillants, le ou les vandales visaient sans doute l'essentiel : l'autorité. Le mobilier s'est consumé pendant plusieurs heures, et la fumée a transporté dans presque toutes les salles une suie épaisse. Mais les casseurs ont aussi répandu sur le sol, jeté sur les piliers de béton, un mélange d'huile et de carburant, tentant en vain de l'enflammer. La sympathique « agora », véritable cœur du lycée, avec ses gradins et ses plantes vertes, ressemble désormais à une patinoire noire où flottent des vapeurs agressives. Surtout, le lycée a tremblé en découvrant les robinets de gaz de la salle de chimie grand ouverte depuis plusieurs heures et une petite bougie - heureusement éteinte - placée près de la vaine d'aération centrale du laboratoire...

L'énormité des actes commis, l'évidente connaissance des lieux et l'imagination destructrice dont ont fait preuve les profanateurs, ont fait frapper de stupeur tous les observateurs de la communauté scolaire, partagés entre l'incompréhension et l'écoulement. De l'avis de tous, « Jacques-Prévert » est le type du lycée où pareil sacage était impensable.

L'établissement, dont la construction a été conquise de haute lutte voici une dizaine d'années par les écoles locales, fait la fierté de Pont-Audemer, avant l'équipe de football et même le « mirillon », un biscuit fourré de crème au chocolat. Avec ses 82 % de réussite au bac, ses

méthodes pédagogiques modernes, ses cours de soutien, ses conseils de classe ouverts à tous les élèves, le lycée jouit d'une bonne réputation que la bourgeoisie locale le préfère pour ses enfants à son concurrent catholique. Ce qui ne l'empêche pas d'accueillir, pour la moitié des effectifs, des jeunes dont les parents n'ont pas suivi d'études secondaires longues.

Qu'elles soient de gauche ou « apolitiques », les associations de parents d'élèves ne tarissent pas d'éloges sur la « qualité d'écoute exemplaire » de l'administration et des enseignants. Alors, pourquoi ? Les écrits, abasourdis, finissent par livrer quelques hypothèses : les professeurs ne veulent pas imaginer que leurs élèves, avec lesquels ils « se font parfois des soirées pizzas », aient pu soudain ordonner une telle machination contre eux. En manque d'explication, certains évoquent les lendemains de l'élection présidentielle, qui, à Pont-Audemer (54 % pour M. Mitterrand), comme ailleurs, n'a pas fait plaisir à tout le monde.

Acte gratuit ?

Les enseignants, comme les parents, exigent de savoir qui a pu craquer l'allumette. Que l'on envisage de relever les empreintes de chaque lycéen et membre du personnel, afin de les comparer à celles relevées sur les lieux de l'incendie, ne les choque aucunement. Ils seraient tellement soulagés que le test soit négatif et que les vandales soient venus d'ailleurs.

Les gendarmes eux, pencheraient plutôt pour la vengeance anti-profs. Mais pourquoi les bulletins trimestriels, laissés en évidence sur un bureau, n'ont-ils pas été pris pour cible ? Et comment expliquer cet acte de rage dans un établissement immaculé, épargné par les graffitis et où le conseil de discipline ne s'est jamais réuni ?

Alors, les imaginations vagabondent : des élèves du lycée professionnel jaloux ? Des malfrats en quête d'actes gratuits ? Et puis, chacun pense au tragique incendie qui avait ravagé, il y a tout juste deux ans, le collège privé Saint-Ouen, et au cours duquel une élève avait trouvé la mort. La sinistrose avait lieu quelques semaines après qu'un autre fait divers scolaire eut mis en

émoi le même établissement : un professeur d'éducation physique, avait exigé de chacun de ses élèves qu'il gifle publiquement leur camarade qui avait lacéré un tapis de gymnastique (le Monde du 29 avril 1985). Aucun lien avec l'incendie mortel n'avait pu être établi. L'enquête sur l'origine du feu n'a jamais abouti, mais les deux graves affaires ont porté un coup sérieux au prestige du lycée catholique.

Les pyromanes de « Jacques-Prévert » auraient-ils illuminé, scientisme ou non, une sorte de contre-feu ? Hypothèse a priori absurde ; mais l'incendie de mardi dernier a réveillé des souvenirs. On dit en ville que le succès du lycée public n'était pas du goût de tout le monde et que « parfois l'ombre gêne ». Curieuses insinuations pour une petite ville si tranquille.

PHILIPPE BERNARD.

Revendication de l'attentat contre le foyer Sonacotra de Cannes

Un homme affirmant appartenir au « Mouvement national contre l'invasion maghrébine », a, dans un appel téléphonique adressé le mardi 10 mai à l'Agence lyonnaise de l'AFP, revendiqué l'attentat commis dans la nuit de dimanche à lundi contre le foyer Sonacotra de Cannes (le Monde du 11 mai).

Le « Mouvement national contre l'invasion maghrébine » est une organisation inconnue des services de police. Cependant les enquêteurs n'excluent pas que ce mouvement puisse être proche des « Commandos de France contre l'invasion maghrébine », qui s'étaient signalés par une série d'attentats, au mois de mai 1986, dans les régions de Toulon, de Marseille et de Nice. La même année, le 17 août, à Toulon, quatre hommes, dont Claude Noblia, président de l'association SOS-France, étaient tués par l'explosion d'une bombe qu'ils transportaient dans leur voiture. A l'époque, les policiers avaient acquis la conviction que des membres de SOS-France commettaient des actions terroristes racistes au nom des « commandos de France contre l'invasion maghrébine ».

Extradition de « Santi Potros » : décision le 1^{er} juin

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris rendra, le 1^{er} juin, deux arrêts concernant des demandes d'extradition de « Santi Potros », un des dirigeants présumés de l'ETA-militaire, arrêté le 30 septembre 1987, à Anglet (Pyrénées-Atlantiques). La justice espagnole estime que M. Santiago Arrospe-Sarasola, quarante ans, dit « Santi Potros », a été complice de deux attentats à la bombe, l'un à Saint-Sébastien, le 11 juin 1987 (cinq blessés), et l'autre, à Barcelone, le 19 juin 1987 (vingt et un morts).

Cinq demandes d'extradition à l'encontre de « Santi Potros » ont déjà été formulées. Cette fois-ci, ses défenseurs ont fait valoir qu'il avait, depuis le 26 novembre 1982, le statut de réfugié. Par principe, selon eux, un réfugié ne peut en aucune manière, par expulsion ou par extradition, être remis aux autorités de son pays d'origine.

A l'inverse, l'avocat général, M. Yves Chauvy, a demandé à la cour de donner au gouvernement français deux avis favorables à l'extradition. Au gouvernement

ensuite, selon M. Chauvy, de régler le problème posé par le statut de réfugié.

Ces futurs arrêts posent une question de principe : l'article 33-1 de la convention de Genève de 1951, s'il interdit « d'expulser ou de refouler » un réfugié, permet-il de l'extraire ? Rappelons que le 1^{er} avril dernier, et pour la première fois, le Conseil d'Etat avait annulé un décret autorisant l'extradition d'un Basque espagnol (le Monde du 4 avril 1988).

C'est aussi le 1^{er} juin que la même chambre d'accusation fera connaître son avis sur la demande d'extradition présentée par l'Espagne de M. Ignacio Pujana-Alberdi, dit « Inaki », vingt-sept ans, militant présumé de l'ETA, arrêté en France le 2 mars 1988. Cette demande est fondée sur des faits qui, selon les autorités de Madrid, constituent des « destructions, dégradations par explosifs, assassinat, attaque à main armée, détention d'armes et d'explosifs ».

A Paris

Des militants basques espagnols ont manifesté en faveur de l'amnistie

Sept cents personnes, environ, venues en autocar du Pays basque espagnol, notamment des régions de Saint-Sébastien, Bilbao, Pamplune, ont manifesté mercredi 11 mai, en fin de matinée à Paris, sur le parvis de la cathédrale Notre-Dame. Réclamant « l'application du droit d'asile pour les réfugiés politiques basques », les militants pour l'amnistie, - « gestoras pro amnistia », - qui appelaient à cette manifestation, ont distribué un tract où il était écrit notamment : « Actuellement, il y a plus de mille réfugiés politiques basques. Une cinquantaine sont déportés dans un pays du tiers-monde : Togo, Cap-Vert, Algérie, Cuba. Une douzaine sont incarcérés dans plusieurs prisons de l'Etat français. Presque deux cents ont été remis aux mains de la police espagnole par la procédure d'urgence absolue ».

Les manifestants distribuaient, en même temps que le tract réclamant l'amnistie, la copie d'une lettre adressée à M. François Mitterrand, avant de se disperser dans le calme.

A Caen

Avis défavorable à la demande d'extradition d'Henry Flynn

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Caen (Calvados) a donné mercredi 11 mai, un avis défavorable à la demande d'extradition formulée par la Grande-Bretagne à l'encontre de Henry Flynn, trente-quatre ans, membre présumé de l'Irish National Liberation Army (INLA).

Les autorités britanniques réclament ce dernier pour un hold-up commis à Belfast. Les défenseurs du nationaliste irlandais ont fait valoir devant la chambre d'accusation que leur client avait commis ce hold-up à des fins politiques et pour financer l'INLA. Henry Flynn avait été arrêté dans la région parisienne en juillet 1986. Trouvé en possession de plusieurs armes et grenades, il avait été condamné en octobre 1987, à cinq ans de prison dont deux avec sursis. Il est actuellement incarcéré à la maison d'arrêt de Caen (le Monde daté 27-28 juillet 1986).

Par ailleurs, une procédure d'expulsion a été engagée, et la commission d'expulsion a donné un avis favorable. Henry Flynn, qui possède la double nationalité britannique et irlandaise pourrait alors, si un arrêté est pris, choisir d'être expulsé vers Dublin, indiquent-on de source judiciaire.

Société

SPORTS

FOOTBALL : finale de la Coupe des coupes

Malines, un club d'investissement

Le FC Malines a remporté la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe en battant 1-0, mercredi 11 mai, à Strasbourg, l'Ajax Amsterdam.

STRASBOURG
de notre envoyé spécial

Un football brut de décoffrage, rude, parcouru d'aspérités mais tellement efficace ! Les Malinois ont eu raison du jeu plus lisse, plus accompli des Néerlandais. Pour leur première participation à une compétition européenne, ils sont allés au bout de leur rêve. L'anonyme club belge peut désormais parler d'égal à égal avec son prestigieux rival d'un soir. Un abîme séparait jusqu'à ces deux clubs : leur palmarès, leur style et, surtout, leur culture.

L'un est producteur, l'autre négociant. L'un forme des joueurs, l'autre en fait le commerce. Ajax, on le sait, est une école, dont les élèves sont convoités par les grandes entreprises du football européen. Les succès passés et présents du club d'Amsterdam n'incitent pas les joueurs à la fidélité aux couleurs rouge et blanc. Au contraire, les titres remportés collectivement sont des examens de sortie pour les meilleurs. Brevetés super-stars par leur victoire en Coupe des coupes la saison dernière, Silly, Van Basten, Rykard sont partis faire fortune ailleurs.

Dans les tribunes de La Meinau, il ne manquait pas d'observateurs pour jurer la valeur de la nouvelle promotion. La prestation moyenne des Néerlandais ne découragea pas

pour autant les recruteurs. Mais qu'importe le pillage systématique de ses richesses : la pépinière d'Ajax ne manque pas de graines de champion. Ils ont dix-huit ou dix-neuf ans. Ils s'appellent Richard Witschge, Bergkamp, Den Boer. Ils sont prêts à supplanter, dès la saison prochaine, un garçon comme Johnny Bosman, qui, à vingt-trois ans, collectionne les propositions juteuses.

La plus sérieuse provient précisément du FC Malines. Le club de cette ville, située à une trentaine de kilomètres au nord de Bruxelles, mène une politique exactement inverse de celle d'Ajax : il achète. Pas un des vingt-trois professionnels de l'effectif n'a été formé dans le petit stade désert de la ville flamande. Avec huit mille cinq cents spectateurs de moyenne cette saison, le FC Malines ne roule pourtant pas sur l'or. Son budget annuel (27 millions de francs français) est l'équivalent de celui des clubs français les plus modestes.

Comment fait Malines pour pratiquer les plus hauts salaires du football belge et consacrer sans dommages les trois quarts de son budget à la masse salariale ? Grâce à une gestion originale, introduite par John Cordier, président du club depuis 1982. Sous une sage apparence d'instituteur, cet homme au fin collier de barbe grisonnante dissimule un appétit féroce pour les affaires. A la tête d'un empire dans le domaine des télécommunications et de l'informatique, il applique au football les recettes qu'il connaît. Ainsi, c'est l'une de ses sociétés, Cova Invest, qui achète les joueurs, puis les loue au club. Cordier investit dans le muscle comme d'autres dans la pierre, pour gagner de

l'argent. Il ne cache pas que les résultats actuels de ses joueurs sont la promesse d'« importantes plus-values ».

Pour mener une telle politique sur le marché aléatoire du football, il faut des talents d'acheteur, presque un flair de maquignon pour dénicher Pascal de Wilde en troisième division, aller chercher Eli Ohana en Israël, embaucher Michel Preud'homme, un gardien de vingt-neuf ans dont plus personne ne voulait. Le recrutement est l'affaire exclusive de Aab de Mos, l'un des rares entraîneurs européens à avoir carte blanche pour cela. Les progrès du FC Malines coïncident d'ailleurs avec son arrivée en 1986. « Pour bâtir une équipe, il faut commencer par acheter des arrières », avait-il déclaré. Est-ce pour cela que l'équipe belge véhiculait une réputation de jeu défensif ?

La finale de Strasbourg fut un démenti cinglant. Les chevronnés surpuissants de Den Boer, auteur de l'unique but, la technique de Ohana, l'activité intelligente de De Wilde, ont dès le coup d'envoi, perturbé le jeu d'Ajax. Au point que Danny Blind dut recourir à un expédient pour arrêter une offensive de son vis-à-vis Emmer. Expulsé à la dix-septième minute, il laissa ses coéquipiers se débrouiller à dix contre onze Belges insaisissables.

Aab de Mos jubilait. Lorsqu'il aura renforcé son compartiment offensif par quelques acquisitions judicieuses, il aura une équipe très complète, dont le style pourrait se rapprocher de celui d'Ajax. Qui, mieux que lui, pouvait tirer ce trait d'union entre les deux clubs : avant d'être l'entraîneur de Malines, il fut celui de l'Ajax ?

JEAN-JACQUES BOZONNET.

ATHLÉTISME : victime de la lutte contre l'apartheid

Zola Budd jette l'éponge

Championne du monde de cross-country en 1985 et 1986, la Britannique d'origine sud-africaine, Zola Budd, qui avait été l'héroïne malheureuse du 3 000 mètres aux Jeux olympiques de Los Angeles, est rentrée dans son pays natal. Prise à partie par les mouvements anti-apartheid, elle a renoncé — au moins pour un an — à l'athlétisme (*le Monde* du 11 mai).

LONDRES
de notre correspondant

Zola Budd a mis en vente la maison qu'elle avait achetée au sud de Londres, dans le Surrey. Elle ne participera pas cet été aux Jeux olympiques de Séoul où elle aurait dû porter les couleurs britanniques. Il n'est même pas sûr qu'elle revienne un jour en Grande-Bretagne.

Après la longue controverse causée par l'octroi en 1984 de la citoyenneté britannique à la championne de cross-country, l'affaire Budd avait rebondi l'été dernier. La jeune femme avait été vue lors d'une compétition, dans une petite ville d'Afrique du Sud, malgré le boycott sportif qui frappe ce pays en raison de l'apartheid et qui

est d'ailleurs à l'origine de son installation en Grande-Bretagne il y a quatre ans. Zola Budd, qui est blanche, n'a jamais pris position contre l'apartheid et faisait de fréquents séjours en République sud-africaine. Elle était devenue la cible d'une polémique qui n'a cessé de s'amplifier au fil des mois.

La jeune athlète a affirmé qu'elle n'avait fait qu'assister à cette compétition mineure. Des images diffusées il y a quelques semaines en Grande-Bretagne la montraient pourtant sur le podium. Elle s'est défendue en disant qu'elle avait seulement remis un prix au vainqueur. Les représentants des pays africains au sein de la Fédération internationale d'athlétisme (IAAF) étaient, de toute façon, décidés à faire de son cas un exemple.

L'IAAF suggérait, le 18 avril, à la fédération britannique de suspendre Zola Budd pour un an. Ce vœu était assorti d'un avertissement exprimé en termes voilés. En cas de refus toute l'équipe britannique d'athlétisme risquait d'être exclue des JO de Séoul.

La Fédération internationale revenait, le 2 avril, sur cette menace que la presse conservatrice britannique avait aussitôt présentée comme un « chantage ». Mais le mal était fait.

Certains athlètes britanniques prenaient parti pour Zola Budd contre l'IAAF. D'autres déclaraient qu'ils n'entendaient pas être privés de JO (*le Monde* du 27 avril). La jeune championne elle-même, qui n'a que vingt et un ans, subissait de plein fouet les effets de ce débat passionné étalé sur la place publique. Elle était huée par les manifestants anti-apartheid. « Je ne suis qu'un pion », répétait-elle, faisant allusion à un combat politique dont elle a toujours affirmé qu'il la dépassait.

Les vingt-quatre membres du conseil de la fédération britannique d'athlétisme décidaient, le 24 avril, de lancer leur propre enquête sur les faits reprochés à Zola Budd. Jusqu'à la remise de ce rapport, fixé au 21 mai, celle-ci était invitée à ne pas se livrer à la compétition, que ce soit en Grande-Bretagne ou à l'étranger.

M^{re} Thatcher déclarait aux Communes qu'elle jugeait « triste » ce qui arrivait à la jeune athlète. Certains députés conservateurs ne faisaient pas mystère de leur opposition à ce qu'ils présentaient comme une tentative d'intimidation d'un pays souverain. La fédération britannique elle-même était embarrassée. Fallait-il défer l'IAAF et sélectionner quand même Zola Budd pour les Jeux olympiques de Séoul ?

L'intéressée a tranché elle-même en retournant en Afrique du Sud. Selon sa mère, qui était venue la rejoindre récemment en Grande-Bretagne, elle ne mangeait ni ne dormait plus depuis quelques jours. Le médecin de la jeune athlète affirmait, mardi soir 10 mai, qu'il avait même craint une tentative de suicide et lui avait retiré ses somnifères.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

● **TENNIS** : International d'Italie. — Les Français Thierry Tulasne, Guy Forget et Yannick Noah se sont qualifiés le mercredi 11 mai pour les huitièmes de finale des Internationaux d'Italie disputés au Foro Italico de Rome. Ils ont battu respectivement l'Espagnol Sergio Casal (6-2 ; 6-3), le Suisse Claudio Mezzadri (6-2 ; 6-1 ab.) et l'Allemand de l'Ouest Torsten Meinecke (7-6 ; 6-1).

● **RECTIFICATIF**. — Dans l'information publiée dans *le Monde* du 7 mars sur la nouvelle course cycliste Paris-Moscou, il était question de l'équipe de Brest-Litovsk et à la frontière germano-soviétique. La ville où fut signé en 1918, par les Soviétiques et les Allemands, le célèbre traité de Brest-Litovsk se trouve en Union soviétique près de la frontière avec la Pologne.

Le Carnet du Monde

Décès

— Saint-Nicolas-de-Lagrange (82).

Lucienne Duthu, née Vitalis, Francoise Duthu, Ch. et Noëlle Khodja, Jean et Paule Duthu et leurs enfants, ont le très grand regret de faire part du décès de

Michel DUTHU

à l'âge de soixante-dix-huit ans, le 1^{er} mai 1988.

— M. et M^{me} Jacques Epelbaum, ses enfants, Stéphane Epelbaum, son petit-fils, Ida Sidelaki, sa sœur, Et toute la famille, ont le douleur de faire part du décès de

M. Jacques EPELBAUM,

survenu le 10 mai 1988, en sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu le vendredi 13 mai.

On se réunira à la porte principale du cimetière de Bagneux-Parisien, à 10 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

6, rue Barye,

75017 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Marguerite GRAULLE, chef de section des PTT, retraitée, chevalier de l'ordre national du Mérite, survenu le 28 avril 1988, à Paris-15^e.

Les obsèques ont eu lieu le 3 mai 1988, à Camurac (Aude), dans la plus stricte intimité.

— M^{me} Maurice Héraud, Didier, Jean-Maurice et Patricia, M. et M^{me} Guy Héraud, M^{me} Odile-Marie Héraud, Leurs parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

Reutenant-colonel Maurice HÉRAUD, pharmacien-chimiste des hôpitaux, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 9 mai 1988.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité le mercredi 11 mai, en l'église Sainte-Thérèse de Pau.

— M^{me} Jacqueline Martin, son épouse, Ses enfants Et petits-enfants, Ses anciens confrères, font part du décès de

Pierre-Olivier MARTIN,

ancien journaliste, survenu le 7 mai 1988, dans sa soixante et onzième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 11 mai, en la collégiale Saint-Lazare d'Avallon.

Le Grand-Large G, Rue Maréchal, 83430 Saint-Mandrier.

[Ancien agencier d'Avion, ancien correspondant de guerre en Italie, Pierre-Olivier Martin]

DÉFENSE

Des avions-cargos espagnols pour la France

Madrid. — Le ministère français de la défense prendra livraison, mardi 17 mai, à Séville, de deux des cinq avions-cargos militaires C-212 Aviocar commandés au constructeur espagnol CASA pour un montant total de 25 millions de dollars (environ 143 millions de francs). Les trois autres exemplaires seront livrés dans les prochains mois.

C'est à la fin de l'année dernière (*le Monde* du 22 octobre 1987) que la France a passé ce contrat avec l'Espagne, pour disposer d'un avion de transport logistique des centres d'essais en vol de la Délégation générale pour l'armement. L'Aviocar est un avion bimoteur qui peut atterrir sur des courtes distances, dans des conditions très rustiques. Il peut acheminer 2 tonnes de fret ou jusqu'à vingt-cinq personnes sur moins de 2 000 kilomètres à la vitesse de 350 kilomètres à l'heure. — (AFP).

● **Essai nucléaire français à Mururoa**. — La France a procédé jeudi 12 mai à son premier essai nucléaire souterrain de l'année à Mururoa (Pacific sud), selon des sismologues néo-zélandais. Des sismologues australiens ont annoncé, peu auparavant, avoir enregistré une explosion qui équivalait à celle de 40 000 tonnes de TNT (20 000 tonnes, selon les Néo-Zélandais), soit une à deux fois la puissance de la bombe d'Hiroshima. Selon la Nouvelle-Zélande, ce serait la quatre-vingt-douzième essai nucléaire souterrain de la France à Mururoa depuis 1975. — (AFP).

Soutenances de thèses

— Université Paris-I, le lundi 16 mai, à 14 heures, salle Cuzin, UFR de philosophie, M. Jean-Marc Lachaud : « Vers une théorie du collage. (Œuvres et techniques. Problèmes théoriques) ».

— Ecole nationale des ponts et chaussées, le mercredi 18 mai, à 15 heures, La Courneuve, 93167 Noisy-le-Grand, amphithéâtre Cauchy. M. Yves Kovacs : « Modèles de simulation d'écoulement transitoire en réseau d'assainissement ».

— Université Paris-I, le mardi 24 mai, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Bai Xi Xia : « Les positions du Parti communiste et du Parti socialiste sur les nationalisations (1972-1977) ».

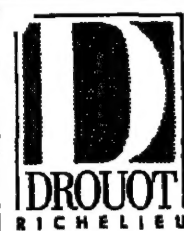
— Université Paris-I, le mercredi 25 mai, à 10 heures, 162, rue Saint-Charles, M. Dominique Clevenas : « Une esthétique du voile. Réflexion sur la figure du plan dans l'art arabo-islamique ».

— Université Paris-VII, le lundi 30 mai, à 9 h 30, salle des Thèses, tour 23, rue-de-Chaunée, M. Pierre Rakhov : « L'Inconscient, une idée transcendante ».

CARNET DU MONDE

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 79 F
Abonnements 69 F
Communications diverses 82 F
Renseignements : 42-47-95-03



HOTEL DES VENTES

9, rue Drouot, 75009 PARIS

Téléphone : 42-46-17-11

Télex : Drouot 642260

Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, Paris. Tél. : 46-83-12-66
Les expositions auront lieu à la ville des ventes, de 11 à 18 heures, sauf indication particulière, * expo le matin de la vente.

LUNDI 16 MAI 1988

S. 2. — Livres anciens et modernes. — ARCOLE - M^{re} OGER, DUMONT.
S. 4. — Ateliers d'artistes. — M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, M. Camard, expert.
S. 7. — 11 h : atelier Nourry. 14 h 15 : tableaux modernes. — M^{re} LOUDMER.

MARDI 17 MAI 1988

S. 12. — Objets d'art et d'ameublement. — M^{re} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

MERCREDI 18 MAI

S. 2. — Dessins anc., tableaux mod., Extrême-Orient, archéologie, horlogerie, meubles et objets d'art. M^{re} TILORIER, BEAUSSANT, MM. de Bayser, Caliac et Blanchet, Portier, de Serres et Sabrier, Camard, cabinet de Pommervault, experts.
S. 3. — Bijoux et argenterie : rare timbale de voyage en vermeil gravé d'armoiries Strasbourg 1768-1774 M.O. Oestel dans son étui en cuir. PARIS AUCTION. — M^{re} de CAGNY.
S. 5. — Porcelaine et faïences anciennes, collection du docteur Maurin et appartenant à divers amateurs. — M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Lefebvre.
S. 6. — Apollinaire. — M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, MM. Vidal-Mégret et Bodin, experts.
S. 7. — Tableaux modernes, dessins, aquarelles. — M^{re} BOISGIRARD.
S. 14. — 16 h : tapis d'Orient. — M^{re} MILLON, JUTHEAU.
S. 16. — PROJETS DE DÉCORATION. Gravures, aquarelles, miniatures, documentaires, bibelots, éléments de boiserie, bois mobilier d'époque et nombreux bois de siège. — M^{re} BOSCHER, STUDER.

VENDREDI 20 MAI

S. 4. — Art déco, art nouveau. — M^{re} DAUSSY, de RICOLES, M^{re} COUTURIER, de NICOLAY, MM. Margilac et Maury.
S. 5. — Estampes modernes. Félix BUHOT. — ARCOLE - M^{re} RENAUD.
S. 6. — Beaux livres anciens (exposition chez les experts : librairie Jussieu-Bodin, 22, rue Guynemer, Paris, tél. : (1) 45-48-30-58, jusqu'au mercredi 18 mai, de 9 h à 13 h et de 14 h à 18 h. — M^{re} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Guérin et Courvoisier, experts.
S. 7. — Bibliothèque gastronomique. Tels., meubles. — M^{re} BRIEST.
S. 8. — Beau linge, coll. de faïences militaires, objets d'art du Japon. — M^{re} DELORME.
S. 10. — Bons meubles. — M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 13. — Gravures, tableaux, bibelots, meubles anciens et style, mobilier 1925. — M^{re} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 16. — Tableaux, bibelots, mobilier. — ARCOLE - M^{re} OGER, DUMONT.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
ARCOLE (GIE de CP), 40-22-02-50. Endes : ARTUS, GRIDEL, BOSCHER, FLOBERT, GROS, DELETTREZ, MATHIAS, OGER, DUMONT, RABOURDIN, CHOPPIN de JANVRY, RENAUD, RIEUNIER, BAILLY-POMMERY, LE ROUX, SARGET.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOSCHER, STUDER, 3, rue d'Ambroise (75002), 42-60-87-87.
BRIEST, 24, avenue Matignon (75008), 42-68-11-30.
COUTURIER, de NICOLAY, 51, rue de Valenciennes (75007), 45-55-85-44.
DAUSSY, de RICOLES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.
DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LOUDMER, 18, rue de Provence (75009), 45-23-15-25.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.
PARIS AUCTION : GIE de commissaires-priseurs, 4, rue Drouot (75009), 42-47-05-99. — Endes : de CAGNY, CARDINET, Eric COUTURIER, DUMOUSSET, HEBBANK, KALICK, RIBEYRE.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
TILORIER, BEAUSSANT, 32, avenue Paul-Doumer (75116), 45-03-38-24.

ÉTRANGER	POLITIQUE	CULTURE	SOCIÉTÉ	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 La mort de « Kim » Philby en URSS. 3 Le réveil de l'Armée rouge au Japon. — L'élection de M. Borja à la présidence de l'Équateur. 4 Le témoignage de Jean-Paul Kauffmann. — La rencontre Shultz-Chevardnadze.	5 Après la nomination de M. Michel Rocard. 6 La succession de Lionel Jospin à la tête du PS. 7 L'Elysée souhaite la création d'une commission d'enquête sur l'assaut d'Ouvéa.	18 Cannes 88 : le Grand Bleu, de Luc Besson ; le 3 ^e Grand Prix de la photographie de cinéma. 19 Musiques : ouverture du Mai de Bordeaux. — George Russell aux Festivals d'Angoulême et d'Amiens. 18-19 COMMUNICATION.	21 Les assurances du centre hospitalier de Poitiers ont indemnisé M. Berneron. — A Cambrai, l'invocation du secret professionnel par des journalistes est apparue à un refus de témoigner. 22 SPORTS.	23 Le conflit trans-Manche : détente à Calais, confusion à Douvres. — Le 6 ^e congrès de la Confédération européenne des syndicats. — L'éclatement des PTT allemands. — Marchés financiers.	Abonnements 2 Carnet 22 Loto 17 Météorologie 17 Mots croisés 17 Radio-télévision 17 Spectacles 20	Après le second tour : tous les résultats ville par ville. Tous les sondages. 3615 LEMONDE

Le relèvement du taux de base des banques américaines fait craindre une hausse générale dans le monde

Le relèvement du taux de base des banques américaines, porté mercredi 11 mai de 8,50 % à 9 %, a très désagréablement impressionné les milieux financiers américains et internationaux, surtout par son ampleur, un demi-point, alors que l'on attendait un quart de point. Les cours ont baissé de près de 2 % à la Bourse de New-York, où les opérateurs notaient que ce relèvement était le premier depuis le krach d'octobre dernier, date à partir de laquelle le taux de base des banques a augmenté cinq fois auparavant, de 7,50 % en avril 1987 à 9,25 % au début de l'automne, — avait été abaissé par trois fois, en dernier lieu le 2 février 1988. Cette diminution avait été permise par l'assouplissement de la politique de la Réserve fédérale des États-Unis, inquiète des conséquences du krach sur l'économie américaine.

Aujourd'hui, c'est l'inverse. De l'autre côté de l'Atlantique, tout va trop bien : le chômage ne cesse de diminuer, et la surchauffe menace dans certains secteurs industriels à la limite de leur capacité de production (chimie, textile, pâte à papier, notamment). La préoccupation de la Réserve fédérale est changée : il ne s'agit plus d'éviter une récession mais de lutter préventivement contre

une surchauffe généralisée et, surtout, un retour possible de l'inflation, qui finirait par provoquer à la fois la formation de goulets d'étranglement et la hausse des prix des produits importés, après une très forte dévaluation du dollar.

La Fed, sous la conduite de son président, a donc entrepris depuis deux mois de faire monter lentement le taux d'intérêt à court terme aux États-Unis, le loyer de l'argent entre banques venant d'atteindre 7,25 %, contre moins de 6,5 % fin mars.

Vers une hausse concertée

Cette montée, obtenue en réduisant l'alimentation du marché en argent frais, a pour objectif un resserrement du crédit, destiné à freiner l'économie. Les banques, dont les ressources, notamment leurs certificats de dépôt, se renchérissent, ont répercuté la hausse sur leurs clients.

Dans ces conditions, il est fort possible, et même probable, que la Réserve fédérale relève son taux d'escompte, déjà porté de 5,5 % à 6 % le 4 septembre 1987. Un tel relèvement ne ferait que traduire

avec retard une hausse générale du loyer de l'argent à court terme. En ce cas, il est vraisemblable que plusieurs banques centrales occidentales en profiteront pour en faire autant, avec de très bonnes raisons.

En Allemagne de l'Ouest, par exemple, ce n'est un secret pour personne que le vice-président de la Bundesbank, M. Helmut Schlesinger, n'attend que cela pour donner un petit coup de pouce au taux d'intervention de la banque centrale, encore abaissé à 3,25 % en novembre dernier. En RFA, la masse monétaire augmente trop vite au gré des autorités (7 % à 8 % en rythme annuel au lieu de 6 % autorisés), et l'inflation pointe doucement son nez, 1 % en ce moment, et peut-être 2,5 % en 1989, suivant les pronostics des cinq grands instituts de conjoncture allemands. Outre-Rhin, on a déjà vu les taux à long terme, ceux des obligations, monter de près d'un demi-point à 6 %. A Francfort, si l'on exclut une initiative unilatérale de la Bundesbank (son relèvement intertemporel d'octobre 1987 est dans toutes les mémoires), on est prêt à parier que la Banque centrale sera ravie d'embêter le pas à la Réserve fédérale.

FRANÇOIS RENARD.

L'exposition « L'or et son mythe »

Un eldorado à Paris

Cinq mois après l'exposition « L'or du Pérou » (le Monde du 23 décembre 1987), quatre cents objets en or précolombiens, péruviens et mille cent autres pièces, en or elles aussi, sont présentés dans une nouvelle exposition, « L'or et son mythe », rassemblée grâce à la ténacité de M^{me} Solange Auzies de Turanne. Cependant, l'actuelle manifestation n'est pas la répétition exacte de la précédente.

Les ornements de nez, les fibules, les pectoraux, les colliers, les vases, les figurines, ont un air de famille évident avec les objets exposés l'hiver dernier. Mais l'art de l'orfèvrerie du Pérou précolombien a atteint un tel degré de perfection qu'on ne se lasse pas d'admirer encore une fois ces merveilleuses créations.

Les objets exposés actuellement n'ont jamais été vus en France. Et ils viennent, pour la plupart, de la collection Enrico Poli Bianchi, importants aussi les « totos » prêtés par plusieurs musées péruviens, par le Musée de l'Amérique de Madrid,

sans compter les pièces appartenant à des musées français et à des collectionneurs de diverses nationalités.

Autre nouveauté : les temps précolombiens n'ont pas l'exclusivité de l'exposition. Celle-ci présente, en effet, des objets dus aussi bien aux Chinois qu'aux Espagnols, aux Romains, aux Égyptiens, aux Celtes, aux Byzantins, et même des œuvres de peintres, de sculpteurs, d'orfèvres contemporains parmi les plus grands, dans lesquelles l'or tient une large place. Parmi ces derniers, citons les bijoux superbes réalisés par Lisa Lalourda.

La grande surprise de l'exposition est sans conteste l'art de l'or africain qui a atteint une rare perfection du douzième au dix-huitième siècle. Trente objets, sortis pour la première fois du Musée d'art africain de Dakar, témoignent de la maîtrise de la fonte à la cire perdue et du filigrane à laquelle sont parvenus les orfèvres baoulés (Sénégal actuel), adioukrou et wolofs (Côte

d'Ivoire actuelle). Les plaques, les pendatifs, les bagues, les bracelets, sont extraordinairement ciselés, les uns en figurines anthropomorphes ou zoomorphes, les autres en motifs plus ou moins géométriques, certains enfin en fleurs d'une incroyable délicatesse.

L'exposition présente également deux cents des mille neuf cents objets sortis du *Titanic* par l'IFREMER. Ceux-là, certes, ne sont pas tous en or. Mais tous sont étonnants et certains sont étonnants, telles ces carènes en cristal qui ont survécu, intactes, à une « chute » dans l'eau de 3 800 mètres (1) ou ces lettres encore partiellement lisibles.

YVONNE REBEYROL.

(1) Il faut aussi mentionner, parmi les objets « miraculeux », les quatre-vingt-dix-sept plats à crêpe, tous identiques et intacts, qui ne figurent pas dans l'exposition.

* Grand Palais, avenue Winston-Churchill, Paris-8. Ouvert tous les jours, de 11 heures à 20 heures. Jusqu'au 29 mai. Entrée : 45 francs.

EN BREF

● Grève à UTA : peu de perturbations. — Le Syndicat national du personnel navigant commercial (SNPNC), qui regroupe les stewards et les hôtesse de la compagnie UTA, a appelé, mercredi soir 11 mai, ses adhérents basés à Paris à une grève, de mercredi 18 heures à vendredi 23 h 59, pour « protester contre la dégradation des relations sociales générales dans l'entreprise et l'impossibilité de négocier ». Selon la direction de la compagnie aérienne

privée, cette grève ne devrait entraîner que des perturbations légères dans les vols.

● Les programmes de M6 sur TMC — L'accord définitivement conclu le 31 mars dernier entre TMC et M6 est entré en vigueur jeudi 12 mai à 9 heures. Ce mariage conclu dans un premier temps jusqu'à fin 1988 permet à TMC de relayer les émissions de M6 de 9 heures à 1 heure le lendemain, ainsi que ses journaux d'information

et l'intégralité de ses écrans publicitaires. La chaîne monégasque se réserve une heure trois quarts de programmes originaux par jour, entre 18 h 15 et 20 heures. Cet accord, qui souligne-t-on, n'est ni une « affiliation », ni une « syndication » à l'américaine, prévoit également la diffusion par M6, en national, d'une émission quotidienne produite par TMC et la réalisation en commun de « mini-journaux », en collaboration avec la presse écrite du Sud-Est et diffusés dès l'automne.

Jean-Paul II sur le haut plateau andin

A la rencontre des plus pauvres des Boliviens

Au troisième jour de sa visite en Bolivie, le pape s'est rendu, mercredi 11 mai, sur le haut plateau andin, à la rencontre des plus pauvres habitants du pays, mineurs et paysans. Jeudi, Jean-Paul II devait célébrer la messe à Sucre, avant de gagner dans la soirée la ville de Santa-Cruz.

ORURO
de notre envoyé spécial

Oruro, le cœur du pays minier. Sur l'Altiplano chauffé à blanc, paysans et mineurs attendent leur rencontre avec le pape. Leurs visages sont ceux-là mêmes dont Jean-Paul II dira, d'un ton informel, par ses évêques, qu'on y lit « la souffrance, la fatigue, les privations d'une vie qui leur a enseigné à se passer même de l'indispensable ».

La tension est grande, car Oruro est au centre de la crise sociale engendrée par la fermeture des puits à la suite de l'effondrement des cours de l'étain, longtemps la principale richesse du pays. Les mots « faim », « souffrance », sont déjà sur les lèvres. Jean-Paul II a paré un texte qui répond pleinement aux doléances des opposants à la politique d'assainissement économique menée par le gouvernement. Il ira même plus loin dans sa critique des systèmes qui « ont pour moteur principal le profit ».

Je sais, dit le pape, beaucoup de travailleurs ont été « déplacés », que bien des mines ne sont plus que « les témoins muets des vies qui s'y sont consumées silencieusement sans avoir été récompensées dans leur sacrifice par ceux qui en ont été les bénéficiaires ». Jean-Paul II dit savoir également qu'il y a « un grand décalage entre les salaires et la hausse du coût de la vie », que le chômage a atteint « des proportions alarmantes » et que bien des enfants meurent à cause du manque d'aliments et de services sanitaires. Il s'étonne que tant de paysans soient sans terre dans un pays aussi vaste et aussi peu peuplé (6,5 millions d'habitants sur un territoire grand comme deux fois la France). Il en appelle aux « sentiments de justice et d'humanité de tous les responsables » pour donner à l'Indien la terre, l'éducation, les soins qui lui

manquent et à ceux qui ont leur lopin les titres de propriété dont ils sont souvent privés.

Il ne nie pas que de « bons résultats » puissent être obtenus dans les pays où règnent les libertés, ce qui est le cas de la Bolivie. Mais de tels résultats ne doivent pas masquer, selon lui, les défauts d'un système « où l'homme est subordonné au capital, converti en pièce de la machine productive, et son travail transformé en simple marchandise à la merci des va-et-vient de la loi de l'offre et de la demande ».

Bref, Jean-Paul II va à la rencontre de ceux qui vont monter sur le podium pour critiquer la politique « néolibérale » et l'« économisme » du gouvernement Paz Estenssoro, dont le résultat est de créer du chômage et de « transformer les personnes en choses ou en simples instruments de production ». Victor Lopez, qui prononce cette dernière phrase, est un syndicaliste qui passe pour modéré. Secrétaire général de la Fédération des mineurs, il parle des trente mille travailleurs licenciés des puits, qui se heurtent, selon lui, à l'indifférence du pouvoir.

Une casserole vide...

Un paysan affirme à son tour que les gens de la terre sont traités comme des « animaux », et « trompés » de mille manières, que les mêmes dirigeants qui leur ont donné autrefois l'école et la terre leur retirent aujourd'hui — allusion à la réforme agraire réalisée en 1952 par Paz Estenssoro, l'actuel président.

Une femme, son enfant sur le dos, présente au pape une casserole vide, et le pape embrasse l'enfant. Un mineur en larme dit, devant le micro, que ses compagnons ont faim et adresse à Jean-Paul II un curieux compliment : il le remercie pour « avoir permis la théologie de la libération ».

Le moment est émouvant, poignant même. Comme tel, il peut faire illusion. La Bolivie qui apparaît à l'occasion du voyage papal n'est pas le fruit de la politique du jour, mais de longues décennies de carences et de ce que les Latino-Américains appellent « desgo-

hierno », l'absence de gouvernement. C'est la Bolivie de toujours, celle des hauts indices de mortalité infantile et d'analphabétisme, celle du plus bas revenu par habitant en Amérique du Sud. Et depuis 1980 la situation s'est encore accrue. Le PNB *per capita* a chuté de 25 %. Le gouvernement le plus social du monde ne pourrait, dans ces conditions, éviter une augmentation du chômage et la dégradation des conditions de vie.

Le gouvernement de front populaire de Siles Suazo, qui a duré trois ans, de 1982 à 1985, avait fermé les yeux devant la réalité et, pour satisfaire les syndicats, avait fait marcher la planche à billets. Il avait donc créé un pouvoir d'achat fictif, évidemment de courte durée. Avec lui, l'inflation atteignait un record historique et la faillite du pays fut consommée. Pour sortir de là, il n'y avait qu'un chemin à suivre, celui de la rigueur. Les nouveaux dirigeants se sont donc efforcés de supprimer tous les déficits. Ils se sont attaqués, et ce n'était pas facile, à celui de la compagnie d'Etat qui exploitait l'étain dans les régions d'Oruro et de Potosí. Le prix de revient du minerai dépassait de cinq fois son prix de vente. Les deux tiers des effectifs ont été licenciés : vingt-trois mille employés des mines ont été « remplacés » — de façon théorique pour la plupart, — mais pendant un an les aides sociales ne leur ont pas manqué.

Y avait-il une autre solution ? Et l'Eglise pourrait-elle proposer une politique de rechange ? Ce n'est évidemment pas sa vocation. Elle a opté pour les pauvres — « ni exclusion ni discrimination », a rappelé le pape mercredi —, et cet engagement l'amène à dénoncer la misère grandissante des travailleurs boliviens. Certains évêques reprochent au gouvernement de rester insensible aux souffrances de la population. Le principal parti d'opposition, le MIR, ne va pas aussi loin. Il dit qu'il aurait appliqué de façon plus progressive et sans doute plus modérée le traitement de choc indispensable. Les dirigeants actuels affirment qu'il n'y a pas d'autre possibilité et que, s'ils relâchaient un peu leur rigueur, ce serait à nouveau la débâcle.

CHARLES VANHECKE.

GRÈCE

Restitution des biens ecclésiastiques à l'Etat

Athènes. — Le gouvernement et l'Eglise orthodoxe de Grèce ont signé le mercredi 11 mai l'accord final portant sur la restitution à l'Etat de quelque 150 000 hectares de terres et forêts appartenant aux monastères.

Cet accord a été paraphé en présence du premier ministre, M. Andreas Papandréou, par le ministre adjoint aux finances, M. Georges Petros, l'archevêque d'Athènes et primat de Grèce, Mgr Séraphin, et des représentants de cent quatre-vingt-seize monastères.

Les responsables de ces monastères « qui représentent la plus

grande partie des biens agricoles et des forêts monacales ont compris l'importance morale de la donation volontaire et pacifique de leurs propriétés aux agriculteurs et éleveurs », a déclaré le porte-parole du gouvernement, M. Roubatas.

L'accord, a-t-il précisé, offre « une dernière chance » aux monastères qui n'ont pas encore envoyé de procurations. Ces monastères ont un délai d'un an pour se ranger « au sentiment général » avant l'application de la loi d'avril 1987, qui prévoit la restitution automatique à l'Etat des biens ecclésiastiques. — (AFP.)

ANGOLA

Incertitude sur la poursuite des négociations avec Pretoria

La ville de Luanda est privée d'électricité à la suite d'une action de sabotage contre deux centrales de transformation menée par les hommes de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola, a indiqué, mercredi 11 mai, à Lisbonne, un communiqué de ce mouvement.

Selon ce communiqué parvenu au bureau de l'AFP, les commandos de l'UNITA ont détruit également huit pylônes des lignes de haute tension qui relient la capitale angolaise au barrage de Cambambe. « Les Cubains qui montaient la garde autour de ces installations ont été neutralisés », ajoute le communiqué sans préciser leur nombre.

D'autre part, une grande incertitude règne sur la poursuite des entretiens pour la recherche d'une solution négociée au conflit après la conférence quadripartite de Londres au début du mois. Le ministre angolais des affaires étrangères, M. Afonso Van Dunem « M'Binda », a catégoriquement démenti, mercredi, à Libreville, qu'une rencontre de quelque nature qu'elle soit ait lieu ces jours prochains à Brazzaville entre Angolais et Sud-Africains. Il a également démenti qu'une rencontre « technique » se tienne à Brazzaville incessamment, comme certaines sources africaines le laissent entendre. Le ministre a cependant confirmé que, conformément à ce qui avait été décidé à l'issue de la réunion de Londres, une « autre rencontre aurait lieu » prochainement, dont il n'a voulu préciser ni le lieu ni la date. — (AFP.)

ÉTATS-UNIS

Le soutien du président Reagan au candidat Bush

Le candidat républicain à la Maison Blanche, le vice-président George Bush, a reçu, le mercredi 11 mai, de la part du président Reagan, un appui officiel qui pourrait se révéler une arme à double tranchant. Ce soutien, formulé à Washington à l'occasion du « dîner du président », peut permettre de rallier un électeur conservateur traditionnel auprès duquel M. Reagan est très populaire. Mais il pourrait se révéler coûteux à long terme dans la mesure où, si M. Bush veut rallier à lui la coalition composite qui avait permis la victoire de M. Reagan, il doit réussir à séduire certains élé-

ments. Or, selon les sondages effectués ces dernières semaines à l'occasion des primaires, la grande majorité de ces électeurs a voté pour M. Dukakis, démocrate, et non pour le candidat républicain à la présidence. D'autre part, dans les États agricoles du Midwest, les fermiers se considèrent comme les laissés-pour-compte de la gestion économique de l'administration Reagan, et M. Bush y est peu populaire.

Dans ces conditions, les stratégies républicaines ne semblent pas certaines que le soutien du président Reagan se révélera plus positif que négatif pour



38 ans d'histoire (drôle ou moins drôle) de la culture en France.

Pour son numéro 2000, Télérama frappe très fort et ouvre ses collections et sa mémoire. Emouvant et instructif. Un numéro à ne pas manquer.

numéro 2000

GERA

L'... qui d...